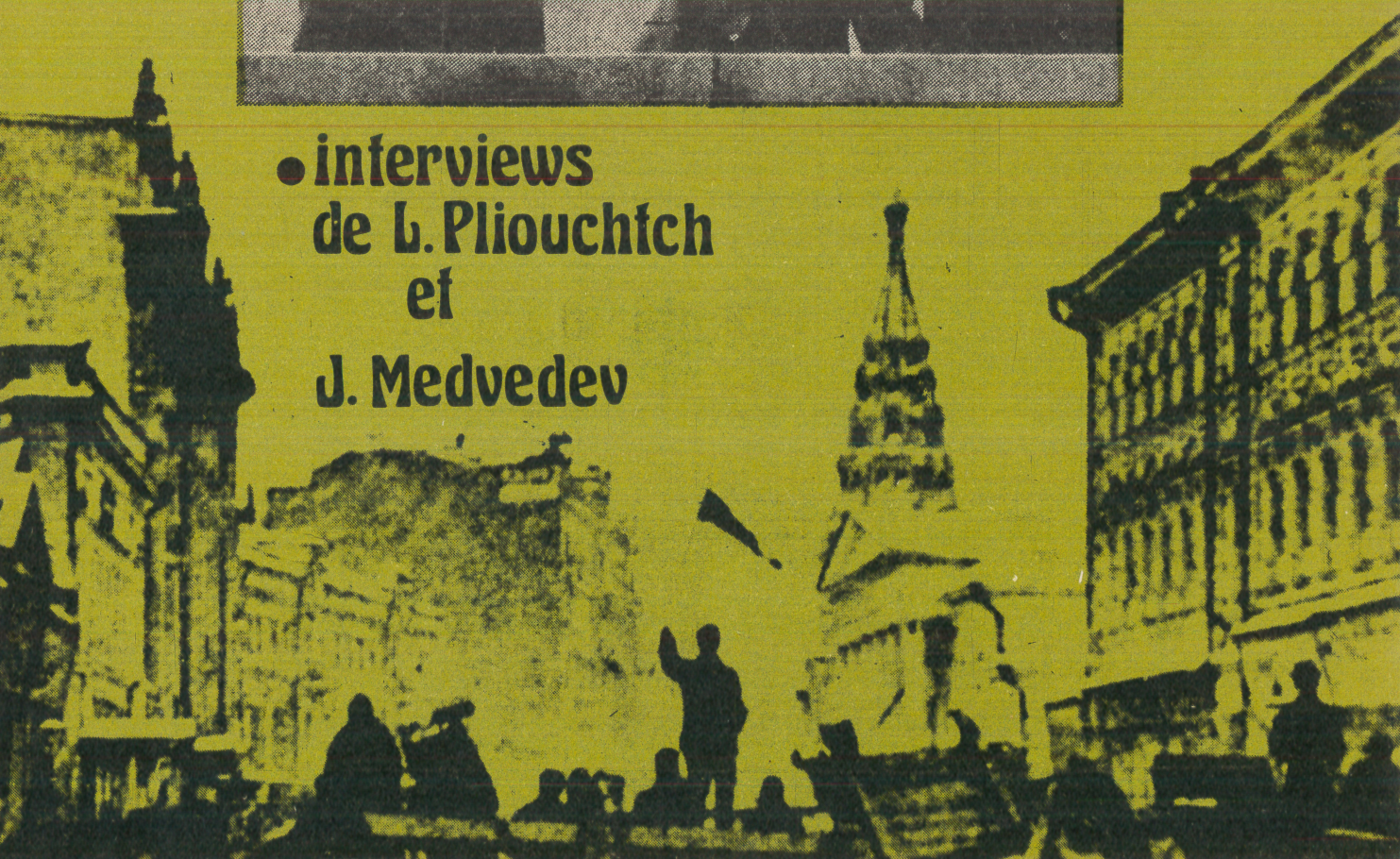
inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, n°47/48, 1 avril 1976 40fb, 4,5ff, 3,5fs

L'URSS : APRES LE 25° CONGRES DU PCUS

- interviews de L. Plioutchtch et J. Medvedev



inprecor correspondance de presse internationale

N° 47/48 1 avril 1976

* sommaire *

ESPAGNE
- Le gouvernement Arias agonise page 3
A. Martinez
- Résolution de la LC page 5

PORTUGAL
- Avant les élections page 7
-Une candidature révolutionnaire
- Plate-forme LCI-PRT page 8

LIBAN
- La guerre civile : un bilan page 11
S. Jaber

DOSSIER URSS
- Bilan du brejnevisme page 23
- Interview de Medvedev page 29
- Interview de Pliouchtch page 38

URUGUAY
- Une répression farouche page 41

LIBERTE POUR SABIN ARANA ! page 48

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; $ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

A.MARTINEZ

ESPAGNE

Juan Carlos présidant une séance du gouvernement espagnol

LE GOUVERNEMENT ARIAS AGONISE

Le gouvernement Arias agonise. Le sang des ouvriers de Vitoria l'étouffe. La formidable riposte des masses laborieuses d'Euzkadi - près d'un million de grévistes, le plus fort arrêt de travail qu'on ait connu en Espagne depuis 1937 - l'a blessé à mort. Sa disparition n'est plus qu'une question de semaines.

Les réformistes du PC et du PSOE avaient délibérément freiné les mobilisations de masse au lendemain de la mort de Franco. Ils espérèrent convaincre ainsi la bourgeoisie espagnole qu'une transition graduelle et calme du franquisme à la démocratie bourgeoise était possible, dans le respect de la "paix sociale". La négociation avec les "réformateurs du franquisme", type Fraga, était à l'ordre du jour. Le roi lui-même était proclamé par eux au-dessus de la mêlée, voire au-dessus de tout soupçon de lèse-démocratie.

La récompense méritée, les réformistes l'ont reçue rapidement. Pas question de rompre la continuité des institutions franquistes, proclama Arias; des réformes, oui, mais dans le cadre de ces institutions. Pas question de légaliser le PC renchérit Fraga. Et d'ajouter: pas d'amnistie pour les "terroristes", pas de retour de la Pasionaria.

Le "bunker" des nostalgiques du franquisme se hérissa de vetos et d'interdits. Solidement enracinés dans les fameuses "institutions" - des Cortès-pour-rire au "Conseil du Royaume", en passant par le "Conseil national du mouvement" - les "ultras" jouèrent un rôle utile pour le post-franquisme dans la mesure où ils offrirent l'excuse dont Arias-Fraga avaient besoin pour justifier les retards et tergiversations dans la réalisation des misérables réformettes qu'ils allaient magnanimement octroyer aux réformistes dociles, bien qu'un tantinet impatients.

Ainsi tout allait se dérouler dans les règles de la Realpolitik. Quant à savoir qui allait "rouler" qui dans cette partie de poker - les tortionnaires servant les "libéraux", les "libéraux" servant les "réformistes", les "réformistes" servant le mouvement ouvrier "modéré", ou, à l'inverse, le mouvement ouvrier respectueux cédant devant les libéraux qui, cédant eux-mêmes devant les "réformateurs du franquisme", permettraient de laisser en place les tortionnaires, sous le regard ému du roi et de son patron, le Grand Capital- c'est l'histoire qui se chargerait de départager les plaidants.

La classe ouvrière espagnole a déjoué tous ces savants calculs. Son élan combatifs, aujourd'hui incomparable en Europe, nourri par la crise économique (près d'un million de chômeurs, 20% des travailleurs de Malaga sans emploi !), par le blocage provocateur des salaires proclamé par un ministre inepte, par la passion de la liberté et le désir ardent d'arracher ses frères aux geôles de la dictature et d'en finir une fois pour toutes avec l'appareil de répression des tortionnaires, a bousculé tout ce jeu de dupes.

Nos camarades de la LCR-ETA (VI) avaient bien raison de dire que la dictature ne s'ef fondrerait que sous les coups d'une grève générale révolutionnaire. Euzkadi après Vitoria, voilà un premier exemple de grève générale révolutionnaire, qui ne doit d'ailleurs pas nécessairement se produire simultanément dans toutes les régions à la fois. Maintenant, l'effondrement de la dictature est devenu un objectif tangible.

Devant la montée impétueuse des luttes ouvrières, la bourgeoisie comprend que ses grandes manoeuvres post-franquistes n'ont été qu'une pitoyable opération de retardement. La situation actuelle intérimaire, qui n'est plus le franquisme mais pas non plus le rétablissement de la démocratie bourgeoise, la dessert plus

qu'elle ne la sert. Le maintien en place de l'appareil de répression n'arrête plus le mouvement de masse. Son entrée en action, comme à Vitoria, stimule même des ripostes fulgurantes.

En même temps, le maintien en semi-illégalité des organisations réformistes, avant tout du PC, empêche la bourgeoisie de profiter à fond du rôle de frein que ces organisations sont prêtes à jouer, facilite leur débordement comme ce fut le cas fin février et début-mars, et entrave toute tentative de canaliser l'essor du prolétariat vers des voies compatibles avec avec le maintien du régime capitaliste.

L'armée elle-même est perplexe et divisée. A qui ça sert de s'accrocher aux institutions franquistes, si celles-ci causent le désordre et la révolte dans la rue ? Du coup, après Vitoria, l'isolement du "bunker" est plus net que jamais. Fraga lui-même est de plus en plus pressé par la grande bourgeoisie : qu'on en finisse avec la comédie du post-franquisme; qu'on exécute le "saut périlleux", qu'on passe à une réelle monarchie constitutionnelle; qu'on s'arme pour faire face à la montée révolutionnaire en utilisant les partis réformistes, en jouant la carte des illusions démocratiques des masses, retrouvées après les décennies noires de la dictature.

Que Fraga succède à Fraga, mais en s'entourant exclusivement de "réformateurs"; qu'après une ultime expérience de l'Opus Dei il passe la main à Ruiz Jimenez qui fera la courte échelle au PSOE, voire au PC; qu'il y ait un bref interlude du comte de Motrico: c'est vers la liquidation des institutions franquistes que l'Espagne est d'ores et déjà orientée. Ce n'est ni une liquidation octroyée, ni une liquidation négociée dans les coulisses du Palais. C'est une liquidation arrachée, lambeau après lambeau, par les mobilisations et les grèves de masse, par une succession de grèves générales politiques.

La chute de la dictature, c'est la liquidation de ses institutions. C'est-à-dire la légalisation de fait de toutes les organisations ouvrières, la conquête de la liberté d'organisation syndicale et du droit de grève libre et non-réglementé, la conquête de toutes les libertés démocratiques. Cette conquête-là, le mouvement de masse est en train de la réaliser jour après jour. Il suffit de regarder le déroulement des grèves, des cortèges ouvriers dans les rues, des réunions des travailleurs dans les stades de foot-ball, des comités de grève surgis des assemblées générales de grévistes, pour s'apercevoir que l'avalanche s'est mise en mouvement. Qu'un Fraga ou qu'un Motrico légalise seulement le PSOE et le PC et les organisations révolutionnaires auront pignon sur rue dans les 24 heures qui suivront cette décision. Des foules immenses se rassembleront devant les prisons pour libérer leurs frères. Voilà la marche probable des événements.

En réclamant des élections immédiates pour une Assemblée constituante de l'Etat espagnol, ainsi que des assemblées nationales des nationalités opprimées afin de permettre à celles-ci d'exercer leur droit à l'auto-détermination, nos camarades espagnols cherchent à donner un but commun et centralisateur à la poussée démocratique de millions de travailleurs et de jeunes espagnols. Ils cherchent à déjouer toutes les manoeuvres qui devraient permettre à la bourgeoisie, à travers des gouvernements provisoires et "transitoires" de continuer son règne arbitraire, sans permettre au peuple travailleur de disposer de lui-même.
Généraliser et unifier les mobilisations et luttes de masse pour parachever le renversement de la dictature, cela signifie aussi créer les conditions les meilleures afin d'éviter toute solution de continuité entre le renversement de la dictature et le développement d'un puissant assaut contre les forteresses capitalistes.

Un syndicat démocratique et unique, géré par les travailleurs eux-mêmes dans le plein respect du droit de tendance; un front unique de toutes les organisations ouvrières pour défendre en commun les nouveaux acquis du prolétariat, contre les tentatives du capital espagnol et international de les éroder dès le lendemain de leur conquête; un essor continuel de l'auto-organisation des masses, c'est-à-dire un surgissement de comités élus dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, les universités, les écoles, les chantiers, et les villages : tels sont les principaux instruments pour la transcroissance de la lutte des masses contre la dictature en une lutte des masses contre le capitalisme. La construction d'un puissant **parti marxiste-révolutionnaire est la précondition de sa victoire.**

Guernica de Picasso (1937)

PLUS UN SEUL CRIME !

Déclaration de la Liga Comunista

AVANCER AVEC RESOLUTION VERS LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE !

Depuis le 9 janvier, les travailleurs des Forges d'Alava, Mevosa et d'autres nombreuses entreprises de Vitoria ont mené une grève dure et exemplaire pour obtenir la satisfaction de leurs justes revendications. Parmi celles-ci il y avait, comme point essentiels, outre les augmentations de salaires..., la réadmission de leurs camarades licenciés, la libération des détenus et la volonté d'imposer la négociation directe au patronat, par l'intermédiaire de représentants authentiques, élus dans les assemblées, révocables par elles et complètement en dehors de la pourriture de la CNS Les ouvriers de Vitoria, en rompant consciemment avec le syndicat vertical ont révoqué les délégués syndicaux et ceux des comités d'entreprises des Forges, de Mevosa, d'Areito et ont élu des comités dans les assemblées d'usines et les ont coordonnés. De cette manière, ils ont constitué leur Comité central de grève, leur "Assemblée des représentants", qui intègraient les Commissions ouvrières, les étudiants... et dirigeaient la lutte.

Avant le durcissement du patronat et des autorités, l' "Assemblée des représentants" a appelé la population de Vitoria à une grève générale pour le 3 mars. La classe ouvrière et la population de Vitoria ont répondu comme un seul homme à l'appel, en paralysant la production et en formant d'énormes manifestations à partir des usines et des quartiers jusqu'au centre de la ville. La réponse de la police de Fraga fut un massacre provoquant la mort de 4 camarades et blessant par balles environ 150 autres.

Pourtant Vitoria ne se laissera pas intimider. Elle répondra avec courage, en organisant une grève générale héroïque qui entrera en confrontation ouverte avec les forces de répression. Au coude à coude avec le peuple d'Alava, l'Euzkadi entière sera "sur pied de grève", se mettant en grève générale le 8, faisant face bravement aux brutalités policières. Dans tout le pays il y aura des débrayages et des manifestations d'inégale intensité, certaines très marquantes comme à Tarragone.

Durant ces mobilisations, la répression fera de nouvelles victimes. Deux camarades de plus seront tués par balles et de nombreux autres seront blessés, dont certains très gravement, continuant la chaîne meurtrière de Elda (1) et du travailleur de la construction mort à Barcelone.

C'est aussi à cause de ces crimes qu'il ne faut plus accepter la démagogie "démocratisante". Le travestissement criminel du gouvernement ne doit plus continuer. Si ni les discours ni les déclarations des Arias, des Fraga et Areilza, ne sont suffisants, les mesures économiques, la militarisation, la répression sauvage et les récents assassinats ne permettent plus aucun doute.

Pourtant, ces morts et la vigoureuse réponse des masses ne font qu'aiguiser plus gravement encore les déchirements du gouvernement et accélérer de manière décisive la crise d'une dictature souillée de sang et touchée à mort. L'ébranlement de la CNS par les luttes ouvrières, le débordement de l'appareil répressif par l'action directe des travailleurs et des opprimés, le début de la crise au sein de cet appareil et de l'Armée elle-même, l'accroissement de tensions explosives entre les divers clans du régime ... marquent un moment décisif de la faillite du franquisme couronné.

Pourtant ce n'est pas seulement le gouvernement qui se démasque devant les travailleurs... L' "opposition démocratique" bourgeoise, les Ruiz Jimenez, Tierno Galvan, Pujol... qui "font leur nid" dans la Junte, la Convergence et les Conseils, nous montrent également leur vrai visage.

Face à l'offensive des ouvriers et des opprimés ils ont appelé à ce que cesse la "pression de la grève sur le gouvernement" pour que "l'eau ne déborde pas". Même après le discours de Arias devant les Cortès, ils ont continué en affirmant la "volonté de démocratisation" de Fraga, en répétant une fois de plus l'appel à la réconciliation et les applaudissements à la Police, ce chien de garde du Capital. Et maintenant, terrorisés par l'avance de la mobilisation ouvrière et populaire, ils font chorus avec le gouvernement, les capitalistes et leur presse et lancent une sale campagne contre les piquets volants de grève et d'auto-défense des masses contre la police.

L' "Assemblée de Catalogne", comble du cynisme et de l'insolence, s'opposera ouvertement à la mobilisation après le meurtre de l'ouvrier de Tarragone. Elle appellera les travailleurs et la population tarragonaise à ne pas participer à la grève générale et à ce que ceux qui assisteront aux funérailles ne se réunissent pas, ne fassent aucune manifestation à la fin de la cérémonie, mais retournent à leur travail et dans leurs foyers, arguant qu'il ne fallait pas "provoquer plus d'inquiétude" (!!)

Avec tout cela, ces bourgeois "oppositionnels" nous montrent de manière évidente la vraie nature de la "rupture démocratique" qu'ils nous proposent. Une rupture qui n'est

rien d'autre que la tentative désespérée de maintenir les aspects fondamentaux de la dictature franquiste ... de manière à ne pas mettre en danger la propriété des banquiers et des monopoles.

Pourtant le problème primordial n'est pas ce que font ou disent ces gens qui, par eux-mêmes, n'ont aucune influence dans le mouvement ouvrier et populaire. Le fait fondamental est que les partis de la classe ouvrière avec lesquels ils sont alliés, au lieu de démasquer leurs manoeuvres, se convertissent en porte-paroles de leurs intentions dans le mouvement ouvrier.

Le PCE, par exemple, refusera d'impulser la mobilisation prévue contre les crimes et au lieu de proposer des débrayages et des manifestations il appellera à "une minute de silence" et tout au plus à des débrayages "symboliques". Loin de combattre avec force la croisade réactionnaire menée contre les méthodes d'action directe, ils sont ses plus acharnés défenseurs. Ainsi, les PSUC - branche catalane du PCE - dans une déclaration de son Comité Exécutif, prenant comme excuse indécente la "destruction de quelques cabines téléphoniques", affrontera ouvertement la lutte dure des travailleurs de la construction de Barcelone, dénonçant de manière criminelle et traître les piquets de travailleurs comme des "groupes de fascistes ou de provocateurs extérieurs au mouvement ouvrier". Cette même position sera adoptée, par l'intermédiaire du PSUC, par la Commission Ouvrière nationale de Catalogne, dans un communiqué public...

Pourtant, malgré tout, ce que montrent manifestement les derniers événements, c'est que chaque jour de vie supplémentaire de la dictature signifie un poids douloureux et insupportable pour la classe ouvrière et le peuple. Ils montrent dans le sang, que face à la continuation de la monarchie de Juan Carlos, la seule issue est le renversement de la dictature par la grève générale. Que la dite "rupture démocratique" n'est rien de plus qu'une fraude pour tromper les travailleurs et paralyser leur lutte, un obstacle sur leur chemin.

Aujourd'hui, la débilité de la dictature et la conscience que tous les exploités et opprimés ont de cette faiblesse et de leur propre force, rendent possible plus que jamais un saut décisif vers la grève générale. Cela exige de tous les partis et organisations de la classe ouvrière qu'ils abandonnent des positions comme celles mentionnées ci-dessus et consacrent leurs forces à la grève générale, en renforçant l'offensive actuelle des masses, en lui incorporant les précieuses leçons des dernières mobilisations.

Sur le chemin de Vitoria et d'Euzkadi

Pour les revendications les plus élémentaires, et en premier lieu contre les crimes et en solidarité avec la population de Vitoria. Pour l'annulation des sanctions et des licenciements et pour la libération des détenus. Pour la dissolution des corps répressifs. Pour l'établissement des responsabilités dans les crimes fascistes au moyen de tribunaux élus par le peuple. Tout cela par la voie des conquêtes que nous sommes en train d'imposer. En réalisant des assemblées d'usines et de branches. En élisant des comités de grève comme centres d'organisation et de direction de la lutte. En suscitant des Comités centraux de grève du type de l' "Assemblée des représentants" de Vitoria. En imposant la négociation directe avec le patronat. En faisant se démettre des "candidatures unitaires" les délégués et membres des comités d'entreprises honnêtes qui en aucun cas ne doivent mettre leur attachement à leur poste au-dessus des tâches posées par la lutte, au-dessus des exigences qui leur incombent en tant que combattants dans lesquels les travailleurs ont mis leur confiance. En convoquent des manifestations de rue. En défendant ces actions et toutes les autres contre la répression, par les piquets organisés par les Commissions Ouvrières, les comités de grève...

En mettant le maximun de forces à impulser le puissant mouvement actuel de reconstruction des Commissions Ouvrières. En imposant des assemblées libres dans les locaux de la CNS. Pour prendre le chemin que nous indiquons, il est nécessaire de s'atteler à la préparation d'une Journée générale de lutte à l'échelle de tout le pays, en impulsant des actions générales de branches et de secteurs, en les centralisant au niveau des localités et en les élargissant à l'échelle de chaque nationalité. La réalisation de cette journée ferait chanceler le Gouvernement; elle serait fondamentale pour la conquête des revendications et signifierait un pas de géant vers la grève générale qui en finira une fois pour toutes avec l'odieuse Dictature.

Ce plan que nous proposons s'oppose radicalement à celui des bourgeois et des capitalistes de la Junte, de la Convergence et du Conseil. Ceux-ci, terrorisés par l'avance des travailleurs, mènent une bataille désespérée pour la contenir et la paralyser.

Au nom des exigences actuelles du mouvement ouvrier, le PCE, le PSOE, les Commissions Ouvrières et les autres partis et organisations de la classe ouvrière doivent rompre avec ces bourgeois. C'est ainsi, par ailleurs, que l'on pourra éliminer les divisions qu'imposent ces organismes de collaboration avec le Capital et arriver à l'unité du mouvement ouvrier.

11 mars 1976

Déclaration du Bureau Politique de la "LIGA COMUNISTA" (Organisation sympathisante de la IV° Internationale)

(1) Elda, village du sud de l'Espagne où un travailleur a été tué.

portugal

Le 12 mars 1976, le quotidien de l'après-midi, "A Capital", titre : "Les grèves tendent à s'accélérer". Analysant la relance du mouvement de lutte, il écrit : "La réouverture des négociations pour les contrats collectifs se traduit par une vague de grèves qui s'étend à tout le pays. Ces grèves ne sont pas seulement revendicatives, l'ensemble des conflits du travail exprime l'exacerbation du combat pour le maintien des conquêtes des travailleurs. En même temps, ces heurts révèlent une nouvelle volonté du patronat : beaucoup de grèves ne visent pas à améliorer les conditions de vie, mais tout simplement à imposer au patronat le respect des accords signés".

Alors que la campagne électorale se prépare fiévreusement, les travailleurs portugais engagent une dure bataille défensive contre les nouvelles prétentions patronales. Pour la première fois depuis des décennies, en 1974 la classe ouvrière portugaise se dotait d'instruments permettant l'expression indépendante de ses intérêts : partis et syndicats. En un laps de temps réduit, elle multiplia les expériences, combinant une première vague de syndicalisation avec l'émergence d'organes embryonnaires de dualité de pouvoir (CT - CM). La rapidité de la montée et le manque de traditions politiques, organisationnelles du prolétariat portugais impliquait cependant une certaine superficialité du processus, qu'en négatif, le recul révéla. En outre, la débilité politique de la "gauche révolutionnaire", comme l'orientation des réformistes empêchèrent que les masses assimilent leurs actions et leurs réalisations.

Après le 25 novembre, la classe ouvrière fait cette fois l'apprentissage d'une lutte défensive, tout en disposant de ses propres instruments de combat et, même les renforçant. En effet, la période actuelle est marquée par une deuxième vague de syndicalisation qui se développe dans le cadre de larges débats portant sur les statuts et les plate-formes des syndicats. Le Congrès de 300 délégués des syndicats du textile, de l'industrie de la laine et du vêtement - secteurs qui regroupent 250.000 travailleurs - indique par les thèmes qui furent discutés (contrôle ouvrier, planification, unité ouvriers-paysans, etc.) aussi comment le renforcement syndical s'interpénètre avec les acquis du passé.

avant les élections

Le représentant de la CIP (Confédération des Industriels Portugais), Vasco de Melo, déclarait le 24 mars : "Le 25 novembre a mis fin à l'avant-gardisme politique, mais la confiance n'a cependant pas été rétablie du point de vue économique" ("A Capital", 25.3.76). En outre, la CIP affirme : "La Constitution met en danger l'initiative privée et la situation est grave : on travaille moins et on gagne plus au Portugal depuis le 25 avril 1974". Quant aux technocrates de la SEDES, ils s'expriment ainsi : "La situation est toujours marquée par une instabilité profonde, car malgré le 25 novembre les rapports de forces n'ont pas changé au Portugal." Certes, les rapports de forces d'ensemble se sont modifiés depuis cette date, mais il est vrai que toute relance des investissements comme tout renforcement des positions du capital privé dans l'industrie et l'agriculture exige une attaque qualitativement plus forte contre les masses. Or les réponses des travailleurs à cette nouvelle phase de l'offensive capitaliste furent nombreuses ces dernières semaines et prirent des formes multiples, souvent nouvelles. Grèves avec occupation (Transports Estefania, Tome Feteira, usine de limes à Vieiria de Leira), grève avec piquet et séquestration des patrons (Firestone) reflètent une certaine jonction entre l'expérience passée et les nécessités de la lutte défensive. A Coimbra les employés des transports publics font la grève du zèle; alors que les aides-pharmaciens déclarent, à l'échelle nationale, la grève des heures supplémentaires. Les travailleurs hospitaliers ont engagé une grève complète puis mirent en pratique la grève administrative dans divers hôpitaux. En outre, des mobilisations surgissent dans des branches décisives (métallurgie, construction) et dans des secteurs qui n'avaient pas engagé de luttes importantes jusqu'ici (employés municipaux, fonction publique). Enfin, dans la construction, à Beja, Braga et Sétubal, les ouvriers refusent de respecter les directives syndicales. Face à la tactique de l'arrêt de travail d'une heure, ils proclament la nécessité d'une grève plus dure, mieux organisée, afin de renégocier les contrats et affirment partir en grève le 1er Avril sur cet objectif.

■ ■ ■

La convergence entre cette riposte ouvrière et la campagne électorale suscite la crainte chez les directions réformistes. Soarès, le 26 mars, lance un appel au "peuple portugais" : "Pour une trêve spéciale jusqu'aux élections". A la même date, la commission politique du PCP déclare : "C'est dans le cadre de ce plan réactionnaire qu'il faut comprendre l'utilisation du mécon-

tentement, des problèmes et des justes revendications des masses pour provoquer, avant l'ouverture de la campagne électorale, une vague de grèves, une grande perturbation dans les services essentiels du pays." Se présentant comme le seul parti de gouvernement, le PS veut affirmer sa vocation de "parti responsable", afin d'empêcher le PPD de mordre sur son électorat. Le PCP - qui avance le slogan : "Avec le PCP pour une majorité de gauche" - s'efforce aussi de consolider son image de "parti d'ordre". Tout ceci ne diminue pas les heurts avec le PPD et stimule par contre des tensions internes. Alors que les directions réformistes opposent la lutte contre l'attaque capitaliste à la "bataille électorale". La bourgeoisie comprend que le potentiel de combat dans la classe ouvrière est loin d'avoir disparu et qu'elle ne peut pousser son avantage sans difficulté. Elle en saisit les conséquences et les crises politiques qui peuvent en découler, d'autant plus que la montée ouvrière en Espagne s'ajoute aux facteurs d'instabilité nationaux. Depuis deux ou trois semaines, elle manifeste moins d'optimisme quant au résultat électoral. A tel point que le chef d'Etat-Major, Eanes, affirme ouvertement que si les conditions de stabilité ne sont pas données par les élections, il lui semble difficile qu'un militaire accepte une charge présidentielle. Il vaut mieux, que les militaires conservent leur rôle d'arbitre.

Alors que l'UDP (qui s'est renforcée considérablement dans les derniers mois) fait campagne sur le thème : "Contre la misère et le fascisme, unité du peuple tout entier", et que le MES place la sienne sous le slogan : "Pour l'unité du peuple contre le fascisme, pour le pouvoir populaire", la campagne électorale de la LCI prend d'autant plus d'importance comme élément de clarification politique et de réponse aux besoins objectifs des masses.

PLATE-FORME LCI-PRT

une candidature révolutionnaire

Nous publions ci-dessous l'accord pour une campagne électorale commune passé entre la LCI et le PRT, antérieurement à la légalisation de ce dernier. Le PRT décida, alors, de présenter sa propre liste et rompit cet accord. Pour l'essentiel, ce texte représente l'axe sur lequel les militants de la LCI engagent aujourd'hui leur campagne électorale. La LCI présente 330 candidats dans toutes les circonscriptions du Portugal continental. Son manifeste électoral vient d'être publié; Inprecor en reproduira certains extraits.
Cette plate-forme parut dans l'hebdomadaire de la LCI "Luta Proletaria" du 10 mars 1976.

■ Dans la liste présentée par la Liga Comunista Internacionalista (LCI-organisation sympathisante de la IV° Internationale au Portugal) aux prochaines élections législatives du 25 avril 1976, seront inclus des candidats du Partido Revolucionario dos Trabalhadores (PRT).

Les élections législatives revêtent une importance tout à fait particulière. Le Pacte représente la modalité que la bourgeoisie cherche à utiliser pour consolider son appareil d'Etat et attaquer les conquêtes des travailleurs (avec la complicité des directions réformistes du PCP et du PSP), en choisissant et en faisant élire un Président de la République tout puissant, appuyé sur un gouvernement fidèle et la collaboration de l'Assemblée législative.

Dans la lignée de l'offensive développée par la bourgeoisie, le Pacte en est un aspect central que les révolutionnaires dénonceront et combattront de toutes leurs forces,

- conscients de leurs responsabilités face aux travailleurs au moment où la bourgeoisie, ses partis, ses institutions civiles et militaires préparent une offensive contre les masses laborieuses;
- animés par la même volonté de défendre une alternative réelle qui soit à la hauteur des aspirations exprimées par les travailleurs des villes et des campagnes dans les durs et nombreux combats qu'ils ont livrés, surtout les deux dernières années, contre le Capital et son Etat;
- convaincus, à l'instar d'un nombre croissant de travailleurs, qu'une telle alternative ne peut être l'oeuvre des directions du PSP et du PCP qui, en signant les pires compromis avec les institutions civiles et militaires de la bourgeoisie - comme le Pacte de la Révolution/Partis - renoncent à la défense des besoins et des intérêts des travailleurs;

la LCI et le PRT organiseront en commun une campagne électorale et appellent les travailleurs à appuyer dès maintenant leur candidature révolutionnaire commune, représentée par la liste LCI et dont les principaux points de la plate-forme sont les suivants :

▼

1. CONTRE L'OFFENSIVE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE, POUR L'ORGANISATION DE LA RIPOSTE OUVRIERE !

Le gouvernement et le Conseil de la Révolution, main dans la main avec le patronat, attaquent les droits et les conquêtes des travailleurs. Le pouvoir d'achat des travailleurs et leur niveau de vie sont mis en cause par l'augmentation galopante des prix, en même temps que s'intensifient sans cesse les tentatives d'ingérence de l'Etat bourgeois dans l'organisation du mouvement ouvrier. Les conquêtes arrachées aux patrons et aux latifundiaires par la

force des mobilisations populaires, comme les nationalisations, le contrôle ouvrier et la réforme agraire sont en danger. Le gouvernement et le Conseil de la Révolution envoient la GNR et la PSP (1) tirer sur les travailleurs et leurs luttes, en même temps qu'ils protègent le retour des patrons saboteurs. Ils répriment les droits et l'organisation des soldats, alors que les chefs du 28 septembre et du 11 mars retrouvent leur poste à l'Etat-Major. Ils maintiennent en prison des militaires et des militants antifascistes quand les tortionnaires de la PIDE et les principaux responsables du régime de Salazar-Caetano sont remis en liberté.

Face à cette offensive concertée et planifiée de la bourgeoisie, les candidats révolutionnaires défendront, dans leur campagne, la nécessité d'un Plan de lutte d'urgence, c'est-à-dire d'une plate-forme unitaire pour la riposte des travailleurs et de leurs organisations politiques et de masse (syndicats, commissions de travailleurs, unités collectives de production, etc...).

▼

2. POUR L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE, POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE !

Pour imposer aujourd'hui son plan d'austérité, pour tenter d'attaquer encore plus profondément demain les conquêtes et les luttes des masses travailleuses, la bourgeoisie, quelles que soient ses divergences apparentes, se met toujours d'accord. Contre elle, quelles que soient leurs divergences, quels que soient les partis dont ils se réclament, les travailleurs et leurs organisations doivent s'unir.

Jusqu'à présent, en dépit de toute leur démagogie, les directions du PSP et du PCP ont tout fait pour saboter cette indispensable unité. De fait, la direction du PSP et celle du PCP privilégient toujours la collaboration avec la bourgeoisie, le MFA et les institutions bourgeoises en général; leur participation commune aux divers gouvernements provisoires en témoigne avec éloquence.

La direction du PCP, qui parle tant de la nécessité de la démocratie et de l'unité des travailleurs, a utilisé et utilise encore les pires méthodes bureaucratiques pour assurer son contrôle sur le mouvement ouvrier, sur les organisations de travailleurs, sur l'Intersyncale. La direction du PSP, qui ne lui cède en rien quant à la défense démagogique de l'unité et de la démocratie, a avalisé et avalise encore aujourd'hui au 6ème gouvernement une politique ouvertement anti-ouvrière et contre-révolutionnaire.
Mais d'importants secteurs de travailleurs luttent aujourd'hui sur leurs lieux de travail pour l'unité de leur classe. Les prises de position des divers syndicats, dirigés tant par des militants du PSP que par des militants du PCP ou d'autres courants politiques du mouvement ouvrier, le prouvent. Cette unité, le Front Unique Ouvrier est pourtant possible et nécessaire. Mais il exige le respect absolu du droit d'expression et d'organisation de toutes les tendances du mouvement ouvrier, dans et hors les organisations de travailleurs.

C'est pour cela que les candidats révolutionnaires se feront les défenseurs intransigeants de l'unité ouvrière et de la démocratie prolétarienne. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, pour aider à organiser la riposte ouvrière contre l'offensive de la bourgeoisie, les candidats révolutionnaires défendront la convocation d'un Congrès démocratique de tous les syndicats, où puissent s'exprimer librement toutes les propositions de lutte et différences d'opinion, qui approuve un plan de lutte d'urgence et organise la mobilisation des travailleurs dans les syndicats et les CT pour sa défense et son application. Ce Congrès sera aussi le premier pas pour constituer véritablement la Centrale syndicale unique des travailleurs (Intersyndicale) où soit reconnu le droit de tendance.

▼

3. POUR UN GOUVERNEMENT QUI DEFENDE LES INTERETS DES TRAVAILLEURS !

Les travailleurs portugais ont déjà une trop longue expérience de gouvernements de collaboration de classe (avec les partis de la bourgeoisie et le MFA), dans lesquels les partis ouvriers, utilisant la confiance que leur donne encore une majorité des travailleurs, n'ont fait que sauvegarder les intérêts essentiels de la bourgeoisie.

Pour défendre et étendre leurs conquêtes, les ouvriers, les paysans, les travailleurs portugais n'ont rien à attendre de la collaboration ni avec les généraux ni avec les politiciens bourgeois. Il leur faut un gouvernement qui s'appuie sur une centralisation démocratique et nationale des organisations syndicales et de lutte (CT) des travailleurs, un gouvernement qui soit responsable devant eux; il leur faut un gouvernement qui applique un programme répondant à leurs aspirations et à leurs besoins et qui prenne des mesures pour briser le pouvoir du Capital.
C'est le sens de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, dont les candidats révolutionnaires se feront les défenseurs pendant la campagne électorale.

Dans cette perspective, ils feront tout pour dénoncer la politique de capitulation des directions des partis majoritaires de la classe ouvrière, qui a sauvé la bourgeoisie de la débâcle dans les moments les plus difficiles. Ils dénonceront devant tous les travailleurs, et particulièrement ceux du PSP et du PCP, la signature par leurs directions du Pacte Conseil de la Révolution/Partis qui n'est qu'une arme pour construire un Etat entièrement tourné vers la défense des intérêts du Capital et la répression des travailleurs, de leurs luttes et de leurs organisations.

Aujourd'hui, ils exigeront des directions du PCP et du PSP, en tant qu'organisations majoritaires dans le mouvement ouvrier, qu'elles rompent avec la bourgeoisie, rejettent ses institutions - particulièrement le Conseil de la Révolution -, déchirent son Pacte et prennent leurs responsabilités en constituant un gouvernement sans représentants civils ou militaires de la bourgeoisie, qui applique un programme de lutte anticapitaliste défini par les organisations de masse des travailleurs (syndicats, CT, unités collectives de production, exploitations agricoles collectives, etc...) et qui soit, en cette phase de la lutte des classes, directement responsable devant un Congrès démocratique de tous les syndicats dont la convocation devra être un pas important pour la réalisation ultérieure d'un Congrès national des Commissions de travailleurs.

▼

4. POUR LE SOCIALISME ! POUR LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS !

Les travailleurs portugais ont mis à l'ordre du jour l'actualité de la Révolution socialiste.

Par leurs luttes et leurs mobilisations, par la combativité qu'ils ont révélé au cours de ces deux dernières années et surtout par les formes d'organisation autonome dont ils se sont dotés dans leurs luttes contre le Capital, la classe ouvrière et les masses laborieuses portugaises ont inauguré un nouveau cycle de luttes ouvrières en Europe et ont clairement montré le chemin à suivre pour la prise du pouvoir : construire dans chaque entreprise, sur chaque lieu de travail, les organes de démocratie prolétarienne pour organiser la lutte des masses exploitées contre le patronat et son Etat - les Commissions de travailleurs.

Ce sont elles, démocratiquement élues dans chaque entreprise, qui peuvent représenter et faire valoir la volonté des travailleurs pour appliquer le contrôle ouvrier, pour lutter contre le sabotage et l'arbitraire des patrons dans les entreprises. Et c'est donc à partir d'elles, à partir de leur renforcement, de leur généralisation et de leur centralisation que les travailleurs pourront construire leur futur pouvoir, en opposition complète au pouvoir de la bourgeoisie et de son Etat.

Les travailleurs ont besoin de centraliser leur volonté, tout comme la bourgeoisie centralise la sienne dans son Etat. Pour cette raison, les candidats révolutionnaires défendront la perspective que seules les organisations démocratiques dans les entreprises - les Commissions de travailleurs - et leur coordination en un Congrès national des CT qui centralise le contrôle ouvrier et commence la planification de l'économie au service des travailleurs, fournira une réponse socialiste à la crise actuelle. Là est le sens de la lutte pour le socialisme, pour le pouvoir des travailleurs, pouvoir qui n'a rien à voir avec les Etats ouvriers bureaucratisés, comme en URSS, en Chine et en Albanie.

Ce seront les travailleurs qui exerceront leur propre pouvoir. Et le pouvoir ne pourra exister que si les masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes elles-mêmes, après avoir détruit le pouvoir de la bourgeoisie qui les exploite et les opprime, prennent en mains la direction de l'économie et de la politique, de toute la vie sociale. Voilà la tâche des Conseils ouvriers sur lesquels s'appuyeront la Révolution socialiste et la dictature du prolétariat.

▼

5. CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE, CONSTRUIRE LA SECTION PORTUGAISE DE LA IV° INTERNATIONALE !

La tâche centrale des révolutionnaires au Portugal continue à être la construction d'une direction prolétarienne de la lutte des masses, d'un Parti révolutionnaire.

Trahie en permanence par la direction stalinienne du PCP et par la direction social-démocrate du PSP, qui préfèrent la défense des fauteuils ministériels à la défense des intérêts des travailleurs, la classe ouvrière portugaise a déjà démontré et démontre encore aujourd'hui que son combat ne passe pas par les compromis et par la collaboration avec la bourgeoisie, ses partis et ses institutions. Dans les luttes d'entreprise, dans les grèves et les mobilisations ouvrières se forgent et s'éduquent les véritables dirigeants des travailleurs, ceux qui conduiront demain les masses laborieuses vers la conquête du pouvoir. Sans la construction d'un Parti révolutionnaire qui organise les travailleurs les plus conscients et les plus capables de diriger la lutte révolutionnaire des ouvriers, paysans et soldats, aucune Révolution socialiste victorieuse n'est possible. C'est ce que nous enseignent des dizaines et des dizaines d'années de lutte de la classe ouvrière dans le monde entier.

Développer tous les efforts pour accomplir cette tâche est l'objectif principal de tous les révolutionnaires portugais. L'unification des forces marxistes-révolutionnaires est un pas décisif dans cette direction.

La campagne unitaire organisée par la LCI et par le PRT pour les élections législatives constitue une démonstration concrète du désir des deux organisations de s'engager dans un processus d'unification pour la construction de la section portugaise de la IV° Internationale, selon des modalités qui seront ultérieurement rendues publiques.

LCI-PRT Le 8 mars 1976

LIBAN

Les deux articles ci-dessous ont été écrits avant la dernière reprise des combats au Liban. Le premier, un bilan général de la guerre civile, conclut qu'en aucune manière la guerre civile n'est terminée, les raisons du conflit se maintenant. Deux d'entre elles – la situation au sein de la Résistance palestinienne et le sentiment de frustration dans la gauche libanaise – sont à la racine des affrontements en cours, les plus violents jusqu'alors.

Au début de mars, quand l'intervention de l'Armée de libération Palestinienne (ALP) , basée en Syrie fit cesser temporairement les combats, le gouvernement libanais dut faire face à une série de crises ; avant tout la rebellion dans l'armée dirigée par Ahmed el-Khatib, l'officier qui avait "déserté" et avait fondé l' Armée du Liban arabe, rejoint depuis par presque 70% des effectifs de l'armée libanaise. Le gouvernement se divisa sur la question de comment répondre à la rébellion. Le dirigeant musulman Rachid Karamé, président du Conseil des ministres, se déclara en faveur d'une amnistie générale afin de neutraliser la rébellion. Camille Chamoun, le ministre de l'Intérieur d'extrême-droite, réclama la traduction devant les tribunaux militaires des rebelles. La révolte de Khatib reçut le soutien tacite mais effectif du Fatah qui vit là le moyen de contrer le renforcement du contrôle syrien sur l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

Le problème de l'armée était aggravé par la situation économique désastreuse, l'exacerbation des tensions sociales et l'intransigeance politique de la direction chrétienne maronite qui continuait à refuser toute concession politique. Le résultat général était l'absence de toute direction. La voie était libre pour une tentative bonapartiste. Une telle opération fut mise en action le 11 mars par le général Aziz Ahdab qui mobilisa les troupes sous son commandement à Beyrouth et réclama la démission de Suleiman Frangié, le président de la République, chrétien d'extrême-droite. Vers midi le lendemain, 12 mars, le pronunciamiento de Ahdab semblait avoir acquis des chances de succès. Une majorité des forces politiques dans le pays s'était ralliée à lui ; la direction syrienne laissa paraître son soutien tacite à cette initiative. Et même la majorité des maronites n'osait pas s'opposer ouvertement à Ahdab.

Cependant, Ahdab insistait sur le maintien de son "coup" dans la légalité. Il ne fit aucune tentative pour expulser Frangié par la force et se limita à réclamer sa démission ; le Parlement se réunit et 66 députés (une majorité des 2/3) vota une résolution demandant à Frangié de se retirer. Frangié refusa et Ahdab temporisa en accordant au Président le temps de répondre. Les 2000 hommes, sous le commandement de Frangié furent mobilisés pour la défense du Palais et Frangié lança un appel à l'opinion publique chrétienne afin de la rallier. Cette manoeuvre réussit. Rejeté par la droite maronite, Ahdab était obligé de se tourner vers la gauche, et il devait tomber pratiquement dans les bras de Khatib, ce qui produisit par la suite la coupure avec la droite. L'opération bonapartiste était ainsi réduite à néant et la voie était libre pour une nouvelle confrontation militaire entre les Phalanges, le Parti national libéral de Chamoun, et les éléments favorables à Frangié dans l'armée d'une part et d'autre part la résistance palestinienne, la gauche libanaise et les forces regroupées par Khatib.

Une fois cette nouvelle polarisation acquise, le régime syrien s'est trouvé pris dans une délicate situation et dut changer de ligne. A l'origine, Damas s'était prononcé en faveur de l'opération Ahdab comme moyen de mettre un terme à la rébellion armée. L'axe central de la politique syrienne étant de restaurer "l'ordre" au Liban afin d'obtenir sa reconnaissance par l'impérialisme comme force politique dirigeante dans la région. En conséquence, les dirigeants syriens craignaient toute nouvelle confrontation. En plus, ils étaient préoccupés par toute reprise des combats qui se solderait par une victoire de la gauche et entrainerait un affaiblissement de leur position. En même temps, une manifestation du potentiel militant représenté par les masses syriennes elles-mêmes mettrait le régime syrien dans une situation où il ne pourrait agir de front contre la gauche libanaise. Damas se trouvait ainsi coincé.

Le 16 mars, les dirigeants syriens firent savoir qu'ils étaient opposés à l'initiative de Ahdab et proposèrent un compromis : la "réactivation" du Cabinet Karamé, l'amendement de la Constitution pour permettre l'élection avancée d'un nouveau président (le mandat de Frangié s'achève en septembre prochain) fournissant un moyen à Frangié de s'en aller tout en sauvant la face et l'adoption par le Parlement d'un projet constitutionnel syrien pour diriger le Liban de l'après-guerre civile. Simultanément, les Syriens envoyèrent l'ALP dans le sud du pays pour contrer Khatib ; la Saïka, organisation palestinienne sous la direction de la Syrie, intervint pour empêcher les manifestations anti-Frangié à Nabaa, l'un des principaux quartiers musulmans de Beyrouth.

Mais les choses avaient été trop loin. La gauche libanaise sous la domination croissante de Kamal Joumblatt, rejetta le plan syrien. Le 20 mars, le camp opposé à la réaction lança une offensive

▶ ▶ ▶ ▶

militaire. Le 21 mars, les Phalanges étaient boutées hors de l'Hôtel Holiday, un bâtiment de 26 étages d'où elles pouvaient tirer au mortier et au bazooka sur les communautés musulmanes en toute impunité depuis le début de la guerre civile. Le lendemain, Frangié tomba d'accord pour la tenue d'élections présidentielles anticipées au Parlement et accepta que soit accordée l'amnistie aux militaires rebelles. Mais il refusa encore de partir. Le camp opposé à la réaction rejeta le plan. Le 25 mars, Frangié dut quitter le Palais présidentiel et se réfugia à Jounié, un village chrétien au nord de Beyrouth.

La reprise des combats a déjà provoqué des changements importants de la configuration politique du pays. Dans le camp réactionnaire, le poids des Phalanges s'est accru, car le retrait de Frangié du Palais présidentiel laisse Pierre Gémayel, chef des Phalanges, seul dirigeant central du camp de la réaction. Dans le camp opposé à la réaction, le déclin du prestige de la Syrie est manifeste. Le 22 mars, le Front populaire de libération de la Palestine a publié un communiqué exigeant l'exclusion de la Saïka de l'OLP. Et en fait, la Saïka a perdu rapidement un grand nombre des Libanais qu'elle avait recrutés dans les périodes antérieures. Les 7000 hommes sous le commandement de Joumblatt sont entrés dans la bataille sur une grande échelle pour la première fois, renforçant encore davantage le poids déjà important de Joumblatt au sein du camp opposé à la réaction. Joumblatt a déclaré que les combats en cours ne cesseraient pas tant que les phalangistes n'auront pas été repoussés hors de leurs positions fortes dans le quartier des grands hôtels. En même temps, les Syriens poursuivent leurs tentatives de médiation.

Il est cependant très peu probable que les avantages militaires obtenus par le camp opposé à la réaction aboutissent à autre chose qu'au renforcement en sa faveur du rapport de forces dans des négociations ultérieures avec le camp de la réaction, qui se tiendront avec la médiation de la Syrie. Ni Joumblatt, ni les dirigeants de l'OLP n'ont en vue des changements politiques ou sociaux fondamentaux. En l'absence d'une direction alternative les combats en cours ne seront qu'un prélude aux prochaines négociations ou aux prochaines réformes politiques mineures.

Mais le rôle actuel joué par les Syriens, simultanément à l'approfondissement des divisions au sein de la résistance palestinienne, transforme le rapport de forces au détriment du régime syrien, et accroit les possibilités d'intervention des forces révolutionnaires.

▶ ▶ ▶ ▶

Patrouille de l'ALP à Beyrouth

la guerre civile un bilan

S. JABER

Dix mois d'affrontements dont cinq mois de guerre civile quasi-ininterrompue, près de 13.000 morts (un habitant sur 200 !), plusieurs dizaines de milliers de blessés, des pertes évaluées à 10 milliards de dollars, soit le double environ du revenu national, des dizaines de milliers de sans-abri, des milliers de familles ayant perdu tous leurs biens et ressources, le quart de la population réfugié à l'extérieur du pays ; ce sont quelques aspects de la guerre civile qui vient récemment de se conclure au Liban et qui est sans doute l'une des plus atroces de l'histoire moderne. Cette violence du conflit libanais, ce défoulement irrationnel d'instincts de destruction et de vengeance dont personne ne soupçonnait l'intensité, ces échanges de massacres collectifs, ces exécutions sommaires, parfois accompagnées d'atrocités indescriptibles, ôtant la vie à des êtres humains dont le seul tort dans la plupart des cas était de porter sur leur carte d'identé une mention d'appartenance confessionnelle différente de celle des tueurs, tous ces faits ont montré quel degré peut atteindre la barbarie des hommes dans une société capitaliste qui est pourtant une des plus "civilisées" du Tiers-Monde !

Mais au-delà de telles considérations, une question s'impose : quel est la raison de ce déchaînement, ou plutôt quelle en est la raison prinpale émergeant de cet enchevêtrement de contradictions et de conflits que révéla la guerre civile libanaise et qui dérouta bien des observateurs ?

Une guerre confessionnelle ?

Au niveau le plus apparent, le plus superficiel, la guerre civile libanaise était une "guerre de religion", une guerre confessionnelle ; c'est d'ailleurs l'interprétation préférée de la presse sioniste et pro-sioniste qui vit dans les événements du Liban la confirmation de la nécessité d'un Etat juif et la réfutation de la possibilité d'une coexistence pacifique inter-communautaire. Il est vrai, soit dit en passant, que les références d'Arafat, leader de l'OLP, au "modèle libanais" avaient été tournées en ridicule par la guerre civile. Mais si celle-ci a prouvé l'inanité du modèle en question, elle a également montré, à l'encontre des allégations sionistes, combien peu religieuses étaient les guerres confessionnelles.

La première grande guerre confessionnelle au Liban remonte au XIX° siècle : en 1860, un conflit opposa les chrétiens maronites et les musulmans druzes, deux communautés minoritaires qui s'étaient réfugiées dans la montagne libanaise ; ce conflit tombait à point : il interrompit un processus de révolution démocratique enclenché par une insurrection collectiviste antiféodale de paysans maronites en 1858 qui avait tendance à se généraliser ; il justifia le débarquement au Liban des troupes de Napoléon III... En suscitant un conflit entre deux communautés qui avaient jusqu'alors coexisté dans l'harmonie, les féodaux maronites et druzes voyaient leur autorité réaffirmée ; la France trouvait un prétexte pour asseoir son influence dans la région, s'érigeant en protectrice des maronites (catholiques) alors que la Grande-Bretagne allait s'assurer l'amitié des druzes.

Ainsi dès le départ, la création d'antagonismes confessionnels apparaissait pour ce qu'elle était en fait : une illustration de cette devise politique classique, "diviser pour régner".

Quand la France s'empara de la Syrie à la suite des accords franco-britanniques de partage des territoires de l'Empire ottoman, consécutifs à la première guerre mondiale, elle la découpa en cinq états, dont celui du Grand-Liban, sur une base confessionnelle. L'Etat libanais ainsi créé et que la France détacha des autres états syriens, était découpé de manière à regrouper une faible majorité de chrétiens requiérant une protection étrangère constante pour maintenir leur prépondérance dans le système politico-confessionnel qui régissait l'Etat. L'indépendance du Liban en 1943 s'accompagna d'un compromis (sous patronage britannique) entre musulmans et chrétiens, entre bourgeois musulmans et bourgeois chrétiens, en fait, les premiers abandonnant la revendication de l'unité syrienne et arabe soutenue par les masses musulmanes et une partie des masses chrétiennes, les seconds déclarant se passer de la protection étrangère. Le régime politique fondé sur la répartition confessionnelle des postes du pouvoir fut confirmé pour le Liban indépendant.

Cette histoire de conflits et de compromis confessionnels allait stabiliser une idéologie, le confessionnalisme, qui imprégnera l'évolution politique du Liban : en 1958, une guerre civile opposa une fraction pro-impérialiste des chrétiens au mouvement de masse anti-impérialiste, recoupant dans une certaine mesure les clivages confessionnels ; la récente guerre civile s'inscrit dans cette continuité historique.

Il ne fait pas de doute que le confessionnalisme ait été la motivation idéologique principale, un des principaux combustibles de la guerre civile au Liban ; le rôle qu'y a joué la haine confessionnelle n'est pas à démontrer. Mais si tant est que l'idéologie n'est pas faiseuse d'histoire, le confessionnalisme ne peut nullement être considéré comme la cause réelle du conflit libanais. Et de même que les armes ne tuent pas toutes seules, la haine confessionnelle n'explose pas spontanément comme un tonnerre dans un ciel serein...

Une guerre de classes ?

Une autre interprétation, de gauche celle-ci, a vu dans la guerre civile libanaise une guerre de classes. A l'appui de cette thèse qui croit déceler la nature profonde du clivage confessionnel au Liban, il y a le fait que la fraction maronite de la bourgeoisie libanaise est majoritaire et que les régions et les couches les plus pauvres du pays sont majoritairement musulmanes, chiites plus précisément. Ce constat explique indéniablement que la dynamique de la lutte du camp musulman est, de manière très générale, plus progressiste que celle du camp chrétien. Mais ceci ne signifie nullement que chacun de ces deux camps est un camp de classe opposé à l'autre. Si la lutte des classes est universelle dans les sociétés de classes, elle n'est pas toujours exprimée dans tout conflit : il existe aussi des luttes entre fractions d'une même classe non seulement à la base des conflits (les origines sociales des combattants)-ce qui est évident-mais aussi au sommet. C'est le cas du conflit libanais où à la tête de chaque camp se trouvent des représentants de la bourgeoisie.

A la tête du camp réactionnaire, "maronite", se trouvent deux grands partis bourgeois réactionnaires : le parti des Phalanges (Kataeb) d'origine, de structure et d'idéologie semi-fascistes et confessionnelles, lié à la grande bourgeoisie compradore et connu pour être directement

à la solde de l'impérialisme américain ; le Parti National Libéral (PNL) de Chamoun (1), parti de la grande bourgeoisie compradore, lié à l'impérialisme anglo-saxon et à certains régimes réactionnaires arabes. Dans le même camp, milite une série de groupes et groupuscules réactionnaires et ultra-réactionnaires, représentant un courant petit-bourgeois plébéien réactionnaire soutenu par le bas-clergé maronite et qui étend son influence jusque dans les rangs des deux grands partis bourgeois. Le camp réactionnaire regroupe les quartiers chrétiens de la capitale, Beyrouth, quartiers bourgeois et petit-bourgeois, et de la banlieue populaire, petite-bourgeoisie moyenne et pauvre et salariés ; des régions rurales chrétiennes dont certaines sont peuplées par une petite-bourgeoisie paysanne aisée, d'autres par une paysannerie modeste et pauvre avec présence d'un prolétariat agricole.

Le camp anti-réactionnaire est beaucoup plus hétérogène politiquement : s'exprime au nom de ce camp un cartel des bourgeois et notables musulmans, la fraction musulmane de la bourgeoisie libanaise, grande et moyenne, que l'on peut qualifier politiquement de modérée et timidement réformiste dans la mesure où la bourgeoisie musulmane a intérêt à modifier l'équilibre confessionnel du pouvoir présentement à son désavantage ; ce bloc est soutenu par le cartel des organisations dites progressistes regroupant des organisations nationalistes petites-bourgeoises implantées dans la petite-bourgeoisie musulmane sunnite des villes côtières, et dont le nationalisme est imprégné de confessionnalisme, ainsi que les staliniens : le PCL et son alliée l'OACL (2). Le lien entre les deux cartels est assuré par le dirigeant du second et membre du premier : Jounblatt, dirigeant bourgeois réformiste du Parti Socialiste Progressiste, qui est aussi un ex-féodal et un leader confessionnel de la communauté druze minoritaire dans l'Islam libanais. Ce camp regroupe les quartiers musulmans bourgeois et petit-bourgeois de la capitale et les villes côtières musulmanes (Tripoli et Saïda), et les quartiers populaires musulmans chiites de la banlieue de Beyrouth, quartiers peuplés de couches petites-bourgeoises pauvres et de prolétaires, et terrain privilégié d'action de la gauche ouvrière, ainsi que des régions rurales moyennes et pauvres majoritairement chiites.

Ce tableau serait tout-à-fait incomplet si on omettait la Résistance palestinienne, partie essentielle du conflit, et dont le rôle prédominant est la meilleure preuve de ce qu'au-dessus des antagonismes confessionnels ou sociaux libanais, la guerre civile au Liban s'insère pleinement dans le conflit du Proche-Orient.

La nature réelle du conflit

La récente guerre civile libanaise s'est déroulée dans un champ politique profondément modifié depuis 1968 par l'apparition et le développement de la Résistance palestinienne sur le territoire libanais. Ce développement entrait en contradiction avec deux catégories d'intérêts convergents : les intérêts de la bourgeoisie compradore libanaise, dans la mesure où le pouvoir de l'Etat bourgeois était contre-balancé par l'apparition d'un autre centre de pouvoir incarné par les organisations armées de la Résistance, et dans la mesure où la dynamique anti-impérialiste de la lutte nationale palestinienne menaçait à terme l'ensemble de l'édifice socio-économique libanais ; et surtout, les intérêts de l'impérialisme américain et de son bastion sioniste, le développement de la Résistance Palestinienne étant le principal facteur qui contrecarra la victoire sioniste-impérialiste de Juin 1967. La bourgeoisie libanaise (unanime au départ), l'impérialisme américain, l'Etat sioniste, tous trois avaient donc intérêt à écraser la Résistance palestinienne.

Dès mars 1968, à la suite de la bataille de Karameh en Jordanie, il devint évident que la répression de la Résistance palestinienne devait être le fait des armées arabes, l'intervention sioniste renforçant au contraire la montée du mouvement de masse anti-impérialiste. Cette tâche fut remplie avec le succès que l'on sait par l'armée de Hussein en Jordanie en 1970-71. Au Liban, une tentative analogue menée par l'armée libanaise en 1969, à deux reprises, s'était soldée par un échec flagrant pour deux raisons : la faiblesse de l'armée libanaise (moins de 15.000 soldats) et l'insurrection des masses musulmanes libanaises, traditionnellement nationalistes et anti-impérialistes, en solidarité avec la Résistance palestinienne (ces masses se sentent beaucoup plus représentées par la Résistance palestinienne que par l'armée libanaise). Les affrontements se soldèrent par les fameux accords du Caire (début 1970) qui consacraient la légitimité de la présence palestinienne armée sur le territoire libanais tout en délimitant les zones où les Fedayines pouvaient agir (le "Fatah Land").

Ayant accédé au pouvoir en 1970 en tant que représentant de la bourgeoisie, le président Frangié allait essayer de rebâtir un Etat fort en profitant du reflux de la Résistance palestinienne après sa défaite en Jordanie. En tandem avec le président du Conseil (sunnite) Salam, Frangié essaiera de restaurer l'autorité de l'Etat contre les masses libanaises d'abord. Ce cours se traduisit par une répression brutale des luttes sociales qui fit des victimes dans les rangs ouvriers et paysans ; l'Etat fort s'imposait progressivement. Mais ces efforts furent interrompus par l'opération réalisée à Beyrouth par un commando sioniste en avril 1973 et qui réussit à assassiner trois dirigeants de la Résistance palestinienne : en réaction à l'inaction de l'Etat face à l'agression, 250.000 manifestants accompagnèrent les trois dépouilles dans un cortège funèbre armé et fortement anti-gouvernemental. Frangié était acculé à agir vite sous peine de voir tous ses efforts autoritaires ruinés.

En mai 1973, l'armée libanaise affronta une nouvelle fois la Résistance palestinienne, à une plus grande échelle cette fois-ci. L'entreprise fut un demi-échec militaire, aucune des deux forces n'avait remporté de victoire ; de plus, les masses musulmanes menaçaient de se mobiliser à la rescousse de la Résistance. Les accords de Melkart (3) mirent fin aux affrontements après la médiation des états arabes ; ces accords limitaient la liberté de déplacement des Fedayines interdisant leur apparition en armes hors des camps de réfugiés, sauf dans les zones frontalières ; ils prévoyaient aussi le recensement et le regroupement de l'armement lourd dans les camps situés près des villes libanaises. Mais ces accords ne furent pas mis en pratique, le rapport de forces établi ne permettant pas au pouvoir libanais de les imposer.

Frangié allait changer de tactique : il essaiera de freiner la montée du mouvement des masses en ayant recours à la collaboration des réformistes ; des ministres dévoués à Joumblatt feront partie des gouvernements d'après mai 1973. Parallèlement, il favorisera l'entraînement et l'armement des milices du parti phalangiste, contribuant à créer une véritable "Résistance libanaise" c'est-à-dire un contre-poids paramilitaire à la Résistance palestinienne. Enfin l'armée était renforcée et engagée dans des opérations de chasse aux hors-la-loi destinées à redorer son blason en tant que restauratrice de la loi et de l'ordre.

1975 allait voir le cours des choses se précipiter... D'une part, l'impérialisme américain avait décidé de frapper un grand coup, de réaliser un pas décisif vers la mise en exécution de sa version du réglement politique du conflit arabo-israélien ; ce sera l'année de l'accord du Sinaï. Ceci impliquait une nouvelle tentative de jugulation de la Résistance palestinienne sur son terrain d'action principal : le Liban ; dès janvier 1975, le chef des Phalanges, Gémayel, fera des déclarations fracassantes contre la Résistance palestinienne, rompant brutalement avec les rapports "amicaux" de l'année précédente.

D'autre part, l'insurrection de Saïda allait révéler la gravité de la situation : cette ville du Sud du Liban était en effervescence par solidarité avec des pêcheurs de la ville luttant contre l'établissement d'un monopole capitaliste de la pêche. L'armée, sur la lancée de ses opérations de rétablissement de l'ordre bourgeois, fut chargée d'intervenir : il en résulta des victimes parmi les manifestants de Saïda. La ville s'insurgea ses habitants armés dressèrent des barricades à ses différentes entrées ; des militants de la base de la Résistance palestinienne en provenance d'un camp de réfugiés proche, se joignirent à l'insurrection. L'Etat dût reculer.

L'heure était venue de frapper le grand coup, aussi bien du point de vue de la fraction réactionnaire dominante de la bourgeoisie libanaise, que du point de vue de l'impérialisme américain. Le parti des Phalanges, instrument de ces intérêts combinés, allait intervenir. Le plan était assez simple : par Phalanges interposées, il fallait provoquer un conflit armé entre Palestiniens et Chrétiens libanais ; l'armée s'imposerait alors comme arbitre, s'emparerait des rênes du pouvoir pour s'abattre sur la Résistance et la juguler. Tel fut le but visé par le massacre phalangiste du 13 avril 1975...

Ce n'est qu'à la lumière de ce contexte historique et régional qu'il est possible de comprendre la guerre civile du Liban : il s'agissait d'abord et avant tout d'un affrontement entre l'impérialisme américain d'une part, par le truchement des milices réactionnaires chrétiennes, et l'axe Syrie-OLP d'autre part, auquel s'allia la bourgeoisie musulmane ainsi que l'ensemble des organisations anti-impérialistes libanaises. L'enjeu réel du conflit dépassait les frontières libanaises : il s'agissait d'une lutte entre deux formules différentes du réglement du conflit israélo-arabe, la formule soutenue par l'impérialisme et le sionisme voulant écarter la Résistance palestinienne du réglement et imposer Hussein ; et la formule défendue par la Syrie et l'OLP, insistant sur la nécessité d'une participation de l'OLP, en tant que représentante des Palestiniens, au réglement. Et c'est un compromis entre l'impérialisme américain et la Syrie qui mettra fin à la guerre civile.

Les étapes du conflit

Le 13 avril 1975, les milices réactionnaires tendent une embuscade à Beyrouth à un car transportant des Palestiniens de retour d'un meeting du Front du Refus : 27 personnes tuées de sang-froid. Très vite l'affrontement se généralise ; les militants de la Résistance palestinienne s'en prennent partout aux locaux et magasins appartenant à des Phalangistes. Déjà les affrontements prennent une allure confessionnelle : palestiniens contre chrétiens libanais. Les ministres phalangistes réclament l'instauration de l'état d'urgence. Le chef du gouvernement, un musulman sunnite réformiste, refusera d'entrer dans le jeu. Un cessez-le-feu sera conclu.

En mai, le gouvernement est acculé à démissionner ; le champ deviendra libre. Les affrontements reprennent, provoqués par les réactionnaires, et le 23 mai au soir est annoncée la formation d'un gouvernement militaire en exécution du plan réactionnaire. Le pouvoir mise sur la peur de la population. En fait, une insurrection généralisée des quartiers et régions musulmans aura lieu : non au gouvernement militaire ! Les bourgeois musulmans effrayés par l'insurrection, craignant que sa dynamique n'aille dans un sens anti-capitaliste vu le rôle qu'y joue la gauche, tiendront leur première réunion générale (Joumblatt y participe) ; ils demanderont la démission du gouvernement militaire et désigneront Karamé, leader de l'opposition bourgeoise, pour la formation du nouveau gouvernement. Frangié se pliera, son plan ayant de nouveau échoué.

. Il ne se tiendra pas battu pour autant : Frangié mettra une série d'obstacles pour entraver la formation du gouvernement Karamé. La tension monte : en juin, les affrontements reprennent à nouveau, la mobilisation est générale. Finalement un sommet de réconciliation des bourgeois musulmans et maronites aura lieu ; le gouvernement qui en résultera est nettement réactionnaire dans sa composition : Chamoun y détient le portefeuille de l'Intérieur. La trêve durera tout l'été. Cet accord avait été réalisé avec l'aide d'une médiation syrienne, inaugurant l'intervention ouverte des dirigeants syriens dans le conflit du Liban.

. L'été avait été une période de préparation générale : tous les partis, toutes les tendances, tous les groupes s'étaient entraînés et armés. Le nombre de combattants disponibles dans chaque camp était multiplié. Les réactionnaires s'étaient intensément préparés pour revenir à la charge. En septembre les affrontements reprendront de nouveau dans une escalade continue de la violence et de l'hystérie confessionnelle. De septembre à janvier 1976, la guerre civile sera quasi-ininterrompue. L'offensive réactionnaire semble avoir opté pour une guerre prolongée ; elle marquera certains points minimes en faisant intervenir l'armée dans certaines régions, mais il s'agit d'interventions prudentes obtenues au prix d'une réforme de l'armée satisfaisant la bourgeoisie musulmane (participation accrue d'officiers musulmans à la direction de l'armée) et de la démission forcée de l'ancien chef de l'armée, fieffé réactionnaire.

. Fin novembre, un nouveau cessez-le-feu est subitement proclamé : un message de Frangié et un autre de Karamé sont diffusés, appelant à la réconciliation nationale. La médiation de Couve de Murville, délégué par Giscard d'Estaing, n'y est pas pour beaucoup malgré les apparences(4). En fait, il semble qu'un accord soit survenu entre Américains et Syriens sur les grandes lignes d'un compromis à mettre en place : la Syrie s'engage dans le cadre de cet accord à rétablir un Etat fort au Liban, les Américains acceptent le principe d'une participation de l'OLP sous certaines conditions au réglement israélo-arabe. Cet accord sera traduit par deux faits : Damas invitera une délégation phalangiste à s'entretenir avec les dirigeants syriens ; plus important sera le vote américain le 30 novembre en faveur de la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU liant la reconduction du mandat des casques bleus dans le Golan syrien occupé à la discussion du problème palestinien à l'ONU, le 12 janvier, en présence de représentants de l'OLP. Israël fulminera.

. Mais le 6 décembre, le jour même de la visite phalangiste à Damas, les combats reprennent, déclenchés par un vaste massacre exécuté par les milices réactionnaires. Derrière la "spontanéité" de ce nouveau déchaînement de violence, sous prétexte de représailles contre l'assassinat de quatre chrétiens, se dissimule en fait une manoeuvre des réactionnaires : devant l'inéluctabilité du compromis, ils chercheront à créer les conditions de concessions maximum de leurs adversaires, leurs adversaires libanais pour commencer. Pour cela un moyen: le chantage à la partition. Les milices réactionnaires exécuteront une série d'opérations tendant à la partition du Liban. Celle-ci n'est pas directement visée par les états-majors réactionnaires : elle signifierait la ruine pour la bourgeoisie compradore maronite, courtier de l'Occident auprès des pays arabes. Il s'agit plutôt d'effrayer la bourgeoisie musulmane, le chantage s'avérera payant : fin décembre, un projet de réforme politique élaboré par la Syrie est annoncé. Il s'agit de réformes ridiculement insignifiantes : essentiellement, l'élection du président du Conseil par le Parlement alors qu'il était désigné par le président de la République ; la répartition à égalité des sièges parlementaires entre musulmans et chrétiens alors que la règle était de 5 contre 6 en faveur des chrétiens. La bourgeoisie musulmane et le cartel de la gauche rechigneront, mais sans pouvoir refuser le projet.

. Satisfaits - relativement - quant au réglement interlibanais, les réactionnaires passeront au deuxième aspect du réglement : la Résistance palestinienne. Après avoir proclamé que leur lutte était contre les Palestiniens musulmans et chrétiens, les réactionnaires organisent début janvier un blocus autour du camp palestinien de Tell Zaatar. Les combats reprennent. Les milices réactionnaires occuperont un autre camp, celui de Dbayé, proie aisée et camp de réfugiés chrétiens, expliquant à posteriori le sens de la déclaration réactionnaire. Puis ce sera le tour du quartier des Abattoirs, habité par des squatters en provenance de Syrie pour la plupart. En riposte, les forces communes de la Résistance palestinien-

ne et des organisations libanaises occuperont le village chrétien Damour, s'y comportant d'une manière presque identique à celle des réactionnaires.

. Fin janvier, Kissinger est à Moscou : un accord est manifestement conclu entre l'impérialisme américain et les bureaucrates du Kremlin sur le Proche-Orient... L'Armée de Libération Palestinienne (ALP) pénètre au Liban : il s'agit de forces régulières palestiniennes stationnées en Syrie, dépendant en principe de l'OLP, mais en fait de l'armée syrienne. Ni l'impérialisme américain, ni les dirigeants sionistes ne protesteront : l'ALP n'intervient pas en fait en tant que force d'appoint au camp anti-réactionnaire mais en tant que force de répression manipulée par la Syrie pour imposer l'"ordre" dans les régions musulmanes. Elle intervient avec la bénédiction de l'impérialisme.

Le sens de l'accord final

La visite de Frangié à Damas, le 14 février dernier, est venue sceller l'accord intervenu. Les grandes lignes de cet accord et les voies de son application, telles qu'elles se profilent, peuvent être ainsi définies :

. La Syrie s'engage, par l'ALP interposée, à imposer progressivement un retour à la normale dans les zones musulmanes : interdiction de circuler en armes, démantèlement des barricades, répression du pillage, des meurtres, des enlèvements. Ce faisant, la Syrie permet à l'état bourgeois libanais de se reconstituer (l'appareil avait atteint une décomposition quasi-totale) et l'aide dans cette voie.

. Une réforme politique insignifiante est mise en place, histoire de renforcer les fondements du futur Etat fort.

. La Syrie se charge, toujours par le truchement de l'ALP ainsi que par la Saïka, organisation palestinienne d'obédience syrienne, d'imposer l'application des accords du Caire (1970) et de Melkart (1973), ce qui représenterait un important pas en arrière de la Résistance palestinienne au Liban. Il est même possible que l'ensemble des forces armées palestiniennes soit intégré à l'ALP...

. Ensuite, un gouvernement palestinien "en exil" serait formé, où une résistance jugulée participerait au côté de notables dévoués à Hussein. Ce gouvernement serait membre d'une fédération tripartite, Syrie-Jordanie-OLP dont les structures sont déjà prêtes : la Syrie est en voie d'union avec la Jordanie ; un commandement unifié syro-palestinien existe, d'autre part. Cette fédération négocierait avec l'Etat sioniste pour le retrait israélien de Cisjordanie, donnant lieu à la création d'un Etat croupion palestinien fédéré à la Syrie et à la Jordanie et sous leur double contrôle.

Il s'agit en somme d'un compromis syro-américain concernant le réglement du conflit israélo-arabe. Les réactionnaires libanais voient leurs désirs comblés, à la différence près - et elle est de taille - que leurs objectifs seront atteints grâce au pouvoir syrien. Le futur Etat fort libanais reposera sur deux jambes : l'impérialisme américain et le régime syrien. D'ores et déjà, la Syrie indique certains aspects qu'elle veut donner à l'Etat dont elle est la tutrice : peu de temps après une déclaration du ministre syrien des Affaires étrangères sur la "trop grande" liberté de la presse au Liban, les locaux de deux journaux anti-syriens (plus ou moins liés à l'Irak) étaient attaqués et incendiés par la Saïka...

Le régime syrien est le principal bénéficiaire de la guerre civile libanaise : il s'est imposé à l'impérialisme américain comme interlocuteur privilégié pour le réglement du conflit israélo-arabe ; il s'est imposé comme garant principal de l'ordre au Liban; et il en résulte qu'il a imposé comme jamais auparavant sa tutelle a l'OLP.

On ne peut dire pour autant que la guerre civile libanaise soit terminée ; plusieurs sources de conflit demeurent : les présidentielles américaines de cette année peuvent apporter des surprises ; la situation interne en Israël ne permet pas encore au pouvoir sioniste de participer sans problèmes au réglement prévu ; la situation au sein de la Résistance palestinienne peut évoluer : aujourd'hui le Front du Refus ne se manifeste guère, mais par contre l'appareil du Fatah a commencé une lutte en sourdine contre la tutelle syrienne, qui pourrait redéfinir les alliances au sein de la Résistance ; la bourgeoisie musulmane libanaise ainsi que le cartel de la gauche se sentent trop frustrés et manifestent de plus en plus leur mécontentement, obligeant la Syrie à recourir à ses moyens de persuasion ; la lutte pour la prochaine présidence libanaise peut s'envenimer : l'accord avec la Syrie aurait prévu le soutien syrien au candidat du groupe Frangié (Lucien Dahdah) au grand mécontentement de l'opposition ; enfin, les masses libanaises peuvent entraver la reconstitution de l'Etat fort : leur désarmement, par exemple, ne sera pas aisé.

La tâche actuelle de l'avant-garde au Liban est précisément d'impulser un mouvement autonome des masses laborieuses, pour empêcher qu'une nouvelle fois les bourgeois de tous bords et les dirigeants syriens ne réalisent leurs objectifs sur le compte des masses, sur le compte de milliers de travailleurs et de combattants, victimes de l'aveuglement confessionnel.

5 mars 1976

(1) ancien président de la République de 1952 à 1958, fit appel aux Marines américains en 1958
(2) Organisation de l'Action Communiste au Liban, d'origine centriste, stabilisée sur la ligne du PCL
(3) nom de l'hôtel où furent signés les accords.
(4) il semble même que les Américains aient voulu prendre les Français de court. ■

note sur le "confessionnalisme"

"Confessionnalisme" est la traduction la plus proche de l'arabe taa'ifiya, qui est dérivé de taa'ifa, qui veut dire secte, culte ou confession. Dans le contexte du Liban actuel, confesionnalisme se réfère au partage des postes dans l'appareil d'Etat selon des quotas par religion. En 1943, quand le Liban est devenu un Etat indépendant, un "Pacte national" put être conclu qui institutionnalisait le confesionnalisme. En premier lieu, cela signifiait que les sièges au Parlement (55 à l'époque) étaient répartis entre chrétiens et musulmans (les deux religions les plus importantes) sur la base de 30 sièges pour les chrétiens et 25 pour les musulmans. La proportion a été respectée depuis lors, le nombre de sièges au Parlement a toujours été un multiple de 11 - ce qui permet de conserver la proportion constante de 6 à 5. Plus tard cependant, le système fut quelque peu affiné à cause du large éventail de sectes qui existent, dont aucune ne représente une majorité de la population. Le Parlement actuel qui comporte 99 sièges est divisé comme suit : 30 maronites (chrétiens), 20 sunnites, (musulmans), 19 schiites (musulmans) 11 Grecs orthodoxes, 6 Grecs catholiques, 6 Druzes, 4 Arméniens orthodoxes, 1 Arménien ctaholique, 1 protestant, et un siège "variable" habituellement occupé par un juif ou un membre d'une autre secte chrétienne.

De plus, le président de la République est toujours un maronite; le président du Conseil des ministres est un sunnite; le président de la Chambre des députés est un Schiite; le vice-président du Conseil est un Grec orthodoxe. La distribution des ministères est supposé suivre en gros la même répartition confesionnelle que le Parlement, et tous les postes de l'appareil d'Etat sont sensés être répartis de même.

Les maronites sont une secte catholique fondée par un moins syrien au 5è siècle. Les sunnites (de sunna, tradition), sont les adhérents de l'Islam "orthodoxe". Les schiites (de Shi' ati-Ali, "faction d'Ali") représentent le groupe minoritaire le plus important du monde musulman, environ 10% de tous les mulsulma à l'heure actuelle (ils sont en majorit" en Irak et en Iran). Les racines de cette secte plongent dans la première grande guerre civile du monde musulman, au milieu du 7è siècle (Ali était le 4è Calife ou successeur de Mahommet). Les druzes sont une secte musulmane qui naquit au début des années 1000; ils sont concentrés exclusivement au Liban.

Il est à peine nécessaire de souligner le caractère obscurantiste et réactionnaire du système confessionnel, la preuve la plus claire en est fournie par les crises et les guerres institutionnelles et confessionneles incessantes qui ont marqué l'histoire du pays.*

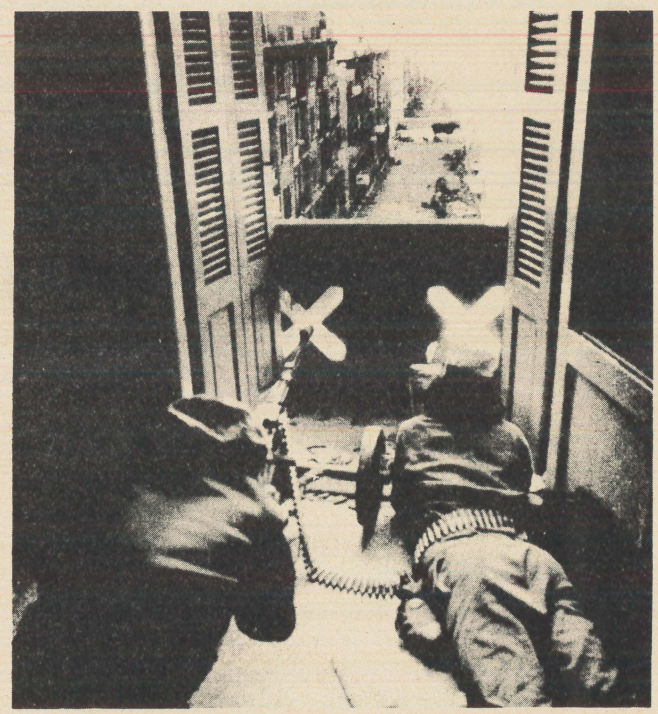
S. SABER

mobilisation populaire et intervention de la gauche

L'armée sioniste est une armée réactionnaire, soit, mais une armée "populaire"; les armées des régimes arabes ne le sont pas. Sans trop exagérer, il est possible d'affirmer que le même paradoxe se retrouve dans la guerre civile libanaise : la mobilisation populaire réalisée dans le camp réactionnaire était bien plus effective que celle du camp adverse. Ce fait en soi est un constat de la faillite des forces dominantes dans le camp anti-réactionnaire et plus particulièrement des forces de la gauche libanaise.

La mobilisation populaire dans le camp réactionnaire

Les milices réactionnaires libanaises ne sont pas des armées de mercenaires même si elles ont eu recours aux services de mercenaires pour les tâches d'encadrement technique et d'entraî - nement. Il est impossible de nier le fait que la droite réactionnaire au Liban a pu bénéficier d'un réel soutien de masse ; ce soutien s'explique mais ne peut être démenti. Son explication



réside dans la profonde motivation idéologique, psychologique même des masses chrétiennes maronites ; l'explication sociologique n'est que partiellement vraie.

Les masses maronites sont profondément motivées par leur confessionnalisme : il ne s'agit pas tant d'un fanatisme "religieux" que d'un particularisme prononcé, une mentalité de ghetto, le sentiment d'une minorité vivant au sein d'un entourage qu'elle perçoit comme étranger et hostile. Certains groupuscules d'extrême-droite qualifient même ce particularisme de "nationalisme" en élaborant une théorie de la "nation libanaise" soit-disant laïque, mais qui cache très mal en fait ses fondements confessionnalistes. Le confessionnalisme maronite est historiquement combiné avec une attitude pro-occidentale ; son intensité n'est pas constante : il a connu des hauts et bas au gré de l'évolution politique du Liban et de la région arabe. Un fait est certain : le confessionnalisme maronite a été avivé par la fraction maronite de la bourgeoisie compradore libanaise chaque fois que les luttes sociales au Liban ou les luttes nationales anti-impérialistes dans la région arabe ont connu une montée. Ce confessionnalisme trahit d'ailleurs parfaitement sa nature a-religieuse, politiquement réactionnaire : un grand héros des chrétiens maronites a toujours été le roi Hussein de Jordanie, descendant pourtant de la famille du prophète de l'Islam. Aujourd'hui Sadate a pris sa place...

Ce confessionnalisme, du point de vue sociologique, correspond bien sûr aux intérêts bourgeois déjà cités mais aussi aux intérêts de certaines couches petites-bourgeoises aisées effrayées par la dynamique des luttes sociales et nationales, notamment par les réformes agraires entreprises par les régimes nationalistes arabes. Pour le reste, pour le prolétariat et les couches petites-bourgeoises maronites pauvres, le confessionnalisme n'est autre qu'une idéologie dominante dont la domination est facilitée par le confessionnalisme opposé des masses musulmanes et par l'absence d'une gauche capable de promouvoir une réelle conscience de classe, différente des compromis idéologiques staliniens.

Ainsi, le confessionnalisme maronite a été considérablement renforcé par la tournure confessionnaliste des représailles de la Résistance palestinienne à la suite du massacre phalangiste du 13 avril 1975 qui mit le feu aux poudres. Ce type de représailles ne distinguant pas entre phalangistes et chrétiens eut pour résultat direct de multiplier, en un laps de temps très court, par dix ou même plus, l'influence phalangiste parmi les maronites.

Bénéficiant du soutien de masses convaincues d'être représentées par eux, les partis bourgeois réactionnaires maronites - et surtout le parti des Phalanges - ont su parfaitement organiser ce soutien et l'entretenir ; ils ont su, sur la base de l'idéologie confessionnaliste, créer le cadre d'une mobilisation populaire effective et efficace ; ils ont su transformer la sympathie, la solidarité des masses maronites avec leur combat réactionnaire en une réelle force de frappe ; ils ont su, dans une très large mesure, utiliser toutes les disponibilités. Les partis réactionnaires ont, en effet, édifié un important réseau de services sociaux : assistance aux nécessiteux, enseignement, dispensaires et ambulances, système d'approvisionnement, services d'hygiène, etc. Ils ont organisé une propagande idéologique intense : tracts, publications diverses, brigades de sonos, meetings explicatifs (le plus souvent dans les églises le dimanche après la messe), etc. Ils ont largement profité des diverses formes de services que la population était prête à leur fournir : des plats cuisinés destinés aux combattants à la participation militaire des volontaires, hommes et femmes.

C'est dire que la droite réactionnaire libanaise a fait preuve de beaucoup d'intelligence; elle a pris garde de ne jamais s'opposer, ou presque, aux initiatives et aux formes d'organisation spontanées de certains groupes de la population qui, il est vrai, abondaient dans le sens de l'idéologie réactionnaire dominante.

La situation dans le camp adverse était tout autre.

Camp anti-réactionnaire et mobilisation populaire

Dans ce camp-ci, la force dominante - militairement - était la Résistance palestinienne. Or, déjà, à l'intérieur des camps de réfugiés, le type de rapports qu'entretiennent les organisations de la Résistance palestinienne avec la population sont éminemment bureaucratiques : ceux d'un appareil d'Etat bourgeois, dans un régime nationaliste en pays colonial, un appareil d'Etat en quête de territoire ... A fortiori, il va de soi que les rapports entretenus par les organisations de la Résistance palestinienne avec la population des régions et quartiers libanais furent bureaucratiques ; il est même possible de qualifier ces rapports de substitutionnistes.

Les organisations de la Résistance palestinienne ne cherchèrent pas réellement à encadrer une contribution de masse au combat : d'une part, en raison de leur incapacité "congénitale" à susciter une véritable mobilisation populaire ; mais aussi, délibérément, en alléguant leur nature d'organisations palestiniennes, attribuant la tâche de l'encadrement des masses libanaises aux organisations libanaises, ce qui en soi dénote la conception que se font les bureaucrates de la Résistance palestiniennes de leur rôle à l'égard des masses arabes. Ceci alors que la Résistance palestinienne, loin d'être une force d'appoint minoritaire à une majorité de combattants libanais, était au contraire la force militaire principale du camp anti-réactionnaire. Bien plus, une grande partie des

combattants de la Résistance palestinienne était recrutée parmi les libanais ; la proportion de ces derniers avait d'ailleurs augmenté dans la dernière période de la guerre civile sous l'effet conjugué du chômage forcé et de l'attrait des salaires payés par certaines organisations de la Résistance palestinienne (le SMIG libanais parfois, pour un "boulot" insignifiant). C'est ce type de relations que la Résistance palestinienne avait en priorité avec la population libanaise : une relation de recrutement, sur une base bien plus matérielle qu'idéologique. Le choix que la Résistance palestinienne offrait à cette population était en somme le suivant : adhérer individuellement aux organisations palestiniennes ou rester chez soi en spectateur du combat en cours où la Résistance palestinienne se chargeait de défendre les régions musulmanes. L'adhérent, lui, perdait son identité d'habitant de quartier ou de région, était politiquement désinséré de son lieu d'habitation pour se fondre dans la masse "professionnelle" de la Résistance palestinienne.

Evidemment, les masses musulmanes n'étaient pas indifférentes pour autant au combat en cours : de même que les masses maronites étaient motivées par leur confessionnalisme, cette idéologie imprégnait aussi les milieux musulmans, avec un contenu politique différent; ici, le nationalisme arabe correspondait largement aux aspirations des couches populaires et petites-bourgeoises; l'hostilité à l'armée et à la grande bourgeoisie maronite avait des origines de classe évidentes, bien que déviées dans un sens confessionnel. Ces masses ne pouvaient donc qu'appuyer la Résistance palestinienne, mais cet appui chaleureux et enthousiaste au début, avait progressivement diminué d'intensité pour frôler l'indifférence ou la saturation dans certains milieux vers la fin de la guerre civile.

Les organisations les plus "populaires", les mieux implantées dans le camp anti-réactionnaire étaient les organisations nationalistes petites-bourgeoises des quartiers sunnites des villes libanaises ("Nassériens indépendants", "24 octobre", etc.), ceci dans la mesure où ces organisations traduisaient le mieux l'idéologie dominante. Par contre, les staliniens étaient eux, pour ainsi dire, assis entre deux chaises...

Les staliniens dans la guerre civile : respect de la tradition

D'une part, les staliniens (le PCL et son satellite l'OACL) ne se confondaient pas pleinement avec le courant confessionnaliste musulman dans la mesure où leur idéologie démocrate même leur impose une profession de foi laïque; mais, d'autre part, ils ne se distinguaient pas fondamentalement de la bourgeoisie musulmane : complètement suivistes à l'égard de Joumblatt, bourgeois réformiste et leader confessionnel musulman druze, ils constituaient les éléments de poids d'une chorale "de gauche" qui apportait son soutien à la grande bourgeoisie musulmane, soutien timidement critique, il faut le dire.

Le seul et unique programme avancé par les staliniens au cours de la guerre civile était le "programme de la réforme nationale" de l'ensemble de la "gauche", réformiste comme son nom l'indique, mais différemment de ce que l'on peut penser : dans un contexte globalement démocratique, ce programme présente des revendications qui ne représentent en fait que l'intérêt de la bourgeoisie musulmane : élection du premier ministre par le parlement, équilibre national (comprendre : confessionnel) dans la direction de l'armée etc. Dans le sillage de Joumblatt, les staliniens apportèrent leur soutien à Karamé, candidat de l'opposition bourgeoise musulmane à la présidence du Conseil, et continuèrent à le soutenir après sa désignation et après même qu'il eut formé son gouvernement, un des plus réactionnaires de l'histoire du Liban. Tout ceci dans les meilleures traditions de la "tactique" stalinienne de soutien à la contradiction secondaire.

Cette attitude politique des staliniens, complètement suiviste à l'égard des bourgeois, explique leur comportement à l'égard des masses ; elle le détermine. Les staliniens, bien loin de promouvoir des formes d'auto-organisation des masses, bien loin de créer des canaux d'expression de l'initiative des masses, eurent également un type de relation tout à fait bureaucratique avec la population : ces relations, ils les avaient apprises, quant à eux, à l'école du Parti et des syndicats...

Aucune politique d'armement des masses, mais un recrutement organisationnel; des "comités populaires" pour l'approvisionnement : en fait, des structures isolées des masses, en rapports bureaucratiques avec elles, formées de militants et de notables désignés. Les staliniens se firent marchands de sucre et de riz ! Ils remplaçaient l'Etat absent, en copiant son mode de fonctionnement en ne l'améliorant même pas dans sa logique "fonctionnelle". Quant à l'agitation politique et le développement de la conscience de classe, les staliniens n'en avaient que faire...

Résultat de ce type d'action de la Résistance palestinienne et des staliniens : les quartiers populaires de la banlieue de Beyrouth se vidèrent; leurs habitands, dans leur grande majorité, préféraient aller attendre dans leurs villages d'origine la fin des affrontements et la reprise de la vie économique. Les militants du PC furent d'ailleurs les plus affectés par l'issue de la guerre civile : bercés d'illusions quant au caractère démocratique de leur lutte, ils découvrirent subitement qu'ils avaient combattu pour que le pouvoir syrien tire les marrons du feu... et le PCL continue aujourd hui, de faire l'éloge de la "médiation syrienne"; une grande partie de ses combattants a préféré

le quitter ....

L'intervention des marxistes-révolutionnaires

Le Groupe Communiste Révolutionnaire section de la Quatrième Internationale au Liban, participe de l'état groupusculaire de l'ensemble de l'extrême-gauche au Liban... (L'avant-garde large au Liban, jadis représentée par l'OACL, a été résorbée par le stalinisme au cours des trois dernières années).

Néanmoins, et en dépit de l'étroitesse de ses ressources et de ses forces dans un champ politico-militaire dominé par de grands appareils sans problèmes financiers (!), le GCR, saillant dans la gauche révolutionnaire au Liban, est intervenu sous plusieurs formes dans la récente guerre civile :

- militairement, le GCR était partie prenante des combats dans le camp anti-réactionnaire. Sa participation aux combats était dictée par le fait qu'il ne pouvait être indifférent à l'issue du conflit : les marxistes-révolutionnaires avaient intérêt - l'intérêt des masses laborieuses - à contribuer à l'échec du plan réactionnaire : l'apparition d'un Etat fort à la solde de l'impérialisme américain aurait signifié une défaite désastreuse pour le mouvement de masse. Mais en participant aux combats dans la même tranchée que certaines fractions de la bourgeoisie, le GCR ne leur apportait nullement son soutien politique (comme le firent les staliniens) mais expliquait constamment que dans un futur qui ne saurait tarder, ces mêmes fractions se retrouveraient dans la tranchée des réactionnaires, faisant feu sur les masses laborieuses. Conscients de la nature réelle du conflit, sans la farder, le GCR choisit de participer essentiellement aux tâches de défense des quartiers populaires : il prit en charge des postes de défense avancés.

- politiquement, le GCR avança une série de mots-d'ordre adaptés à la situation : contre les tractations bourgeoises, le mot d'ordre de l'élection d'une Assemblée Constituante sur une base non confessionnelle; contre le gouvernement bourgeois et autres sornettes de "l'unité nationale", le mot d'ordre propagandiste de "gouvernement ouvrier et paysan", l'appel à la création de conseils populaires élus ; pour la participation des masses "sans parti" au combat, l'appel à la création d'une milice populaire à laquelle les habitants pourraient apporter leur contribution par roulement, etc. Le GCR est en outre engagé dans une une campagne de dénonciation du réglement élaboré par la Syrie, dénonciation politique et actes concrets qui ont déjà donné aux marxistes-révolutionnaires du fil à retordre aux forces pro-syriennes. La vente du bi-mensuel du GCR a plus que doublé; il diffuse en outre une feuille d'agitation hebdomadaire sur un quartier populaire (2000 ex.).

- socialement enfin, le GCR a concrétisé à une échelle réduite, exemplaire, certains de ses mots d'ordre : il a impulsé la création d'un comité populaire élu dans une portion d'un quartier populaire pour la distribution de vivres réquisitionnés; il a aussi impulsé, dans le même cadre, la création d'une milice populaire. Il a également pris en charge un dispensaire. Un des camarades, étudiant en médecine, qui y travaillait, a été assassiné par les milices réactionnaires dans le quartier des Abattoirs.

Ces activités modestes par rapport à la gravité de la situation ne pouvaient évidemment la modifier, ne fut-ce que légèrement. Mais lorsque l'heure des bilans sonnera - et elle a déjà commencé à sonner - les marxistes-révolutionnaires seront eux en bien meilleure posture que les staliniens : ils auront l'avantage de n'avoir jamais menti aux masses de leur avoir dit toute la vérité, de voir leurs analyses totalement confirmées par le cours des événements. Ce capital politique, les trotskystes du Liban auront à le faire fructifier.

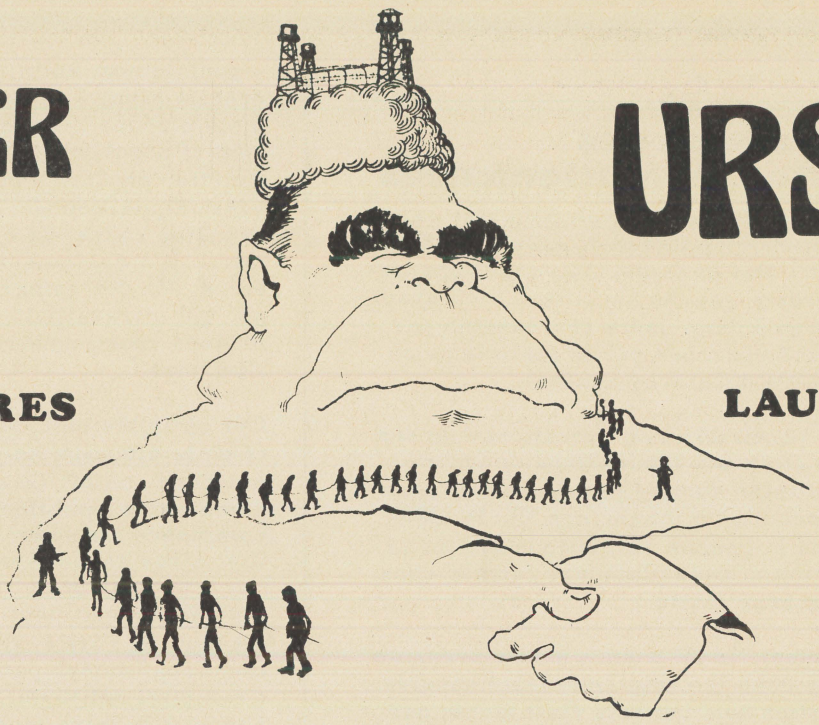
Il semble déjà que le terrain sera fertile : les masses laborieuses, de toutes les religions, se sentent frustrées par les directions qui les ont leurrées au cours de cette guerre civile. Cette frustration s'est exprimée dans la dernière période par la vague de pillages, expression également du ressentiment des miséreux à l'égard des bourgeois ... Mais la lutte sera longue avant que ne se réalise le slogan placé en exergue de la feuille d'agitation diffusée par le GCR :

"Travailleurs de toutes les confessions, unissez-vous !"

6 mars 1976

DOSSIER URSS

APRES LE XXV^ème CONGRES



ERIC LAURENT

Le XXV° Congrès du PCUS s'est tenu du 24 février - jour anniversaire du rapport secret de Khroutchev devant le XX° Congrès - au 5 mars - jour anniversaire de la mort de Staline. Deux dates marquantes de l'histoire de la bureaucratie mais qui, c'est le moins que l'on puisse dire, n'ont rencontré aucun écho durant les 10 jours du Congrès. Un spectacle morne et sans relief à l'image de ses acteurs : tribune de bureaucrates face à un parterre de bureaucrates. Sur les 4.900 délégués, 60 (!) au plus étaient des ouvriers ou des kolkhoziens, ce qui, même du point de vue du "décor" est tout à fait dérisoire.

Congrès de l'autosatisfaction et de la bonne conscience bureaucratique. L'activité du Parti est justifiée à tous les niveaux. Les difficultés économiques ? Brejnev a blanchi le Parti de toute responsabilité, rejetant toute la faute sur les ministères qui n'ont pas su mettre en pratique la "juste ligne" et les décisions du précédent Congrès.

Congrès de la stagnation. Face aux difficultés économiques, les seules solutions avancées sont la reconduction de la politique antérieure, avec une quasi-stagnation du niveau de vie des masses soviétiques.

Congrès de l'immobilisme. La composition du nouveau Politbureau en est l'illustration la plus frappante. Aucun départ, à l'exception de celui de Poliansky - il fallait bien un responsable de la situation catastrophique dans l'agriculture -, malgré l'âge canonique de la plupart des membres du Politbureau (Pelche a 78 ans, Souslov 75 et les autres frisent les 70). Brejnev voit sa position renforcée, et son éloge par certains des délégués a été l'occasion de morceaux de flatterie dignes de la période stalinienne.

Seule note discordante à l'intérieur du Congrès la querelle ouverte avec la plupart des PC occidentaux, qui a porté un rude coup à l'unité déjà fort branlante du mouvement communiste "international".

Autre note discordante, cette fois à l'extérieur du Congrès : la grève de la faim de 80 prisonniers politiques dans les camps. Là encore, la quiétude des bureaucrates n'en a nullement été troublée.

Le dossier que nous publions aujourd'hui comprend deux parties. La première est consacrée à un bilan de la politique intérieure durant la période Brejnev. Ce bilan cherche à analyser ce que cachent les eaux dormantes du XXVème Congrès. Le déroulement du XXVème Congrès est la dernière manifestation de la stabilité apparente qui caractérise la période Brejnev, par opposition à la période précédente qui fut marquée par toute une série de soubresauts. Depuis 1964, le souci premier de l'équipe Brejnev a été de consolider et de maintenir le monolithisme du pouvoir de la bureaucratie. Cette politique a été payante à court terme, mais le prix à payer aujourd'hui est lourd, dans la mesure où cette stabilité n'a été obtenue qu'en repoussant les décisions économiques et politiques fondamentales, le consensus entre les différents représentants de la bureaucratie ne pouvant se réaliser que sur la base du plus petit dénominateur commun. La composition du nouveau Politbureau témoigne du degré de crispation entre les différentes factions, à un moment où le vieillissement de l'équipe dirigeante pose objectivement le problème de la succession. Succession qui risque de se poser dans le cadre d'une remontée massive du mécontentement des masses face à la totale incapacité de la bureaucratie à assurer une quelconque progression de leur niveau de vie. De ce point de vue, le XXV° Congrès marque l'ouverture d'une période de transition, période qui risque d'être beaucoup plus périlleuse pour le pouvoir de la bureaucratie.

La deuxième partie de ce dossier comprend deux interviews. La première est une interview de Jaurès Medvedev, réalisée à Londres le 23 novembre 1975, à l'occasion de la conférence organisée par la revue Critique . Par ailleurs, nous publions l'intégralité de l'interview de Leonid Pliouchtch, réalisée à Paris début mars, et dont certains extraits ont été publiés dans le premier numéro du quotidien Rouge . Ces deux interviews éclairent sous un jour différent les problèmes et les contradictions de la société soviétique actuelle. La différence des points de vue exprimés par J. Medvedev et L. Pliouchtch tant sur l'opposition démocratique, la classe ouvrière que sur la question nationale, témoignent des débats qui traversent aujourd'hui l'aile gauche de l'opposition soviétique, opposition qui connaît, tous deux s'accordent à le reconnaître, une crise importante. Mais Pliouchtch et Medvedev sont d'accord sur un point fondamental : la nécessité et l'importance de la prise en charge par le mouvement ouvrier international de la défense systématique de tous les emprisonnés politiques aujourd'hui en Union soviétique. La libération de Léonid Pliouchtch est une première victoire remportée contre la bureaucratie. Il importe aujourd'hui de développer une large campagne internationale pour exiger la libération immédiate de tous les oppositionnels encore détenus dans les camps et les hôpitaux psychiatriques spéciaux, tant en URSS que dans les autres pays de l'Est.

BILAN DU

Ford et Brejnev

BREJNEVISME

Quel sens peut-on donner à un bilan du brejnevisme, alors qu'à travers le XXV° Congrès du PCUS, Brejnev apparaît comme le "chef incontesté", aux mérites cent fois rappelés par les délégués. Pourtant, si l'on analyse ce qui s'est passé ces dix dernières années, cette position de force de l'équipe Brejnev apparaît comme paradoxale, dans la mesure où le bilan est loin d'être positif. Plus précisément, si l'on compare le bilan de la période 1964-1976 avec celui de la période khroutchevienne, qui s'était terminée par l'éviction de Khroutchev, les échecs qui avaient servi de prétexte à l'élimination de Khroutchev se retrouvent en grande partie aujourd'hui, et pourraient justifier tout aussi bien la mise à la retraite de Brejnev.

Les raisons de la destitution de Khroutchev sont bien connues :

1) Situation difficile du point de vue économique, en particulier dans l'agriculture, qui avait provoqué des tensions sociales croissantes.
2) Revers au niveau de la politique internationale : l'affaire des fusées à Cuba en est l'événement le plus marquant.
3) Premier éclatement du mouvement communiste international, avec la rupture consacrée avec la Chine.

Sur ces trois points, le bilan de Brejnev n'est pas très différent :

1) Difficultés économiques importantes : de nombreux objectifs du IX° plan quinquennal n'ont pas été atteints, en premier lieu dans le secteur B (celui des biens de consommation); quant à l'agriculture, malgré les efforts considérables déployés depuis 1965, en particulier au niveau des investissements, elle connaît aujourd'hui une de ses crises les plus graves avec la récolte catastrophique de céréales de 1975.
2) Du point de vue international, la situation est plus nuancée. La victoire du MPLA en Angola a permis de faire oublier certains échecs antérieurs, comme au Moyen-Orient.
3) Aggravation de la crise du mouvement communiste international. Les rapports avec la Chine n'ont pas été normalisés, et les rapports avec les "gros" PC occidentaux se sont rapidement détériorés; la conférence des PC qui devait, au départ, se réunir avant le XXV° Congrès, n'est plus qu'une échéance vague et lointaine.

Au niveau économique, les sovnarkhozes mis en place sous Khroutchev sont supprimés et l'autorité toute puissante des ministères fédéraux est rétablie. Le blocage de la réforme économique, comme nous le verrons ci-dessous, témoigne également de cette politique de centralisation à outrance, qui apparaît aux yeux des principaux dirigeants comme la seule à même de garantir leur pouvoir.

Le deuxième volet de cette politique de stabilisation de la bureaucratie va être la répression, en premier lieu contre l'opposition démocratique de l'intelligentsia, qui s'est développée à partir du XX° Congrès et des illusions qu'il avait pu faire naître quant à une réforme réelle de la bureaucratie qui aurait été prête à s'engager dans la voie d'une démocratisation progressive de la société. L'échec partiel du mouvement de l'opposition démocratique, autrement dit du mouvement de l'intelligentsia, et dont les raisons ne doivent pas être cherchées uniquement dans la politique de répression des organes du KGB, est égale-

ment un des facteurs qui ont permis cette stabilité de la bureaucratie durant la période brejnevienne.

Pour comprendre les raisons de cet échec partiel de l'opposition et l'évolution d'une partie importante des dissidents sur des positions de plus en plus ouvertement anticommunistes, il est important de rappeler les origines politiques du mouvement et les objectifs qu'il s'était fixé. Comme nous l'avons dit, le mouvement pour les libertés démocratiques a été essentiellement le fait de l'intelligentsia. Ce fait va marquer considérablement le mouvement, tant au niveau de ses objectifs que de ses modes d'action. Ce mouvement prend son origine à la fois dans un sursaut moral et individuel contre le retour aux violations systématiques par la bureaucratie de sa propre légalité - relance des procès politiques, des licenciements pour raisons d'opinion, etc., et la volonté manifestée par la bureaucratie de blanchir Staline de tous ses crimes - et dans les espoirs réformistes qu'avait fait naître le XX° Congrès. En mettant en avant essentiellement les revendications de liberté de presse, de parole, de réunion, l'intelligentsia va, de fait, défendre en premier lieu ses aspirations en tant que couche sociale cherchant à obtenir une amélioration de sa situation dans la société soviétique. Face à la bureaucratie qu'elle estime totalement incapable, il s'agit de revendiquer pour "les meilleurs", "les plus capables" de pouvoir participer réellement à la marche de la société. Ce caractère "élitiste" du mouvement de l'opposition intellectuelle se traduit, entre autres, par le fait que d'autres revendications susceptibles de rallier au mouvement des couches plus larges de la population (comme la revendication sur le droit de grève) n'ont pas été reprises par l'opposition intellectuelle. Certains des passages de l'interview de Jaurès Medvedev que nous publions dans ce même numéro, illustrent par des exemples très concrets cette coupure entre le mouvement de l'intelligentsia et les autres couches de la population.

Chacun sait la manière dont la bureaucratie a choisi de répondre aux revendications sur les libertés démocratiques : elle les a considérées comme une attaque directe contre son monopole du pouvoir. Pour elle, toute concession introduit une dynamique incontrôlable, comme l'a montré la période antérieure. Aussi, la bureaucratie va passer très vite d'une répression sélective - la première année qui suit la chute de Khroutchev est une période relativement "libérale" - à une répression de plus en plus brutale et systématique, surtout après les événements de Tchécoslovaquie en 68. Le développement des internements dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux témoigne de cette volonté de casser à tout prix le mouvement. Mais la répression aussi brutale qu'elle ait été ne suffit pas à expliquer la crise actuelle de l'opposition. L'absence de tout mouvement de

masse pendant cette période a renforcé l'isolement de l'intelligentsia dans sa lutte contre la bureaucratie. Cet isolement de l'intelligentsia est à la fois subjectif et objectif. Subjectif au sens où l'intelligentsia n'a rien fait pour élargir le mouvement par le contenu des revendications avancées. "Nous avons nos problèmes, qu'ils (les ouvriers) résolvent les leurs, comme les ouvriers polonais en 70", a pu écrire un oppositionnel. La faiblesse du courant marxiste dans le mouvement d'opposition démocratique, comme l'a encore une fois souligné Pliouchtch dans différentes interviews, n'a pu que renforcer cette tendance. Il importe de souligner que les éléments les plus progressistes de l'opposition, Grigorenko, Iakhimovitch, Kosterine, Pliouchtch ont compris l'importance d'un relais de masse au mouvement et se sont engagés très tôt dans un appui total au mouvement des Tatars de Crimée, qui apparaissait comme le seul mouvement d'une réelle ampleur de masse durant toute cette période. Cet isolement subjectif de l'opposition intellectuelle est également le résultat de la théorisation de la passivité apparente de la classe ouvrière durant les années 60. Enfin, il faut rappeler que toute la politique de la bureaucratie vise consciemment à dresser les différentes couches de la société les unes contre les autres. Le vide politique intérieur dans lequel s'est développé le mouvement de l'intelligentsia explique qu'une partie de ses membres, face au mur de répression que lui offrait la bureaucratie, ait été tentée de chercher à l'extérieur des frontières de l'Union soviétique le relais qu'elle ne voyait pas à l'intérieur : c'est ce qui explique, au moins partiellement, les appels d'un Sakharov et d'autres dissidents au Congrès américain pour faire pression sur la bureaucratie soviétique.

Ce rapide bilan ne permet pas de comprendre la position de force de Brejnev aujourd'hui, alors que Khroutchev avait été écarté sur la base d'un bilan guère plus négatif.

Brejnev au 25° congrès du PCUS

La différence entre la période Khroutchev et la période Brejnev doit, nous semble-t-il, être recherchée ailleurs, dans la situation interne de la bureaucratie. En effet, l'élimination de Khroutchev met un point final à une période particulièrement mouvementée de l'histoire de la bureaucratie. Cette période qui suit la mort de Staline, est marquée par toute une série de soubresauts : affaire du groupe "antiparti", XX° Congrès et la dynamique qu'il déclenche, dynamique qui dépassait très rapidement les limites prudentes dans lesquelles la bureaucratie souhaitait le maintenir. De plus, la réforme du Parti en novembre 1962, avec sa division en branches agricoles et industrielles, la politique de "renouvellement systématique" des cadres provoque un profond mécontentement des bureaucrates moyens qui voient remis en cause une des choses à laquelle ils tiennent le plus : la stabilité d'emploi, avec toutes les prérogatives et les privilèges que cela implique. A celà viennent s'ajouter les attaques publiques fréquemment lancées par Khroutchev contre les responsables du Parti. Tout cela crée un profond mécontentement au sein de la bureaucratie qui voit de plus en plus en Khroutchev un apprenti sorcier de la déstalinisation, avec ses initiatives désordonnées. Son éviction est donc clairement marquée par la volonté de rétablir un pouvoir sans failles, plus collectif, de la bureaucratie , et d'éviter toute crise ouverte. Et de fait, la période 1964-1976 apparaît comme une période de relative stabilité dans la bureaucratie - il suffit de rappeler que les premiers limogeages au sommet datent de 72 et se sont déroulés "en douceur". Il est important d'analyser les facteurs qui ont permis cette stabilité, la seule volonté des bureaucrates ne pouvant l'expliquer. L'analyse de ces différents facteurs montre que cette stabilité n'a été obtenue que grâce à une politique au jour le jour, une politique de "stagnation", qui n'a en rien résolu les contradictions fondamentales du régime, mais qui, au contraire, les a exacerbées. De plus, les différents facteurs qui ont permis cette stabilité sont en train de s'épuiser; de ce point de vue, le XXV° Congrès, même s'il ne saurait être considéré comme une échéance, ouvre une période de transition qui risque de voir la fin brutale de la stabilité-stagnation qui caractérise la période Brejnev.

La situation politique intérieure

Au niveau politique, trois facteurs essentiels permettent de comprendre la stabilité de la période Brejnev :
- le blocage de la déstalinisation
- l'échec partiel du mouvement de l'opposition démocratique
- la passivité de la classe ouvrière

La volonté de mettre un terme à la crise interne de la bureaucratie et de redonner ainsi au Parti sa façade monolithique qui préside à l'éviction de Khroutchev va se traduire par toute une série de mesures. Ainsi, la réforme du Parti de 1962 est annulée et les bureaucrates des échelons intermédiaires retrouvent la stabilité de l'emploi qui leur est si chère. La politique de plus en plus ouverte de réhabilitation de Staline, qui se manifeste très vite après la chute de Khroutchev, traduit non pas tant l'amour immodéré des dirigeants pour Staline - la plupart ont commencé leur carrière dans les années 30 et ont, à un moment ou à un autre, tremblé pour leur peau - que la volonté de stopper une dynamique qui leur paraît incontrôlable : ils avaient clairement compris que la critique continue de Staline ne pouvait que déboucher rapidement sur une critique plus radicale encore, celle des héritiers de Staline. La remise en cause de la déstalinisation vise avant tout à réaffirmer la justesse de la ligne du Parti pendant toute la période des années 30 et 40. Pour réaffirmer le caractère intangible du Parti, il est nécessaire de faire retomber une lourde chappe de plomb sur un problème dont la dynamique antibureaucratique apparaît de plus en plus clairement aux bureaucrates, au fur et à mesure que les masses s'approprient ce problème. Cette volonté de rétablissement de l'ordre bureaucratique s'est également traduite par un renforcement de la politique de centralisation à tous les niveaux. Centralisation au niveau de la politique des nationalités non-russes, où les mini-concessions khroutcheviennes sont très vites remises en cause : la politique sous Brejnev va consister en une reprise en main systématique des partis nationaux (ukrainien, géorgien, azerbaïdjan), afin de couper court à toute tendance à l'autonomisation. Cette politique de contrôle renforcé et de russification s'accompagne, à partir de 1965, d'une répression très dure à l'égard des mouvements nationaux, en Ukraine tout particulièrement. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'éviction de Chelest et de Mjavanadze, respectivement membres du PC ukrainien et du PC géorgien.

Femmes posant des briques à Novosibirsk

Cette analyse de l'opposition démocratique ne doit pas faire oublier l'importance qu'elle revêt. D'une part, c'est la première fois depuis l'écrasement de l'Opposition de Gauche à la fin des années 20, que la lutte contre l'arbitraire bureaucratique revêt une telle ampleur. Non seulement le mouvement s'est donné une certaine cohésion, mais aussi, à travers les textes du Samizdat, il a permis un large échange d'idées, quelles que confuses qu'elles puissent être, hors du cadre sclérosé de la pensée bureaucratique officielle. Ce processus de repolitisation est en soi un phénomène extrêmement important. D'autre part, il faut souligner l'importance de la lutte pour les libertés démocratiques qui, en Union soviétique, revêt un caractère particulièrement explosif. Ces revendications sont et demeurent des revendications essentielles de la lutte antibureaucratique. Plus fondamentalement, il ne s'agit pas ici de peser les mérites et les défauts de l'opposition en lui opposant une opposition marxiste-révolutionnaire structurée - hélas, encore imaginaire -, mais de comprendre comment tant dans son idéologie, son action et sa crise actuelle, l'opposition est le reflet plus ou moins direct de la réalité sociale et politique de l'URSS dans les quinze dernières années. L'évolution de l'opposition et les clivages qui se sont manifestés en son sein ne sont nullement stables et définitifs. Ils sont avant tout la conséquence du blocage de la situation objective et de l'impossibilité où s'est trouvée l'opposition intellectuelle à mordre réellement sur la réalité sociale et politique. La fin de la passivité de la classe ouvrière et le développement d'un large mouvement antibureaucratique peut être l'occasion, comme le montre l'expérience en Pologne et en Hongrie (1956), et en Tchécoslovaquie (1968), d'un processus de clarification et de radicalisation d'au moins une partie importante de l'intelligentsia.

La passivité des masses soviétiques, de la classe ouvrière en premier lieu, est également la cause et la conséquence de la stabilité dont a réussi à bénéficier la bureaucratie soviétique. Il importe de bien comprendre ce que nous entendons par passivité de la classe ouvrière d'une part, les raisons de cette passivité d'autre part. En parlant de passivité, nous ne nions pas l'existence d'un profond mécontentement, qui a parfois pris la forme de grèves et de manifestations de rue, comme à Dniepropetrovsk et Dnieproderzinsk en 72 et 73 (cf. Holubenko : la classe ouvrière soviétique, Critique Communiste No. 3); mais ce mécontentement se traduit essentiellement par des formes de résistance (collective ou individuelle) au niveau de l'entreprise : absentéisme, mobilité, faible productivité du travail; autrement dit, la classe ouvrière n'a pas encore fait, en tant que classe, sa réapparition sur la scène politique. Cette passivité s'explique, semble-t-il, non seulement par des traits permanents de la société soviétique sous le règne de la bureaucratie : politique systématique de dépolitisation, d'atomisation et de répression menée par les bureaucrates, mais aussi en partie conjoncturelles, c'est-à-dire par un certain nombre de concessions économiques de la part de la bureaucratie, suite à la période de profondes tensions sociales qui avait précédé l'éviction de Khroutchev. Ces concessions économiques sont liées, surtout dans les années 65-70 à la croissance relativement plus rapide du secteur B (biens de consommation), qui est, pour une large part, liée aux premiers effets du lancement de la réforme économique. Parallèlement, durant ces mêmes années, les salaires connaissent une progression relativement rapide (+ 26 % de 66 à 70), alors que la productivité ne progresse que très lentement. L'incapacité de la bureaucratie à assurer la poursuite, dans les années 70, de la croissance du secteur B, et le freinage tout aussi net de la croissance des salaires créent aujourd'hui les conditions pour une remontée importante des tensions sociales, qui peut déboucher sur une crise ouverte. Comme nous le verrons ci-dessous, la distorsion entre les besoins des masses soviétiques et la capacité de la bureaucratie à les satisfaire, distorsion qui apparaît très clairement au travers des résultats du IX° Plan qui vient de se terminer, ne peut que s'aggraver dans les années à venir, si l'on en croit les objectifs fixés par le prochain plan quinquennal.

La politique économique de Brejnev

La lecture du tableau donnant les résultats et les objectifs des trois derniers plans quinquennaux permet d'avoir une première idée des difficultés économiques auxquelles se trouvent confrontés aujourd'hui les dirigeants du Kremlin.

En dehors du ralentissement général de la croissance de l'économie soviétique, ce tableau met en évidence les principaux points d'achoppement et les facteurs potentiels de crise : l'agriculture et le secteur des biens de consommation (secteur B), avec les conséquences directes sur le niveau de vie des masses soviétiques. Les objectifs du IX° Plan quinquennal, qui s'est achevé en 1975, témoignaient de la volonté de la bureaucratie d'assurer le développement prioritaire du secteur B sur le secteur A. C'était le premier plan qui marquait une rupture avec la logique traditionnelle du développement prioritaire du secteur des moyens de production.

RESULTATS ET OBJECTIFS DES PLANS QUINQUENNAUX

	VIII° PLAN (1966-70) Résultats	IX° PLAN (1971-1975) Objectifs	IX° PLAN (1971-1975) Résultats	X° PLAN (1976-80) Objectifs
Secteur A	51 %	46 %	46 %	38-39 %
Secteur B	50	49	37	26-28
Productivité	32	39	34	30-34
Agriculture	23	22	13	14-17
Salaires	26	22	20	16-18
Revenu/Hab.	33	31	24	20-22

(Les pourcentages indiquent des taux de croissance sur les cinq années)

Les résultats témoignent d'un échec patent : 37 % au lieu des 49 % prévus à l'origine. L'échec est de taille. Les raisons de cet échec ont été analysées à plusieurs reprises dans Inprecor (1). Aussi, nous nous contenterons de les rappeler brièvement ici :

- la crise permanente de l'agriculture, que les efforts considérables entrepris depuis 1965 (investissements, améliorations du niveau de vie des kolkhoziens), n'ont pas résolu, comme en témoignent les récoltes particulièrement catastrophiques de 72 et 75. L'industrie légère, et en particulier l'industrie alimentaire, subit directement les contrecoups de la situation catastrophique de l'agriculture.

- L'hypercentralisation, qui est le trait caractéristique de la gestion bureaucratique de l'économie, tend à favoriser le développement du secteur A.

- L'action de groupes d'intérêts, internes à la bureaucratie, qui se sont constitués autour du développement prioritaire du secteur A ("les dévoreurs d'acier", pour reprendre l'expression de Khroutchev).

Le problème de la croissance du secteur B, de manière à assurer une certaine croissance du niveau de vie des masses soviétiques est un souci permanent des bureaucrates depuis la mort de Staline, qui comprennent que sinon ils risquent de se trouver confrontés à une montée rapide du mécontentement des masses soviétiques. Mais, en même temps, le développement de ce secteur implique des choix qui risquent de remettre en cause le contrôle absolu de la bureaucratie sur le fonctionnement de l'économie. Ce qui s'est passé avec la réforme économique de 65 est significatif de ce point de vue : l'élaboration de la réforme économique, qui impliquait le retour à certains mécanismes du marché, devait permettre une progression plus rapide du secteur des biens de consommation. Et, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, c'est ce qui s'est passé dans les années 68-70. Mais le minimum de décentralisation des décisions au niveau de l'entreprise est apparu très vite comme nourrissant des tendances centrifuges contradictoires avec le contrôle absolu que les bureaucrates veulent conserver sur l'économie. La réponse à cette contradiction fut l'enterrement de la réforme. Lors du plénum de décembre 1969, Brejnev réaffirme, contre les "gestionnaires", le rôle dirigeant du Parti dans l'économie. La clef des problèmes est présentée comme résidant dans un renforcement de la discipline du travail. L'importation massive de technologie occidentale - et des recettes de la psycho-sociologie américaine - constitue le deuxième volet de cette politique. Les appels à la discipline et à l'efficacité vont se traduire en premier lieu par une subordination croissante des salaires à l'accroissement de la productivité. Par contre, l'efficacité au niveau des mesures adoptées est pour le moins discutable, comme le montrent les résultats du dernier Plan. Ce qui n'empêchera pas Brejnev, dans son rapport au XXV° Congrès, de blanchir le Parti de toute responsabilité dans la faillite actuelle, en rejetant, une nouvelle fois, la responsabilité sur les "gestionnaires" qui ont si mal appliqué la juste ligne économique !

L'échec partiel du IX° Plan quinquennal place la bureaucratie devant un certain nombre de choix :

- poursuite ou non de l'effort considérable entrepris dans l'agriculture;

- continuation ou non des importations massives de technologie occidentale, ce qui signifie un renforcement de la dépendance économique à l'égard du marché mondial; de plus, étant donné la structure des échanges Est-Ouest, la crise en Occident risque d'avoir de sérieuses conséquences sur la poursuite des échanges;

- developpement rapide ou non du secteur des biens de consommation.

Le rapport de Kossiguine au XXV° Congrès, où sont présentés les principaux objectifs du prochain plan, montre que par rapport au plan précédent, il n'y a pas de rupture fondamentale sur les deux premiers points : la politique d'investissements massifs dans l'agriculture est reconduite; quant aux rapports avec le marché mondial, si un ralentissement est prévisible, il ne semble pas que les dirigeants du Kremlin aient aujourd'hui la possibilité de remettre en cause cette dépendance. Le fait le plus marquant du prochain plan - et il est difficile de parler sur ce point d'innovation - est le retour au développement prioritaire du secteur A, qui se voit fixer un taux de croissance relativement fort : 38 à 42 %, alors que le taux de croissance du secteur B est fixé entre 26 et 28 %. De plus, conséquence des difficultés agricoles, cette croissance du sec-

teur B semble reposer essentiellement sur le développement de la production de biens de consommation de moyenne durée et longue durée : électro-ménager, télévisions, automobiles, etc. Par contre, il ne semble pas que des progrès sensibles doivent être enregistrés dans le domaine de l'industrie alimentaire, en particulier du fait de sa dépendance particulièrement étroite de la situation agricole. Ainsi, la production de viande, jusqu'en 1980, restera au niveau de celle de 1975 (autour de 15 millions de tonnes). Quant aux salaires, leur rythme de croissance sera à l'image de celui du secteur des biens de consommation, et même nettement inférieur, dans la mesure où la croissance prévue n'est que de 16 à 18 %. Une fois encore, la bureaucratie cherche à résoudre ses difficultés économiques sur le dos des travailleurs.

La fin de la stabilité ?

Ce bilan rapide de la politique menée par les dirigeants du Kremlin durant ces douze dernières années a essayé de mettre en évidence les raisons profondes de cette stabilité dont ils ont bénéficié. La position de force de Brejnev au XXV° Congrès témoigne du fait que le maître d'oeuvre de cette politique a relativement bien réussi dans les objectifs qu'il s'était fixés. Mais les raisons profondes de cette stabilité semblent aujourd'hui sur le point de s'épuiser, malgré l'image que s'efforce de donner à l'extérieur la bureaucratie. En effet, comme nous avons essayé de le montrer, cette stabilité masque en fait une profonde fragilité, dans la mesure où elle n'a été que le résultat du contournement des contradictions fondamentales de la société bureaucratique, contournement mené avec un certain brio, il faut le reconnaître. Cet épuisement des raisons profondes de la stabilité se manifeste à différents niveaux :

- le vieillissement de l'équipe dirigeante actuelle en est un symbole. Même si la maladie de Brejnev n'est, apparemment, plus d'actualité, l'âge canonique de la plupart des dirigeants pose objectivement le problème de la succession, si ce n'est celui de leur départ. Le fait que les ancêtres du Politbureau (Pelche - 78 ans, Souslov - 75 ans) restent en place témoigne de la crispation des différents courants face aux problèmes que soulève tout renouvellement de l'équipe dirigeante. Les problèmes de succession voient généralement la cristallisation des fractions et des cliques, dans la mesure où cela est lié à un rééquilibrage des différents groupes d'intérêt et des féodalités au sein de la bureaucratie - la "colonisation" du PC ukrainien par des bureaucrates de confiance de Brejnev suite à l'éviction de Chelest en est un exemple.

- La bureaucratie n'a répondu aux exigences de démocratisation émanant de l'intelligentsia que par la répression. Une telle réponse ne saurait être efficace qu'à court terme; on ne résoud pas un problème en mettant dans des camps ou des hôpitaux psychiatriques spéciaux ceux qui le posent. L'importance des luttes menées dans les camps sur le statut de prisonniers politiques et pour une amnistie générale témoigne, d'une manière quelque peu paradoxale, de la permanence aigüe du problème.

- Au niveau national, le renforcement de la politique de centralisation et de russification à outrance, doublée d'une répression très dure des différents mouvements d'opposition nationale, ont là encore obtenu des résultats à très court terme. En fait, cette politique n'a fait que renforcer les revendications nationales qui apparaissent aujourd'hui comme une des contradictions les plus explosives.

- La gestion bureaucratique de l'économie manifeste clairement sa faillite dans les objectifs du prochain plan, qui consacre à nouveau la vieille logique stalinienne du développement prioritaire du secteur A sur le secteur B. Les conséquences de cette politique sur le niveau de vie des masses, qui est promis à une quasi-stagnation pour les cinq années à venir, risquent de susciter des tensions sociales toujours plus fortes et déboucher sur une remontée brusque du mouvement des masses.

Tous les facteurs que nous venons d'énumérer sont des facteurs de déséquilibre au sein même de la bureaucratie, dans la mesure où les problèmes de succession risquent de se poser dans une période d'intenses tensions sociales et nationales. Cela peut amener à la cristallisation de fractions toujours plus irréductibles et à une lutte ouverte au sein de la bureaucratie. La stabilité de la direction actuelle, qui est à la fois cause et conséquence de l'absence de mouvements de masse importants, risque de prendre fin de façon assez brutale. La capacité qu'aura la bureaucratie à assurer dans le calme la période qui s'ouvre présuppose le maintien de l'équilibre actuel des forces politiques et sociales. Transition-stagnation, car on ne peut être que sceptique quant à la possibilité qu'aurait la bureaucratie de désamorcer les contradictions trop longtemps accumulées, par une libéralisation calculée. En tout cas, rien ne permet de penser qu'elle soit prête à s'engager sur cette voie qu'elle sait, par expérience, dangereuse.

Fin de la période brejnevienne ? Certainement. Même s'il est encore difficile de prévoir les échéances, qui dépendent, en premier lieu, de la remontée à plus ou moins court terme du mouvement des masses qui bouleversera toutes les données de la situation.

NOTE :
(1) cf. Inprecor No. 26, No. 37; IV° Internationale No. 7-8 (octobre 73)

à propos de — J.MEDVEDEV

Dans cette interview, réalisée à notre demande à Londres en novembre 1975, les positions que développe J. Medvedev reflètent les analyses et les perspectives avancées par un courant de l'opposition, généralement appelé "les démocrates du Parti" (Medvedev utilise également le terme de "marxistes libéraux"), dont le principal animateur est Roy Medvedev, le frère de Jaurès. L'appellation de démocrates du Parti renvoie à l'analyse développée par Roy sur les différents courants internes au PCUS. Fondamentalement, il distingue trois courants : les néo-staliniens, les conservateurs et enfin les libéraux. L'équipe dirigeante actuelle serait composée majoritairement de conservateurs (avec Brejnev comme tête de file) et de néo-staliniens (dont Souslov serait le principal représentant). Quant aux libéraux, ils ne sont présents qu'à des échelons inférieurs de l'appareil et leur poids serait relativement réduit. Pour les Medvedev, la démocratisation passe par le renforcement du courant des libéraux et leur accession à des postes dirigeants. Aussi, et c'est ce qui les distingue, tant des oppositionnels comme Sakharov que des courants ~~représentés~~ communistes représentés par Grigorenko, Pliouchtch, ils situent essentiellement leur action en direction du Parti. Ces positions s'expriment très clairement dans les différents textes et déclarations récentes de Roy Medvedev. Ainsi dans Problèmes de la démocratisation et de la détente, il écrit : "Toute avancée vers une démocratisation plus consistante, vers une plus grande tolérance envers les dissidents, vers une politique intérieure plus flexible et raisonnable n'est aujourd'hui possible en URSS que comme le résultat de certaines initiatives "venant d'en haut", supportées "d'en bas", et non comme le résultat de pressions "venant d'en bas". Le besoin d'une large démocratisation de la société soviétique se fait sentir depuis longtemps. C'est, en fait, la plus importante condition pour une accélération du développement économique, politique, social et culturel de notre pays. Seule une authentique démocratie socialiste peut donner naissance aux nouvelles forces motrices qui sont nécessaires pour restaurer la santé et la vie de tout le système des institutions et des organisations soviétiques. Cependant, la passivité politique de la population "en bas" est tout aussi évidente. Les gens ont appris à être si silencieux et sont à ce point culpabilisés que ni les oppositionnels, ni même certains petits groupes d'oppositionnels, ne sont capables de susciter un mouvement de masse capable de provoquer de réels changements politiques. Les masses ne pourraient se mettre en mouvement que dans une situation de crise politique ou économique sérieuse. Une telle perspective n'est ni probable, ni désirable".

Les conclusions pratiques qui découlent de cette analyse impliquent la priorité à une activité propagandiste essentiellement dirigée vers les membres du Parti et de l'intelligentsia. Il faut souligner, à ce propos, l'importance et l'intérêt de deux ouvrages de Roy Medvedev, parus en français, le Stalinisme et De la démocratie socialiste, qui constituent un apport important dans la connaissance et l'analyse de l'URSS. On est d'ailleurs frappé, à la lecture de ces ouvrages, par le décalage qui se manifeste entre l'analyse de la société soviétique et les perspectives d'action qui sont développées.

Certes, nous ne partageons pas certaines des analyses que font Roy et son frère Jaurès, en particulier quant au rôle des différentes forces sociales dans la lutte antibureaucratique, mais nous pensons que l'ouverture d'un large débat entre les marxistes-révolutionnaires et ce courant important de l'opposition est urgente et nécessaire. La publication de cette interview est un premier pas dans ce sens. (Signalons, enfin, la prochaine publication chez Maspero, de larges extraits de la revue XXème Siècle, revue diffusée dans le Samizdat depuis plus d'un an par Roy Medvedev).

Jaurès MEDVEDEV. Né à Tbilissi en Géorgie. Son père, philosophe et membre du Parti, est arrêté et déporté en 1937. Il meurt dans un camp en 1941. J. Medvedev, généticien et biochimiste de renommée mondiale, participe à la lutte contre la réhabilitation de Staline. En mai 1970, il est interné dans un hôpital psychiatrique, sous prétexte d'une expertise médicale. Une large mobilisation de l'intelligentsia scientifique soviétique et internationale le fera libérer quelques mois plus tard. Vivant actuellement à Londres, J. Medvedev a publié, en particulier, Grandeur et chute de Lyssenko, 10 ans après Ivan Denissovitch, Qui est fou ? (à propos de son internement dans un hôpital psychiatrique), ce dernier ouvrage en collaboration avec son frère Roy.

interview

Inprecor : Si dans les années 60 les différents groupes dissidents ont fait preuve d'une certaine unité, une certaine différenciation s est produite par la suite; certains chefs de file les plus connus ont été forcés d émigrer; de violentes discussions ont eu lieu dans l'émigration et en Union Soviétique entre les différents groupes de dissidents. Pensez-vous que l'on puisse parler de crise de l'opposition aujourd'hui en Union Soviétique ? Et dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Medvedev : Effectivement, on peut estimer qu'il y a une crise, qui s'est traduite d'une part par de grandes discussions et des désaccords profonds entre les différents groupes, d'autre part par une diminution de leur influence en Union Soviétique et, d'une certaine façon, de leur popularité à l'étranger. Les raisons de cette crise sont multiples. La première raison, évidemment, ce sont les mesures énergiques prises par les autorités contre ce mouvement. Cela est apparu de façon particulièrement brutale en 1973 lors du procès de Yakir et Krassine, qui, au départ, bénéficiaient d'une grande notoriété. Mais lors de l'instruction et du procès, ils ont pleinement collaboré avec le KGB, reconnu leurs fautes, exprimé un complet repentir et compromis un très grand nombre de personnes. A l'occasion de l'affaire Yakir-Krassine, plus de 200 témoins ont été convoqués : presque tous les membres actifs des différents groupes ont été convoqués pour des interrogatoires. L'affaire Yakir-Krassine a jeté un certain discrédit. Yakir et Krassine non seulement ont complètement collaboré avec le KGB (1), mais ils ont également fait des faux témoignages. Non seulement ils ont raconté tout ce qui s'était passé, non seulement ils ont parlé de leurs liens avec les groupes d'émigrés, avec le NTS (2) en particulier, et de l'argent qu'ils en avaient reçu, mais aussi, lors d'une conférence de presse, donné de faux témoignages, en affirmant qu'il n'y avait aucune persécution contre qui que ce soit, que les hôpitaux psychiatriques, les documents comme la "Chronique des événements courants" (3) étaient des inventions calomnieuses etc. Ils se sont conduits comme de véritables provocateurs. Et cette affaire, où l'un des groupes les plus connus à l'étranger a joué un tel rôle, a eu une influence très démoralisatrice à ce moment-là. De plus, cela a coïncidé avec la très vive campagne contre Sakharov et Soljenitsyne, en liaison avec la publication de l'Archipel du Goulag. A la suite de quoi, Soljenitsyne fut expulsé. Quant à Sakharov, il a perdu de son influence : auparavant, il intervenait sur des problèmes économiques et politiques, les droits civiques, la liberté de presse, etc., d'un point de vue socialiste libéral. Il est passé à des positions antisocialistes et a commencé à limiter ses revendications essentiellement aux problèmes de l'émigration et de l'amendement Jackson. Il a invité le Congrès américain et le Sénat à adopter l'amendement Jackson (4), croyant que cela obligerait le gouvernement soviétique à faire des concessions; c'était une erreur, car il était clair pour quiconque connaît l'Union soviétique que le gouvernement soviétique ne ferait pas de concessions sous la pression de l'amendement Jackson, mais qu'au contraire cela aurait des conséquences négatives.

Soljenitsyne, qui jouissait d'une grande popularité en tant qu'écrivain et leader moral ayant souffert dans les camps, a publié, une fois en Occident, sa Lettre aux dirigeants soviétiques, dans laquelle il prenait pratiquement parti pour un régime monarchique. Il invitait les dirigeants soviétiques à rester à la tête de l'Etat, mais à abandonner leur idéologie et à diriger le pays avec des méthodes autoritaires, c'est-à-dire à être des dictateurs et non plus des dirigeants du Parti : ils ne devaient plus diriger au moyen du Parti, mais instaurer une dictature libérale, ce qui est tout à fait inacceptable et même étrange, surtout dans la bouche de Soljenitsyne, pour qui toute dictature devient rapidement totalitaire et sanglante. De plus, il déclarait que tous les partis et les groupes politiques devaient être interdits, seules devaient être autorisées les associations religieuses. Dans la première variante de la lettre, le seul mouvement politique qui devait subsister était le Komsomol (5). Dans la seconde variante, il a supprimé même le Komsomol. Il propose ainsi un programme dans lequel la société serait dirigée par les leaders actuels, dans la mesure où, à son avis, ils dirigent parce qu'ils ont soif du pouvoir et que leur retirer ce pouvoir provoquerait une profonde désorganisation de la société. Les partis politiques, la liberté politique ne sont pas nécessaires, seule la liberté religieuse l'est. Ces positions ont provoqué une déception parmi les membres de l'intelligentsia, les savants et les forces qui, en général, ne sont pas religieux, et sont essentiellement partisans de la liberté politique.

Inprecor : Vous pensez que la crise est donc le résultat des erreurs de certains individus, et non d'une faiblesse idéologique au départ de la majorité des groupes dissidents ?

Medvedev : C'est le résultat d'une mauvaise connaissance de l'histoire et du travail politique. Par exemple, Soljenitsyne prend position contre Marx. Au cours d'une conférence de presse à Stockholm, il a fait une citation de Marx, tirée de la correspondance entre Marx et Engels; mais cela ne signifie pas qu'il l'ait lue. On lui avait donné cette citation, des extraits détachés de leur contexte. C'est la même chose avec Chafarevitch : il cite Marx, mais, comme il est facile de le vérifier, certains des extraits, des citations ne sont pas des citations de Marx, mais d'autres auteurs, cités et critiqués par Marx. "Marx, tome X, page Y", cela donne souvent une citation absurde. Il pense que c'est Marx, mais en fait ce n'est pas Marx, mais Dühring ou quelqu'un d'autre. Cela provient d'une mauvaise formation philosophique,

d'une mauvaise connaissance de ces disciplines. Vous pouvez vous en rendre compte si vous lisez l'article de Chafarevitch dans le recueil Des voix sous les décombres. C'est un article complètement absurde, où la société socialiste est assimilée à la société des Incas d'Amérique, plus tous les défauts de la société de la Grèce antique et de je ne sais quoi encore. Il critique toutes les idées socialistes, en remontant jusqu'à Platon... Soljenitsyne, dans son intervention, critique toute idée de révolution, en commençant par la révolution française et Marat; alors qu'il n'y a pas de lien direct avec les problèmes d'aujourd'hui qui permette de faire de telles analogies. Aussi, ces prises de position politique extrêmement infantiles et primitives, et leur ignorance complète des causes réelles des événements ont provoqué un profond désenchantement à l'égard de ces personnalités qui occupaient une place prépondérante, tant en Union soviétique que dans la presse étrangère. Cela a eu un effet démoralisateur.

L'Archipel du Goulag aurait pu avoir une grande importance, si seulement Soljenitsyne n'avait pas publié la Lettre et s'il n'avait pas exagéré les chiffres. Dans une déclaration récente, il affirmait que 66 millions de personnes étaient mortes dans les camps, et 44 millions pendant la guerre, ce qui fait 110 millions de morts au total, un chiffre tout à fait exagéré, qui pose le problème de la liberté que Soljenitsyne prend avec les faits. Même, il a déclaré que c'est Chliapnikov qui fut le dirigeant principal de la Révolution d'Octobre, et que Lénine n'a pas été le fondateur du Parti bolchévik. Ces déclarations et d'autres déclarations du même genre montrent qu'il est très mal préparé à intervenir sur ces sujets. D'autres personnalités, comme Maximov, se sont mis dans la même situation. Quant à Sakharov, s'il a fait de nombreuses erreurs et des déclarations inexactes, il a conservé sa popularité, car c'est un homme beaucoup plus tolérant, beaucoup plus modeste; il ne parle pas comme un prophète, mais exprime son opinion personnelle, sans le faire du haut d'une tribune messianique; il n'appelle pas, en se posant en leader moral absolu, les gens à se repentir. Aussi, lorsqu'il exprime une idée ou commet une erreur, les gens comprennent que ce sont ses propres erreurs, que simplement il n'est pas suffisamment informé, ce qui évidemment n'est pas très bien, mais compréhensible : tout le monde ne peut pas tout savoir. Le fait qu'il soit toujours prêt à participer à des activités de défense, à lutter pour les libertés politiques, les droits des minorités lui a valu une grande sympathie de la part des gens,qui vivent tant en Union soviétique qu'à l'étranger. Il a de grandes qualités personnelles, et c'est pourquoi on lui pardonne plus. Mais, si du fait de sa gloire grandissante, il se lance dans des déclarations plus générales, cela ne peut que lui faire du tort. J'espère qu'il aura assez de sagesse pour s'abstenir. Déjà dans son dernier livre, Mon pays et le monde (publié en 1975), il tire un grand nombre de conclusions inexactes. Il va même jusqu'à attaquer les Américains pour n'avoir pas gagné la guerre du Vietnam et s'être retirés, ce qui est, d'après lui, une preuve de faiblesse. Il prend le parti des Américains. Il critique l'Amérique pour avoir quitté le Vietnam en abandonnant ses alliés, au lieu d'y envoyer un puissant corps expéditionnaire. C'est une absurdité, qui provient d'une mauvaise connaissance de ce qui s'est passé au Vietnam et de ce qui s'y passe aujourd'hui; un corps expéditionnaire puissant n'aurait rien changé; seul un génocide aurait permis l'instauration de la domination américaine au Vietnam. Il faut rappeler qu'en 1968 et 1970 Sakharov avait violemment condamné les Américains pour leur intervention au Vietnam.

Inprecor : Que pensez-vous des positions de Grigorenko, en particulier de ce qu'il dit sur la dégénérescence de l'Etat soviétique ?

Medvedev : Grigorenko parle peu actuellement. Après les nombreuses années passées dans un hôpital psychiatrique, il est déjà âgé et n'a plus une grande activité politique. Ses travaux antérieurs connus sont, pour la plupart très brillants; ils se distinguent avant tout par un grand enthousiasme intérieur, une profonde conviction. Sur un grand nombre de points, il a raison; il comprenait mieux les structures de l'appareil bureaucratique et son fonctionnement. Il en était, d'une certaine façon, plus proche, car il avait été général, professeur dans une académie militaire, ce qui implique qu'il connaissait mieux tout ce système. Aussi, quand il parle de la dégénérescence bureaucratique, de la défaite pendant la guerre, il a, sans contredit, raison. Mais sur d'autres points, il a surestimé ses possibilités. Dans les conditions où il a développé son activité, il n'a pas compris l'impossibilité qu'il y avait à créer une organisation active, puissante, qui puisse avoir une influence sur le cours des événements. Il était persuadé qu'il était possible de créer un mouvement d'opposition organisé selon les principes d'une plus grande discipline. Il avait encore un peu le complexe du général. Il était très difficile de discuter avec lui ; il s'efforçait d'imposer son point de vue. C'est ce qui a écarté de lui un grand nombre de gens, qui éprouvaient de la sympathie pour lui et qui auraient pu travailler avec lui. Du fait de ces traits de caractère et de son aspiration à un changement rapide, il n'a pas réussi à attirer les gens. Le fait de vouloir remporter une victoire rapide et de définir ses projets stratégiques dans cette perspective l'a empêché de faire calmement un travail politique prudent. Il a cherché à trouver une solution rapide, il a été très impatient, très imprudent. C'est ce qui a aidé à le faire tomber dans un piège; en l'abusant, on l'a attiré en Ouzbekistan et arrêté, ce que l'on n'osait pas faire à Moscou. Il lui aurait fallu montrer plus de prudence et d'esprit de suite. Grigorenko est une des figures les plus pures du point de vue politique. Quand

on lit son oeuvre, on sent toute sa sincérité, toute sa pureté; il a agi à cause de ses convictions idéologiques profondes, sans s'arrêter sur les risques qu'il courrait. Il y a parfois, chez les autres, une certaine hypocrisie, on les sent trop attentifs à exprimer des idées susceptibles de recevoir un large écho à l'étranger, de bénéficier de l'attention et du soutien de la presse internationale et de faire sensation. On ne trouve rien de tout cela chez Grigorenko; il n'est nullement préoccupé par l'idée de faire du bruit : il a cherché à mobiliser les forces intérieures et non extérieures. C'est là son grand mérite.

Inprecor : En parlant de Grigorenko, vous avez soulevé les problèmes de tactique : que faut-il faire ? comment faut-il le faire ? Lors de la table ronde (6), si je vous ai bien compris, vous avez déclaré qu'il importait de dire et de faire uniquement ce qui peut être repris par un homme qui ne bénéficie pas de la protection de l'opinion internationale. S'agit-il d'un problème tactique ou pensez-vous qu'il faille se limiter aux cadres étroits de la légalité soviétique, telle que la comprennent les actuels dirigeants soviétiques, et qu'il faille, pour changer la société soviétique, suivre les règles du jeu définies par les dirigeants soviétiques ? Est-ce uniquement une question tactique, pour éviter de provoquer la répression, ou pensez-vous que la seule voie juste est de ne pas entrer en conflit ouvert avec le pouvoir ?

Medvedev : Je ne pense pas qu'il faille séparer les problèmes tactiques du problème des résultats, parce que choisir une tactique juste signifie que l'on obtient quelque résultat au niveau de l'action. De toutes façons, ce n'est jamais un problème individuel. Quand on lit le livre autobiographique de Soljenitsyne, le Chêne et le veau, il apparaît clairement que Soljenitsyne pensait qu'à lui seul il pourrait changer le caractère de la société; qu'il lui suffirait de publier ce livre et qu'alors le régime ne pourrait se maintenir. Il pensait que son livre, l'Archipel du Goulag - qui est sans aucun doute un livre très fort - ferait s'écrouler le régime tout entier. Penser qu'à lui seul il pourrait abattre le régime était un point de vue parfaitement utopique. Aussi, quiconque veut atteindre quelques changements doit gagner à sa cause non pas une ou deux personnes, mais un groupe plus important, qui soit sensibilisé et qui souhaite ces changements. Le sommet de l'appareil n'est pas seul à décider; la couche intermédiaire de la bureaucratie et de l'intelligentsia possède une force relativement grande, qui, certes, ne se manifeste pas de façon synchronisée, mais qui finit par apparaître : ce sont ces gens-là qui élaborent les projets, les plans; ce sont eux qui rédigent les discours de Brejnev. Tous ces gens qui participent directement à la rédaction des projets, qui travaillent dans divers comités, finissent par provoquer certains changements. Par exemple, on parle cette année, d'une aggravation de la répression. Mais si l'on examine les dernières attributions de prix littéraires, on s'aperçoit que les deux auteurs qui ont reçu les prix, Fëdor Abramov et Troepolsky sont deux auteurs de Novy Mir, qui faisaient partie de l'équipe de Tvardovsky qui a été persécutée et dont les oeuvres s'étaient frayées un chemin avec peine. Abramov a eu beaucoup de mal à faire imprimer son oeuvre, on lui a fait toutes sortes d'histoires. Troepolsky ne réussissait pas à faire imprimer le livre pour lequel il a finalement reçu un prix. C'est un livre sur un chien, mais en fait le thème est social. Il l'a fait imprimer comme un livre sur les animaux dans la revue Science et vie ; ce n'est qu'ainsi qu'il a pu passer à travers la censure. Dans d'autres revues littéraires, il n'aurait pas pu passer. Et aujourd'hui cette oeuvre a reçu un prix important.

Dans le domaine littéraire, un progrès s'est produit. On tient compte de la qualité et de l'intérêt des lecteurs pour une oeuvre. Si une oeuvre a suscité de l'intérêt, si elle a rencontré un large écho chez les lecteurs, cela est considéré comme une qualité; les aspects idéologiques de l'oeuvre ne sont plus les seuls à être pris en considération.

Aussi, cette couche de la société a, dès à présent, une grande importance en Union soviétique. Pour toute activité politique d'opposition, il est très important d'avoir des contacts avec cette couche, avec les milieux scientifiques et ceux de l'intelligentsia créatrice. Il est très important pour quelqu'un comme Roy Medvedev que son livre ait été lu, y compris par des gens qui sont parfois membres du Parti, qui travaillent dans l'appareil du Parti, pour qu'ils comprennent qu'il décrit des insuffisances politiques, économiques et peut-être historiques, qui sont réelles, qu'ils comprennent que tout cela est vrai et que ses recommandations sont des choses utiles. C'est un problème tactique, mais qui est lié à des conditions plus générales. Si brusquement il se met à écrire qu'il faut effectuer la dénationalisation de l'économie, ou si quelqu'un se présente avec un programme comme le "Programme démocratique" - dont on ignore qui en est l'auteur -, où il est écrit que le système capitaliste a fait la preuve de sa vitalité, et le système socialiste celle de son absence de vitalité, on se prive de toute possibilité de contact avec des gens qui, peut être, pensent la même chose, mais qui ne le diront jamais ouvertement. De plus, les plus sérieux d'entre eux comprennent de toutes façons qu'un grand nombre de changements sociaux sont inévitables, que pour l'Union soviétique toutes les possibilités de développement ne sont pas ouvertes, que seules certaines d'entre elles sont ouvertes et que, parmi celles-ci, il faut choisir les meilleures. En 1969-70, Roy publiait son Journal politique - les deux tomes sont déjà parus -; dans le premier tome il y a un article de politique étrangère où il critique ouvertement la politique soviétique au Moyen Orient. Il écrit que

Nasser était l'unique garantie de la stabilité de la politique soviétique, son unique soutien et le seul fondement de la collaboration entre l'Union soviétique et les Arabes. Nasser entretenait des relations amicales avec l'URSS et menait une telle politique, et c'est tout. Mis à part Nasser, rien de solide n'unissait les intérêts de l'Union soviétique et ceux de l'Egypte. Il critiquait le fait qu'un homme était le seul fondement de cette politique et prédisait que si Nasser disparaissait, l'union entre l'URSS et l'Egypte s'effondrerait, parce qu'il s'agissait de structures sociales tout à fait différentes. Et c'est ce qui s'est passé. Une fois Nasser disparu, Sadate a changé de direction, et aujourd'hui, je pense qu'il est avant tout sous l'influence de l'Amérique, qu'il dépend beaucoup plus de la politique américaine que de la politique soviétique. L'analyse de Roy sur ce point s'est avérée parfaitement juste.

Inprecor : Vous parlez des experts et de la nécessité d'exercer une influence sur eux. Mais beaucoup de marxistes, en tout cas en Occident, estiment que les intérêts des experts sont très liés aux intérêts de la bureaucratie. Aussi toute politique qui nuirait aux intérêts de la bureaucratie risque de ne pas recevoir le soutien des experts.

Medvedev : Ils sont, certes, liés, mais il ne faut pas oublier que c'est l'élite dirigeante qui a le pouvoir; les experts, eux, ont des privilèges intellectuels, matériels, moraux..., ce qui est une chose toute à fait différente. Par conséquent, pour quelqu'un qui se présente comme expert - admettons que nous l'appelons ainsi - ce qui l'intéresse, mis à part une belle datcha, mise à part sa situation, ce sont certaines libertés démocratiques, c'est la liberté de se déplacer, de voyager. Voilà ses centres d'intérêt. Il veut pouvoir aller à l'étranger, visiter Rome, l'Italie, Paris, profiter de tous les biens de la culture occidentale, lire librement la littérature étrangère, dans le texte original ou en traduction. Il souhaite avoir des amis parmi ses collègues étrangers, que ce soit un directeur d'Institut aux USA, un sociologue, peu importe. Il aimerait avoir des contacts avec des spécialistes. Ses intérêts ne sont pas seulement le service du gouvernement, c'est aussi la liberté, une certaine sécurité : ne pas être arrêté ou chassé de son travail pour avoir exprimé une idée qui va à l'encontre du dogme officiel. Ils ont les mêmes intérêts que les autres.

Inprecor : Cela est exact, mais comment pensez-vous qu'ils réagiront face à ce qui peut paraître comme une question purement théorique dans le cas de l'URSS d'aujourd'hui, mais qui ne le sera pas nécessairement demain : l'apparition en URSS de conseils ouvriers. Je pose cette question non par dogmatisme, mais l'histoire a montré que partout où sont apparus de grands conflits - en Hongrie en 56, en Pologne la même année, en Tchécoslovaquie en 68, en partie en Pologne à la fin 70 - , des conseils ouvriers se sont constitués. Ne pensez-vous pas qu'à de tels moments, moments d'extrême exacerbation du conflit politique et social, les experts se retrouveraient de l'autre côté, du côté du pouvoir, du côté de la bureaucratie ?

Medvedev : Les réactions seront différenciées. Il ne faut pas généraliser. Comme je l'ai déjà dit, il y a eu un groupe de marxistes libéraux, que l'on peut ranger dans la catégorie des experts, et qui a élaboré des idées libérales. Ce groupe pourrait se ranger du côté des conseils ouvriers. Mais, en Union soviétique, les conseils ouvriers ne peuvent apparaître spontanément, comme cela a été le cas en Pologne et dans d'autres pays qui n'ont pas les mêmes traditions historiques que l'Union soviétique. De plus, en Union soviétique, l'industrie est beaucoup plus importante; il est difficile de la comparer avec l'industrie hongroise ou roumaine. Je pense que si l'idée des conseils ouvriers se développait, ce seraient des organes auxiliaires, consultatifs, auprès des syndicats, pour résoudre les questions des normes, des salaires. La complexité croissante du développement industriel a vu naître un grand nombre de problèmes qui ne peuvent être résolus administrativement, qui doivent être résolus correctement avec la participation des ouvriers les questions des normes de travail, des salaires, de répartition des différentes primes et beaucoup d'autres problèmes qu'il est difficile de résoudre administrativement dans les grandes entreprises. Les conseils ouvriers peuvent apparaître, mais ils ne résoudront pas des problèmes de production, mais plutôt les problèmes de la vie quotidienne, les problèmes matériels, économiques des familles ouvrières.

Inprecor : Lorsque vous parlez des traditions spécifiques de la classe ouvrière soviétique, vous faites référence non pas aux traditions de 1917, mais à des traditions plus récentes. Cela soulève le problème de la passivité apparente de la classe ouvrière soviétique. En effet, vu de l'étranger, il y a un grand silence de la société soviétique, très peu prennent la parole, la classe ouvrière encore moins que d'autres. Que pensez-vous de la situation actuelle, comment l'expliquez-vous et quelles perspectives voyez-vous ?

Medvedev : Il est difficile de dire que la classe ouvrière est passive, du moins au sens où l'on entend ce terme en Union soviétique. On peut parler de passivité de la classe ouvrière au sens où elle n'est pas à l'origine d'idées politiques nouvelles, de nouveaux courants politiques en URSS. Il est difficile de créer un groupe ouvrier, un nouveau parti ouvrier. En ce sens, la classe ouvrière est effectivement passive. Mais il s'en faut de beaucoup qu'elle soit passive, abattue, au sens où on l'entend en Union soviétique. Beaucoup de journalistes étrangers

ont demandé l'autorisation d'assister à une réunion syndicale ouvrière, mais cela leur a été refusé. Pendant les réunions syndicales ou celles du Parti, les ouvriers font des critiques très vives à l'égard de l'administration locale et centrale, des organes de la région, obkom et gorkom, de la direction de l'usine. Si dans une entreprise il existe un groupe d'ouvriers actifs et préparés, ils peuvent intervenir lors des réunions périodiques du syndicat ou du Parti, s'ils sont membres du Parti. Habituellement, cela revêt la forme de critiques très vives des insuffisances au niveau de la production, des insuffisances économiques et politiques. Cela crée une atmosphère d'activité politique. Aussi un ouvrier travaillant dans une entreprise, ne reconnaîtra jamais qu'il est passif. Comme ils n'ont pas une formation très poussée dans les différents domaines, politiques, culturels, etc., ils sont actifs essentiellement dans le domaine économique. Par ailleurs, il est facile de mobiliser les ouvriers dans les équipes de volontaires (druziny) pour lutter contre l'hooliganisme, etc. Souvent, lors des procès de dissidents, la salle du tribunal est remplie de "druzinniki", qui sont des représentants des entreprises et du Komsomol, et qui réagiront dans le sens voulu par le pouvoir. L'activité des ouvriers revêt ces différentes formes qui, en Occident, peuvent passer pour de la passivité.

Trois générations d'une famille de Moscou

Inprecor : Comment expliquez-vous cette contradiction entre les dissidents et la classe ouvrière, ou, plus exactement, certains représentants de la classe ouvrière ? Pour quelles raisons les dissidents n'ont-ils pas réussi à susciter l'intérêt de la classe ouvrière et, par là même, briser leur isolement ?

Medvedev ; Il n'y a pas de moyen de communication entre eux. Personnellement - et je pense que mon frère serait d'accord avec cela - je ne considère pas que la liberté d'émigrer, c'est-à-dire de quitter le pays et d'y rentrer librement soit la principale liberté démocratique; je pense que c'est la liberté de la presse. La liberté de la presse rend possible la communication entre les différents groupes sociaux, par le biais de publications, tracts, revues, journaux. Si, en Union soviétique, il existait une réelle liberté de la presse, comme en Angleterre, les contacts entre les intellectuels et les ouvriers, les employés ou d'autres groupes d'intellectuels seraient possibles. Un intellectuel dissident ne peut pas aller dans une usine pour y faire un discours aux travailleurs. Premièrement, on ne le laissera pas entrer; deuxièmement, personne ne l'écoutera. Aussi, il n'est pas possible aujourd'hui d'agir avec un grand nombre de personnes.

Inprecor : Dans son livre De la démocratie socialiste, Roy cite un dissident qui déclare que jusqu'à aujourd'hui, l'intelligentsia qui participe au mouvement d'opposition ne s'est battue que pour ses propres droits en tant que couche sociale et qu'elle n'a pas développé un programme plus large qui aurait pu toucher non seulement l'intelligentsia, mais aussi d'autres couches sociales, et en particulier la classe ouvrière. Roy me semble partager cette analyse. Qu'en pensez-vous personnellement ?

Medvedev : On peut être d'accord avec cela et Roy était d'accord avec cette analyse. Pour un ouvrier ou un paysan, le problème de l'émigration est une question tout à fait secondaire. Il ne prendra pas le risque de soutenir cette revendication. Beaucoup des revendications de l'intelligentsia lui apparaissent comme des revendications très lointaines, qui ne le touchent pas directement. Inversément, l'intelligentsia ne se mobilisera pas pour une question de salaires ou de répartition injuste du produit national. Il y a plusieurs exemples de mobilisation de masse dans le pays, à propos d'une répartition économique injuste, qui n'a reçu aucun appui de la part de l'intelligentsia, qui par contre réagit très vivement, par des centaines de signatures, à l'occasion d'un procès contre X ou Y. Il est juste de protester contre les procès, mais cela est insuffisant. Ainsi, lorsque l'on a supprimé les primes spéciales pour le travail pénible en Extrême-Orient et dans le Grand Nord, cela a frappé très fort des couches importantes de la classe ouvrière de ces régions. Personne ne s'est opposé à cette mesure, personne n'a protesté. Ce n'est que lorsque cette mesure a entraîné l'émigration d'un grand nombre de gens qui estimaient qu'ils étaient trop peu payés - entre le recensement de 59 et celui de 70, la Sibérie a perdu environ un million d'habitants - on a commencé à analyser les raisons de cet exode et l'on s'est aperçu que des mesures économiques mauvaises en étaient la cause principale. Cela a été établi clairement, au sommet. Les intellectuels, les économistes auraient pu le prévoir, critiquer ces mesures et, ainsi, protéger des couches importantes de travailleurs, qui se sont retrouvés brutalement dans des conditions beaucoup plus difficles.

Pour une question de droit, comme le fait que les kolkhoziens soient dépourvus de passeport intérieur, il y a beaucoup de déclarations et de protestations. Pour une question économique, les gens protestent beaucoup moins.

Par exemple, la liquidation des MTS (7) a provoqué un grand désordre économique dans l'agriculture et a eu des conséquences tout à fait négatives, mais personne n'a protesté, bien que cela ait entraîné des remous massifs parmi des travailleurs des MTS : des centaines de milliers, un million peut-être de personnes ont dû chercher du travail ailleurs, car ils refusaient de devenir membres des kolkhozes, dans la mesure où cela signifiait la perte des privilèges qu'ils avaient en tant qu'ouvriers, en particulier les retraites et d'autres avantages matériels. Mais personne n'a protesté, et cela est également lié à l'absence de liberté de la presse. Certes, il était possible de protester de façon purement individuelle, mais il était impossible de faire imprimer un article dans la Pravda ou de diffuser un pamphlet imprimé. Aussi, celui qui n'était pas d'accord, se demandait : à quoi bon protester sur cette question, surtout que ma protestation ne rencontrera aucun écho à l'étranger, personne ne s'intéressant à cette question.

Inprecor : J'aimerais vous poser une question sur la question nationale en URSS. Pensez-vous que l'assimilation, c'est-à-dire la russification générale, soit un phénomène inévitable, lié au progrès industriel et qui serait socialement neutre - ce contre quoi protestent les mouvements nationaux ? Que pensez-vous du mouvement national en Union soviétique et du droit, pour une république non-russe, à faire sécession de l'Union ?

Medvedev : Comme dans la plupart des questions nationales, il existe deux tendances. Je connais mal la situation en Asie Centrale. Je connais mieux la situation en Georgie - où je suis né -, en Ukraine et dans les pays baltes, où les traditions culturelles nationales sont les plus anciennes, et qui ont mené une longue lutte pour leur indépendance, non seulement contre la Russie, mais aussi contre les Allemands, la Suède et le Danemark. C'est une insuffisance générale du gouvernement central, qui ne peut pas élaborer une politique particulière pour chaque nation, ni prendre en considération la culture, l'histoire, le sentiment national des différents peuples. Il a développé une approche globale. Cependant, il n'est pas possible d'avoir la même attitude envers les Esthoniens et les Bachkirs, bien qu'il y ait plus de Bachkirs que d'Esthoniens. Les Esthoniens veulent conserver leur culture nationale et luttent pour qu'il y ait des écoles esthoniennes, un enseignement de la langue esthonienne. Tel n'est pas le cas des Bachkirs. Un Bachkir fera tout pour que son enfant reçoive une éducation russe et non pas bachkir. Il comprend que la culture bachkir est très faible et qu'elle ne possède pas de grandes traditions. La langue bachkir n'offre pas de grandes possibilités, elle apparaît comme relativement artificielle aujourd'hui. Aussi, s'efforce-t-il de donner une éducation russe à ses enfants. Ces nations sont, d'une certaine façon, condamnées à l'assimilation. Et, de fait, beaucoup de nations sont déjà assimilées : les Bachkirs, les Mordoviens, différents peuples de Sibérie. Il y en a des dizaines pour qui c'est déjà le cas.

La situation est différente dans le cas de l'Ukraine, de la Georgie, de l'Arménie, de l'Esthonie, entre autres, qui possèdent une culture plus ancienne et qui veulent conserver leurs traditions. Par rapport à ces différentes nations, il n'y a pas d'approche individualisée. Toutefois, il existe un enseignement en esthonien, en ukrainien, etc. Le fait de recevoir une éducation dans la langue nationale peut, toutefois, constituer un handicap pour un enfant, que ce soit pour entrer à l'université de Moscou ou de Léningrad, ou dans d'autres domaines. L'éducation dans une langue nationale est moins complète qu'en russe, les manuels sont moins bons, l'enseignement également. Aussi, l'assimilation dans les pays baltes, en Ukraine, est, d'une certaine façon, inévitable. Cela apparaît clairement au niveau scientifique. Lorsqu'après la guerre, on a accordé une plus grande place aux traditions nationales, l'Académie des Sciences d'Arménie a commencé à publier des travaux en arménien, les Ukrainiens en ukrainien, les Biélorusses en biélorusse, etc. Ce qui a eu pour résultat - je prends mon cas particulier - que je ne pouvais lire les articles de la revue de biochimie publiée en ukrainien. Par contre, je pouvais facilement lire les revues de biochimie publiées en Grande-Bretagne ou aux USA. Aujourd'hui, les Polonais publient une revue de biochimie en anglais; les Hongrois, les Roumains, les Suédois, etc. en font de même. Par contre, les Ukrainiens continuent de publier leur revue de biochimie en ukrainien, langue que je connais très mal. De même, l'arménien est une langue totalement inconnue pour moi. Je ne peux lire aucun article en arménien, aussi important soit-il. De plus, un livre scientifique en arménien signifie une grande perte par rapport à la culture soviétique.

De même, au niveau de l'Etat, il est inévitable qu'une langue soit dominante. Quand Khroutchev est arrivé au pouvoir, il a donné une plus grande liberté au niveau de l'emploi des langues nationales dans l'administration. Ce qui a également posé un grand nombre de problèmes. Roy m'a raconté l'exemple suivant : l'institut tadjik des sciences de l'éducation de l'Académie des Sciences envoie une lettre en tadjik à l'Institut des Sciences de l'Education d'Urkaine. La réponse sera envoyée en ukrainien... La situation est encore plus absurde lorsqu'il s'agit de la correspondance entre un institut arménien et un institut tadjik. Il faut une langue unique pour l'administration, cela facilite la communication.

Inprecor : ... tant qu'il existe un Etat unique. Si dans cet Etat existe le droit de faire sécession, et si les nationalités qui ont subi et qui estiment avoir subi une oppression nationale, cela peut être, d'une certaine façon, une incitation à la sécession.

Medvedev : Oui, de fait. D'ailleurs, la question nationale est le problème fondamental qui fait que la nouvelle Constitution n'a pas encore été promulguée. Il y a beaucoup d'autres problèmes, mais le problème central est la question nationale. La reconnaissance du droit des nations à faire sécession du fait de l'absence totale de procédure permettant de réaliser ce droit, était la principale insuffisance de la Constitution de 36. En fait, la première Constitution soviétique avait la forme d'une déclaration. La Constitution, en tant que loi fondamentale, doit prévoir, si elle accorde certains droits, une procédure déterminée permettant la réalisation de ces droits.

C'est là la difficulté essentielle, pour que la nouvelle Constitution ne soit pas une simple déclaration, mais la loi fondamentale. Elle doit également garantir les droits de citoyenneté. L'ancienne Constitution ne disait rien de la citoyenneté, c'est-à-dire qui peut être citoyen de l'URSS, comment acquérir ou perdre la citoyenneté soviétique. Il est simplement dit que tous les problèmes concernant la citoyenneté sont résolus par le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, qui décide comme bon lui semble. Institutionnellement, les citoyens n'ont aucune possibilité de se plaindre. Ils ne peuvent déposer de plaintes qu'auprès de ce même Présidium, et nulle part ailleurs. Le fait que ce soit une déclaration et non un document juridique crée d'énormes difficultés pour l'adoption de la nouvelle Constitution. Il est normal que si la Constitution prévoit le droit de faire sécession, elle doit garantir certains mécanismes. Que ces mécanismes soient ou non mis en pratique, cela est un autre problème. Peut-être qu'un référendum ne donnera pas la majorité pour, par exemple, la sécession de la Biélorussie de l'Union soviétique. Mais c'est au référendum de trancher cette question; on ne peut laisser le soin de décider de la sécession de la Biélorussie au Présidium du Soviet Suprême. Il faut organiser un référendum. C'est élémentaire.

Inprecor : Comment caractérisez-vous la situation politique en URSS à la veille du XXV° Congrès ? Pensez-vous qu'après Brejnev une réaction de type néo-stalinien soit possible, comme la redoutent beaucoup d'intellectuels soviétiques ?

Medvedev : Les intellectuels la redoutent, mais il est difficile de prédire ce qui se produira après le XXV° Congrès. Après le XXV° Congrès, Souslov, Pelche et Gretchko seront, sans aucun doute, mis à la retraite, car l'un aura 77 ans, l'autre 74 et le troisième 73. Les gens de cet âge doivent quitter le Politbureau; en effet, lorsque l'on demanda à Mikoyan de démissionner du Politbureau, la décision a été prise de faire de 70 ans la limite d'âge pour être membre du Politbureau. Le groupe le plus âgé doit donc se retirer, et c'est le groupe le plus conservateur. Je ne pense pas que, si Brejnev doit prendre sa retraite uniquement pour des raisons de santé, ce soit Kirilenko qui le remplace. En effet, Kirilenko est une personnalité sans grande envergure, sans indépendance et sans perspective, parce que, dans son cas également, l'âge ne lui permet pas de devenir le principal dirigeant pour une longue période. Le système soviétique veut que le leader soit stable pour une durée relativement longue. On ne peut désigner quelqu'un pour un an ou un an et demi. Et ensuite reposer le problème. Aussi, il faut mettre en avant quelqu'un qui puisse diriger pour une période plus longue. Si la santé de Brejnev est bonne et si les bruits concernant sa maladie sont faux, je pense qu'il restera le leader, dans la mesure où, pour l'instant, il n'y a pas de solution de rechange. Par contre si, effectivement, pour des raisons médicales Brejnev demande à bénéficier d'une retraite honorifique, et si un groupe plus jeune doit être mis en avant, je ne vois pas bien qui : Grichine, Mazourov, Andropov ? Quant à Chelepine, qui est le plus conservateur des "jeunes", il a déjà été écarté du Politbureau. Grichine, qui est un des membres relativement jeunes du Politbureau, est très réactionnaire, très conservateur et pas très intelligent, à ce que je sache. Andropov est le plus capable, mais les gens le redoutent, car il est le secrétaire ou plutôt le chef du KGB. Et du fait de cette fonction, les associations d'idées sont toujours mauvaises. Il est difficile de prévoir. Un homme dans un poste manifeste certains traits de caractère, dans un autre poste d'autres traits. Andropov, quand il était secrétaire du CC, était considéré comme un libéral, en tout cas comme plus libéral que d'autres. Lorsqu'il a eu un poste au KGB, il a eu immédiatement la réputation d'un conservateur. A quel point cette réputation est-elle fondée, il est difficile de le dire, parce que nous ne savons rien de ces gens, de leurs conceptions politiques, de leurs ambitions et de leurs plans. Mais j'ai l'impression que dans la mesure, toutefois, où doit être promu un groupe plus jeune, ce groupe sera plus lié à la couche suivante de dirigeants, c'est-à-dire à une couche qui souhaite l'élargissement des relations internationales et un moins grand isolement de l'URSS. Cette couche de dirigeants est persuadée qu'on ne peut plus diriger avec des méthodes purement répressives et que les méthodes de gouvernement doivent faire appel à la persuasion. Je ne pense pas qu'il y aura un renforcement de la répression. Comme lors de toute passation de pouvoirs, au début, le nouveau dirigeant ne se sent pas assuré; il a tendance a utiliser des méthodes plus dures. C'est ce qui s'est passé avec Brejnev jusqu'à l'affaire tchécoslovaque. Dans les dernières années, il est devenu plus libéral. Cela se voit au niveau de sa politique. Il sentait qu'il contrôlait mieux le pouvoir et qu'il avait plus de liberté d'action. Jusqu'en 1968, il était une figure instable et il y avait des gens qui le défiaient : Chelest, Chelepine, Egorytchev et d'autres intervenaient ouvertement contre ses méthodes de direction, contre ses décisions politiques. Il avait conscience de sa propre instabilité, faisait des concessions et prenait des mesures très impopulaires. Il a énormément hésité à propos de la Tché-

coslovaquie. Il a eu une attitude très hésitante par par rapport aux "durs" qui exigeaient une action rapide. Après l'occupation, il fit longtemps preuve d'indécision; pendant des mois, Dubcek resta secrétaire du PC tchécoslovaque, ce qui témoignait des hésitations à l'intérieur de la direction soviétique. En Hongrie, Khroutchev utilisa des méthodes beaucoup plus brutales.

Inprecor : Quel rôle, à votre avis, peut jouer la solidarité internationale par rapport à la lutte de l'opposition en URSS ? En particulier, quelles sont les tâches de la gauche et de l'extrême-gauche ?

Medvedev : Roy a écrit que les oppositionnels en Union soviétique doivent, lorsqu'ils font appel à un soutien extérieur à l'URSS, s'appuyer plus sur la gauche que sur la droite; car la gauche est plus intéressée à une réelle amélioration de la situation économique et politique, ainsi que du climat général en URSS, que la droite, pour qui toutes les difficultés politiques, la répression, etc. en URSS, sont un instrument de propagande contre l'Union soviétique. Ce point de vue est, en partie correct, en partie insuffisant. En effet, le soutien que les milieux gouvernementaux de l'Ouest apportent aux oppositionnels a objectivement une certaine importance. Le gouvernement soviétique est obligé de tenir compte, dans une certaine mesure, du soutien des "milieux influents" de l'Ouest pour reprendre l'expression qu'ils utilisent. Mais la défense des oppositionnels par ces "milieux influents" est très sélective. On peut observer que, lorsque quelqu'un est licencié pour avoir déposé une demande pour émigrer en Israël, ce cas de répression bénéficie immédiatement d'une grande publicité à l'Ouest et soulève une masse de protestations; des journaux comme le Times y consacrent un article. Par contre, si quelqu'un est licencié à cause de ses convictions, par exemple pour avoir déclaré que la politique de la direction n'est pas authentiquement socialiste, ou pour avoir exprimé une opinion non-orthodoxe, contre l'ingérence du gouvernement soviétique dans les affaires intérieures d'un autre pays, autrement dit, si quelqu'un avec des idées nettement de gauche est licencié, il se trouvera isolé et ne pourra espérer bénéficier d'une certaine publicité à l'Ouest. C'est une situation quelque peu paradoxale. Aussi, si l'affirmation selon laquelle il faut soutenir tout le monde est, certes, correcte, il est nécessaire de créer un certain équilibre dans le soutien. Il est correct de soutenir ceux qui de toute façon bénéficient d'un large soutien, même si notre voix a peu de chances de se faire entendre dans le choeur des protestations, mais il est encore plus nécessaire de soutenir ceux dont le cas ne bénéficie pas d'une large publicité et qui souffrent pour des idées justes, même si elles ne sont pas considérées comme justes en Occident. Aussi, la gauche occidentale doit intervenir pour défendre les droits de chacun à exprimer ses idées et défendre tous ceux qui sont victimes de la répression à cause de leurs idées, de leurs écrits ou de leurs prises de positions. Mais elle ne peut se solidariser qu'avec ceux dont elle partage les idées : la presse de gauche doit soutenir les courants socialistes de l'opposition en URSS, en leur offrant la possibilité de s'exprimer, en leur donnant la liberté de presse qu'ils n'ont pas en URSS. De ce point de vue, certaines différenciations sont inévitables.

NOTES

(1) KGB : Services secrets soviétique - police d'Etat.

(2) NTS : Alliance populaire ouvrière (en russe : Narodno-Trudovoj Sojuz). C'est une organisation d'extrême-droite dans l'émigration, créée en 1930 en France et en Allemagne. Le NTS a coopéré avec les forces nazies allemandes dans les territoires occupés de l'Union soviétique et était le groupe idéologique de l'armée de A. Vlassov, qui faisait partie de l'armée allemande. Après la guerre, le NTS a soutenu des activités terroristes; par la suite, il est devenu essentiellement un groupe de propagande antisoviétique dont le centre est à Frankfort sur le Main en Allemagne fédérale; il possède des sections dans d'autres pays. La législation soviétique le considère comme un groupe criminel. (NdT).

(3) "Chronique des événements courants" : un des principaux samizdat (clandestins) publiés par l'Opposition soviétique, à peu près régulièrement depuis plusieurs années, malgré la répression bureaucratique.

(4) Amendement Jackson : proposé par le sénateur Jackson dans le cadre de l'accord commercial URSS-USA demandant que le gouvernement soviétique permette à un certain nombre de Juifs de quitter le pays chaque année, contre l'attribution par les USA à l'URSS du statut "de la nation la plus favorisée".

(5) Komsomol : Organisation de la Jeunesse Communiste

(6) Il s'agit de la table ronde sur l'opposition en URSS qui s'est tenue pendant la conférence organisée par la revue anglaise Critique les 22 et 23 novembre 1975. C'est à l'occasion de cette conférence qu'a été réalisée la présente interview. (NdT.)

(7) Jaurès Medvedev fait allusion à une réforme de l'agriculture soviétique menée sous Khroutchev en 1958. La pièce maîtresse de cette réforme a été la vente aux kolkhoz des machines agricoles et des tracteurs qui, auparavant, étaient loués au kolkhoz par les Stations d'Etat de tracteurs et de machines agricoles (les MTS dont parle Medvedev). La vente des tracteurs et des machines agricoles aux kolkhoz signifiait le passage de ces moyens de production du secteur nationalisé de l'économie au secteur non-étatique. La suppression des MTS a effectivement posé de graves problèmes aux ouvriers qui y étaient employés; beaucoup refusèrent de s'intégrer aux kolkhoz, étant donné les conditions de vie des kolkhoziens à cette époque. (NdT). ✱

interview

L. PLIOUCHTCH

Question : Que pensez-vous des réactions de la bureaucratie soviétique suite à votre libération, réactions manifestées, bien que sous forme d'allusions, par certains orateurs lors du XXV° Congrès ?

Plioutchtch : Je ne sais presque rien de ces réactions, mais on peut prévoir ce qu'ils ont dit et diront : Pliouchtch est un schizophrène vendu à la CIA, aux sionistes, aux fascistes russes et ukrainiens.

Question : Que faut-il faire, selon vous, pour la libération des prisonniers politiques en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe orientale ? Quels mots d'ordre ? Quelles formes organisationnelles ?

Plioutchtch : L'opinion publique occidentale peut faire énormément pour la libération des prisonniers politiques, si elle développe une campagne systématique et large. Mais pour cela il faut mener la lutte pour la libération des prisonniers politiques à partir de positions morales. Cela aidera à réunir dans cette lutte des gens aux convictions les plus diverses et à dépasser les querelles entre organisations. L'opinion publique occidentale comprend que la répression contre les dissidents en URSS et au Chili est une menace potentielle contre la liberté d'opinion dans tous les pays. Un grand nombre de paragraphes de la Déclaration générale des droits de l'homme peuvent servir de mots d'ordre. A ceux-ci il convient d'ajouter les mots d'ordre suivants :

a) la Déclaration générale des droits de l'homme doit avoir valeur de loi pour tous les pays membres de l'ONU;

b) il faut libérer les prisonniers politiques de tous les pays.

En ce qui concerne les terroristes et les saboteurs, exiger leur libération est juridiquement contradictoire : une telle exigence revient à demander aux gouvernements de se retirer. Mais il est possible et nécessaire de lutter contre les traitements inhumains réservés aux terroristes et aux saboteurs et contre l'application de la peine de mort contre qui que ce soit. Aujourd'hui il existe un grand nombre d'organisations qui luttent contre les persécutions dont font l'objet les dissidents. Mais seule Amnesty International lutte pour l'amnistie des prisonniers politiques dans tous les pays. Mais Amnesty International le fait à partir de positions morales et juridiques. Il faut une organisation internationale qui lutte pour la démocratisation de tous les pays, pour la réalisation concrète du droit de l'homme aux libertés politiques, religieuses, économiques et nationales. Lors du meeting des 6 et 7 mars à la Mutualité (1), la proposition a été faite de créer une telle organisation. Cette proposition a été soutenie par les milliers de personnes qui assistaient à ce meeting. Il faut développer une large campagne internationale pour la création d'une telle organisation.

Question : Quels sont les principaux courants de l'opposition en Union soviétique ? Existe-t-il des courants marxistes ? Quelles en sont les caractéristiques ? Que pensez-vous des positions de Roy Medvedev ?

Plioutchtch : La principale division de l'opposition en Union soviétique est celle qui sépare le mouvement démocratique du mouvement anti-démocratique. Les chauvinistes de tout poil (jusqu'à et y compris des fascistes) et certains courants chrétiens d'extrême-droite constituent les mouvements anti-démocratiques. Mais il faut noter à ce sujet qu'en nombre, ces groupes ne constituent qu'une toute petite fraction de l'opposition.

En ce qui concerne le mouvement démocratique, il comprend les démocrates, qui se battent uniquement pour le respect des lois soviétiques sur les libertés individuelles, les courants religieux, qui revendiquent la liberté de conscience, les courants patriotiques des différentes nationalités, les néo-marxistes, les courants socialistes, qui sont encore peu nombreux. Il faut souligner le caractère beaucoup trop général et conventionnel de ces appellations.

Les néo-marxistes s'efforcent d'analyser les causes de la défaite de la révolution d'Octobre et des autres révolutions socialistes, d'analyser les changements survenus dans le monde depuis la mort de Lénine et d'élaborer un nouveau programme d'action pour les marxistes en URSS. Toutefois, dans le Samizdat, je n'ai lu aucun document programmatique marxiste sérieux. Lorsque j'étais en URSS, je considérais, sur la base de ce que j'avais pu lire, que les frères Medvedev étaient des khroutcheviens honnêtes et conséquents, c'est-à-dire qu'ils étaient restés figés sur les positions des XX° et XXII° Congrès du PCUS. Je

n'ai pas encore lu leurs oeuvres récentes, aussi je ne connais pas l'évolution de leurs positions.

Question : Pensez-vous que l'on puisse parler de crise de l'opposition, et si oui, quelles en sont les raisons ?

Pliouchtch : Il existe effectivement certains indices d'une crise de l'opposition. J'y vois deux raisons : premièrement, la répression très dure de l'opposition par le KGB, répression qui a commencé en 1968 et qui s'est particulièrement renforcée en 1972. Aujourd'hui, la résistance ukrainienne est de fait écrasée (mais je ne pense pas que cela soit pour longtemps). La deuxième raison est la coupure qui existe entre certains courants et les ouvriers et paysans. Toutefois, je pense que cette situation changera et s'améliorera à relativement brève échéance.

Question : Quelle a été et quelle est aujourd'hui l'attitude de l'opposition démocratique par rapport à la classe ouvrière ? Peut-on parler d'une coupure entre l'opposition et la classe ouvrière ? Quelles sont, à votre avis, les perspectives de l'opposition ?

Pliouchtch : Dans son ensemble, l'opposition démocratique est consciente de la nécessité d'améliorer la situation matérielle des ouvriers et des paysans et de supprimer les privilèges de la bureaucratie. Mais, dans le Samizdat démocratique, l'accent principal est mis, d'une façon qui n'est pas justifiée proportionnellement, sur les revendications concernant le respect de la légalité et sur les libertés individuelles. C'est une insuffisance essentielle du mouvement, bien qu'il soit tout à fait correct de penser que la démocratisation du pays est la tâche principale. La majorité des démocrates, à l'exclusion des néo-marxistes, se moque de la croyance dans le rôle messianique de la classe ouvrière.

Il est toujours difficile de parler des perspectives, et encore plus de juger de l'avenir de tel ou tel courant politique. Je n'ai pas envie de m'occuper de la tâche ingrate de prophète. Que ceux à qui cela plaît s'en occupent.

Question : Peut-on parler de la passivité sociale et politique de la classe ouvrière, et dans l'affirmative, pourquoi ? N'est-ce pas contradictoire avec les informations sur les grèves et les affrontements avec la police qui nous parviennent parfois d'URSS ?

Pliouchtch : Oui, la classe ouvrière en URSS est très passive. Il y a beaucoup de raisons à cela. La raison principale est l'absence d'organisations exprimant les intérêts et la conscience de classe des ouvriers. La seconde raison est l'absence de traditions de lutte pour ses intérêts. La troisième qui est commune à toutes les classes en URSS, est la peur pour sa famille, la peur de perdre un bon travail, la peur de la prison et des camps. La quatrième raison est une profonde méfiance à l'égard de toute propagande et de toute agitation. Les grèves et les manifestations d'ouvriers en URSS sont très rares; elles ne témoignent que d'un mécontentement à l'égard du régime, et non de l'activité des ouvriers.

Question : En Occident, la jeunesse est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. Comment appréciez-vous la situation actuelle de la jeunesse soviétique (ouvrière et étudiante) ? Quelle est l'attitude de la jeunesse à l'égard du régime bureaucratique ?

Pliouchtch : La jeunesse constitue une partie importante des mouvements religieux et nationaux. Malheureusement, cela est vrai également pour les courants fascistes (prosoviétiques et antisoviétiques). Malheureusement également, il n'y a pas assez de jeunes dans le mouvement proprement démocratique. Cela s'explique par le fait que les mouvements religieux et nationaux sont dans une large mesure des mouvements émotionnels. Le dégoût pour l'idéologie officielle pousse vers des idéologies qui impliquent des émotions et non pas vers celles qui reposent sur une logique, une analyse, des programmes. L'attitude de la plus grande partie de la jeunesse à l'égard du pouvoir bureaucratique est soit une attitude de dégoût (conscient ou inconscient), soit l'indifférence.

Question : Le socialisme, c'est aussi la libération de la femme. Peut-on parler de libération de la femme en URSS ? Peut-on parler de formes spécifiques d'oppression de la femme ?

Pliouchtch : En ce qui concerne les traits spécifiques de l'exploitation de la femme en URSS, il y a un article absolument remarquable d'un patriote ukrainien, Evgenii Sverstiouk, "Pour la fête de la femme" (actuellement, E. Sverstiouk se trouve dans un camp en Mordavie). Je peux brièvement exposer son opinion à ce sujet. Au travail, la femme est l'égale de l'homme. Elle reçoit un salaire égal à celui de l'homme et a toutes les possibilités de promotion dans son travail. Parmi les bureaucrates importants, ce sont les hommes qui prédominent. Malheureusement, l'égalité dans le travail a un côté inverse. Les femmes sont employées également pour les durs travaux physiques. Les problèmes quotidiens, les enfants prennent à la femme presque tout son temps libre; aussi, l'égalité formelle par rapport aux possibilités de formation intellectuelle s'avère être en pratique une inégalité. Aussi, les femmes sont, de ce point de vue, défavorisées.

Question : On a l'impression que la question nationale est, aujourd'hui, l'une des contradictions principales de la société bureaucratique. Qu'en pensez-vous ? Quelles en sont les raisons ? Quelles perspectives voyez-vous ? Quel est le lien, à votre avis, entre la question na-

tionale et la lutte contre la bureaucratie ?

Pliouchtch : La question nationale est un des problèmes les plus complexes en URSS. Il faut distinguer l'oppression spirituelle et l'oppression matérielle des nationalités. Sur le plan spirituel, on peut dire que le gouvernement soviétique poursuit consciemment et inconsciemment la politique du tsarisme. La russification de la culture, la falsification de l'histoire de tous les peuples (y compris celle du peuple russe) sont des aspects de cette politique. Derrière l'internationalisme des phrases se cache le chauvinisme de grande puissance russe. Une des manifestations les plus répugnantes de ce chauvinisme est l'antisémitisme (sous Staline, cela s'appelait la "lutte contre le cosmopolitisme"), mais aussi la déportation des Tatars de Crimée, des Meskhètes et des Grecs; cette déportation a été faite par Staline sous l'accusation de "trahison de la Patrie". Tout un peuple peut-il être traître ?

Traître à qui ? Au peuple russe ? Sur le plan matériel, il ne me semble pas qu'il y ait d'oppression spécifiquement nationale, à l'exception des Juifs, qui ont des difficultés à accéder aux établissements d'enseignement supérieur et à des postes de responsabilité. Au contraire, certains peuples vivent mieux que le peuple russe. Les raisons du chauvinisme bureaucratique de grande puissance sont complexes, et il n'est pas possible de les analyser dans une interview. Lénine avait déjà dénoncé les germes de ce chauvinisme.

La bureaucratie est la source essentielle de ce chauvinisme de grande puissance. Le nationalisme et le chauvinisme des peuples non-russes sont une réaction à cela. Le rôle de la bureaucratie dans cette politique chauviniste est de plus en plus compris par les patriotes non-russes, aussi, il me semble que la lutte des nations pour leur autodétermination prendra un caractère toujours plus antibureaucratique, fusionnant avec le mouvement démocratique. Je voudrais encore ajouter la chose suivante. Le nationalisme bureaucratique se reflète dans la conscience des masses populaires. L'un des arguments du nationalisme soviétique étroit est le suivant : "Nous les nourrissons tous, nous les défendons, mais ce sont des êtres ingrats". C'est une des raisons pour lesquelles beaucoup de gens ont salué l'invasion de la Tchécoslovaquie. La croyance que "nous, nous sommes les meilleurs" est répugnante et conduit au messianisme national.

Question : De quelle manière le nouveau plan quinquennal va-t-il influer sur le niveau de vie des masses populaires ?

Pliouchtch : Je pense que les difficultés de la gestion bureaucratique de l'économie vont se développer, et cela aura, bien évidemment, des conséquences sur le niveau de vie des masses populaires.

Question : Comment vous représentez-vous les relations entre les hommes dans la future société socialiste ?

Pliouchtch : Je ne crois pas beaucoup à la futurologie, bien que, apparemment, cela soit une science nécessaire. Il est difficile et risqué de prédire quelle sera la société future. La meilleure évocation de la société communiste se trouve chez Marx, dans les Manuscrits philosophiques et économiques de 1844; mais cela est décrit d'une manière à la fois compliquée et laconique. La société socialiste sera quelque chose d'intermédiaire entre le capitalisme et le communisme. Aussi, les rapports humains dans cette société présenteront à la fois des traits de la nouvelle société et des traits de l'ancienne société humaine.

Question : Pensez-vous qu'une démocratisation progressive de la société soviétique soit possible ?

Pliouchtch : Je l'espère.

Question : Pensez-vous qu'une aile de la bureaucratie soviétique soit favorable à une démocratisation de la société soviétique et qu'elle soit capable de la réaliser ?

Pliouchtch : Non, je ne pense pas.

Question : Pensez-vous que le XXV° Congrès signifie le renforcement de l'actuelle équipe dirigeante ?

Pliouchtch : Je ne sais pas.

NOTE : (1) Il s'agit des journées d'études organisées par l'Organisation Communiste Internationaliste et consacrées à la situation dans les pays de l'Est à Paris.
A la suite de ces journées, la Ligue Communiste Révolutionnaire a publié la déclaration suivante : "A l'occasion des journées d'études de l'Organisation Communiste Internationaliste, fut projetée la constitution d'un comité de défense des emprisonnés politiques des pays de l' Est et de l'Ouest. Parmi les premiers signataires de l'appel à fonder ce comité figurent Pliouchtch, Jiri Pelikan et James Marangé. La plate-forme du comité constitue une base de discussion pour la défense démocratique des emprisonnés politiques. La présence de Pliouchtch et de Pelikan offre une garantie d'élargissement d'un tel comité à toutes les composantes du mouvement ouvrier souhaitant participer à la mobilisation contre la répression en URSS et dans les démocraties populaires. La Ligue Communiste Révolutionnaire quant à elle s'engage à participer à la collecte de signatures pour le lancement du comité qui pourrait être, comme l'a montré l'action du comité des mathématiciens, très large, le plus représentatif possible et sans exclusive".

Une répression féroce

PABLO RAMIREZ

L'ancien Uruguay est mort définitivement avec la déroute de la grève générale de juillet 1973, où l'on additionnait "vaches et votes" pour obtenir une démocratie bourgeoise bénéficiant d'une ample base de masse. Aujourd'hui les vaches sont plus nombreuses mais ne rencontrent personne pour les acheter. Les bottes, les banquiers et Bordaberry ont supplanté les bulletins de vote. La valeur des vaches et des votes a été dévorée par la crise qui a poussé les exploiteurs à s'attaquer aux conquêtes des travailleurs, et en premier lieu à leur salaire et aux libertés qui les aidaient à lutter pour les défendre.

La secousse fut profonde. Le saut d'une démocratie bourgeoise à un bonapartisme particulièrement anti-ouvrier et répressif fut l'épilogue d'une guerre qui pendant environ 10 ans fut livrée contre l'offensive bourgeoise par les travailleurs. Le dénouement de la dernière bataille, les 15 jours de grève générale contre le Coup, pesa de manière décisive dans la balance. Le patronat ayant gagné cette guerre et vaincu les travailleurs, s'apprêtait à exploiter sa suprématie maximum.

L'objectif du texte qui suit est l'analyse de cette réalité afin d'aider à la transformer. L'ampleur de la déroute des travailleurs uruguayens exige de nous, plus encore en tant que trotskystes, une analyse particulièrement critique - y compris par rapport à nous-mêmes - comme unique point de départ valable pour définir une politique correcte, utile, visant à la réorganisation du prolétariat, au renversement de la dictature et au développement du Parti révolutionnaire.

Le "coup"

Les causes fondamentales du Coup sont à chercher dans le danger de la montée des luttes ouvrières et l'impotence d'une bourgeoisie divisée devant la nécessité de freiner ces luttes à travers ses institutions démocratiques. Sur cette toile de fond sociale et institutionnelle interviennent les putschistes, de façon préventive, avant que l'exacerbation de ces facteurs -spécialement le premier - rendent l'opération beaucoup plus dangereuse. Tel fut donc le motif premier des putschistes : écraser les travailleurs afin de défendre le capitalisme confronté à une crise économique, sociale, politique et institutionnelle. Nous traiterons plus loin de leurs intentions spécifiques.

La tâche des putschistes fut facilitée par la politique de la Centrale ouvrière (CNT) dirigée par le parti communiste ainsi que par celle du Frente Amplio et de la majorité de la gauche, qui exprimèrent une confiance unanime dans les bonnes intentions des militaires prétendûment "péruviens" qui étaient apparus au cours du semi-coup de février 1973. C'est la même politique de trahison des travailleurs qui permit la progression des putschistes sans rencontrer de résistance, qui fut à la base de la déroute de la grève générale déclenchée spontanément par les masses en réponse à la concrétisation du Coup. Les staliniens et leurs alliés tentèrent d'abord de négocier avec le gouvernement, puis plus tard avec divers secteurs militaires désirant organiser un contre-coup. Ils donnèrent à la grève un caractère défensif, la transformant en élément de pression afin de ne pas effrayer d'éventuels alliés bourgeois.

Ni le PC ni l'extrême-gauche faisant bloc avec lui, n'appelèrent à prendre l'offensive jusqu'à deux jours avant la fin de la grève : organiser la population dans les usines occupées, y établir le contrôle ouvrier, se mobiliser et prendre la rue, former des piquets d'auto-défense armés et définir une tactique pour diviser les Forces armées. Tous attendaient la décision d'un secteur "progressiste" du patronat. Le résultat est bien connu. Seulement nous trotskystes du PRTU - avec des erreurs et des imprécisions - avons défendu cette orientation

offensive, révolutionnaire pour le déroulement de la grève. Cependant, notre parti manquait de forces pour modifier le cours de la lutte. La trahison du stalinisme rendit possible l'arrêt d'une étape pré-révolutionnaire qui pendant les premiers jours de la grève possédait des caractéristiques révolutionnaires. Alors commença une étape contre-révolutionnaire. Celle que nous vivons encore actuellement.

La consolidation relative de la dictature

Une fois acquise la déroute de la grève, les putschistes consolidèrent leur pouvoir. Non pas parce qu'ils avaient résolu la crise économiquue ou gagné à leur cause l'ensemble de la bourgeoisie, et encore moins pour s'être acquis une base de soutien dans la petite bourgeoisie. La cause fondamentale de cette stabilité relative - qui n'exclut pas des crises périodiques - réside dans l'ampleur de la débâcle ouvrière. Des heurts entre la bourgeoisie nationale et la dictature pro-impérialiste peuvent se produire, et d'ailleurs se produisent. Ce qu'il lui manque, c'est une force suffisante pour évincer la dictature. Les forces décisives sont l'impérialisme et le prolétariat. La dictature s'est consolidée, partant de la défaite historique du prolétariat.

Pourquoi caractérisons-nous ainsi la défaite, alors qu'elle ne résulte pas d'une guerre civile dans laquelle le prolétariat a épuisé toutes ses forces ? Pour deux raisons fondamentales qui sont, dans une certaine mesure, spécifiques au processus uruguayen. En premier lieu, le Coup réalisé dans notre pays se différencie de celui du Chili et des autres coups ultra-réactionnaires qui lui sont semblables, en ce que ce dernier commence par une répression extrême - rendue possible par une certaine base sociale de masse - pour passer plus tard à des formes plus "normales" de répression; ce processus ne s'est pas matérialisé en Uruguay pour deux raisons fondamentales : les putschistes n'ont jamais possédé une base de masse pour le réaliser; et n'ont même pas dû affronter une résistance armée qui les aurait contraint et les contraindrait à développer une telle politique. Néanmoins la répression a acquis un caractère systématique et persistant, déterminé par le fait qu'il manque à la dictature des racines sociales de masse, ce qui l'oblige à gouverner comme dans un pays occupé, contre le gré de l'écrasante majorité de la population. Réduire la répression signifie pour la dictature commencer à tresser la corde avec laquelle elle sera pendue.

Prenons quelques faits qui illustrent ceci. Les camarades morts pendant la grève constituent une fraction insignifiante par rapport à ceux qui sont morts assassinés sous la torture après la fin de la grève.

A l'apogée de la répression, en pleine grève, le nombre de prisonniers est passé à près de deux mille (qui d'ajoutaient aux trois ou quatre mille déjà détenus). Deux ans et demi plus tard, au cours d'une rafle contre le PC , 1.400 prisonniers furent pris , en dehors de toute lutte sociale. Ces nouveaux prisonniers sont venus s'ajouter à environ huit mille personnes déja détenues. Que dirions-nous si trois ans après une défaite des travailleurs français, deux-cent mille d'entre eux étaient détenus, ce qui équivaut à un million de prisonniers aux Etats-Unis ? Nous nous trouverions en présence d'une défaite historique. Tel est pourtant l'ordre de grandeur des chiffres traduisant la répression en Uruguay.

Bien que le nombre des prisonniers soit un indice très important de l'ampleur de la défaite ouvrière, il ne nous paraît pas que ce soit un facteur décisif pour empêcher que les travailleurs récupèrent des forces. Nous croyons que le second élément est même plus important : l'émigration de centaines de milliers de jeunes travailleurs. Il est impossible de préciser les chiffres exacts mais on peut les estimer aux environs de 400.000 et 500.000, soit entre 15 et 20 % du total de la population actuelle. L'émigration de couches aussi importantes de la population revêt une signification décisive. L'exode uruguayen est urbain et non rural, et englobe une partie des secteurs les plus actifs, les plus cultivés, les plus contestataires aussi, surtout les jeunes, tant issus du prolétariat industriel que de la classe moyenne radicalisée.

L'émigration, la crise économique, la répression et l'absence d'une direction révolutionnaire ayant un certain poids de masse, rendent la réorganisation des travailleurs extrêmement difficile et aident indirectement à la stabilisation de la dictature. Seule une modification importante du rapport de forces entre les classes des pays voisins ou en général au niveau de la révolution mondiale est à même de modifier la tendance à la réorganisation des forces des travailleurs uruguayens, qui s'inscrivent actuellement dans une période relativement prolongée.

Comment caractériser la dictature militaro-civile ?

L'Uruguay traverse actuellement une étape contre-révolutionnaire où le rapport de forces est largement favorable à la bourgeoisie puisque le prolétariat n'a pas pu récupérer, après la défaite historique qu'il a subie des mains des forces armées et de Bordaberry. Ces deux secteurs, chacun d'un poids différent, constituent le gouvernement, un gouvernement qui se consolide dans la défaite du mouvement ouvrier et qui tire son soutien principal de l'appareil militaro-policier de l'impérialisme yankee et de l'oligarchie financière, exportatrice en contrôlant le secteur de la distribution de la viande. Un gouvernement

que l'on doit définir comme étant bonapartiste - ultra-réactionnaire - mais pas fasciste; car il faudrait qu'il bénéficie - ou qu'il ait bénéficié - du soutien actif d'un secteur important de la petite-bourgeoisie. Or, c'est précisément le contraire qui s'est produit.

Le pilier principal du gouvernement est représenté par l'Armée. Le rôle totalement secondaire joué par cette dernière dans la vie du pays, jusqu'à une période récente, tant au niveau économique qu'au niveau politique, nous porte à penser qu'il est peu probable qu'elle ait pu se constituer en une caste peu différenciée en 4 ou 5 ans, et plus particulièrement depuis le coup d'Etat. Que ce processus soit en plein développement ne fait aucun doute. La base de ses privilèges est constitué par le budget militaire qui représente 55 % du budget national. Il importe d'accorder une valeur particulière à ce chiffre, si l'on tient compte qu'il s'agit de forces armées de répression interne, c'est à dire que les dépenses en matériel coûteux, lourd et sophistiqué sont infimes.

L'intervention croissante de l'armée dans tous les organes de l'appareil d'Etat accroît considérablement le champ de ses possibilités économiques par voie de négociations, pots de vin et prébendes de toutes sortes.

Les deux secteurs qui se partagent avec les militaires la meilleure part du revenu national sont l'impérialisme US et l'oligarchie autochtone. Le premier, principalement à travers les emprunts, le capital financier, les concessions pour l'exploitation du pétrole accordées à la Chevron (Standard Oil) et l'ensemble des activités réalisées conjointement avec l'oligarchie financière et exportatrice (et bien entendu aussi les grands propriétaires fonciers); le second secteur est constitué par une oligarchie dont la base structurelle se trouve dans les secteurs susmentionnés mais qui investit ses capitaux dans des domaines conjoncturellement plus rentables, qu'il s'agisse de spéculation sur les devises, de contrebande de bétail, en passant par les secteurs industriels et autres.

Il ressort de cette description qu'il existe une accumulation des contradictions inter-bourgeoises : entre l'impérialisme faisant pression pour obtenir la réduction du budget des militaires et ces derniers qui défendent leurs privilèges; entre les militaires qui s'appuyent sur l'appareil d'Etat et tentent de se transformer simultanément en alliés et concurrents de l'oligarchie et l'impérialisme qui à son tour est leur allié et leur concurrent. On voit apparaître de manière plus globale la contradiction entre les détenteurs du pouvoir et les principaux bénéficiaires de la répartition de la plus-value et l'ensemble de la bourgeoisie restante, plus précisément avec tous les secteurs bourgeois qui n'ont pas réussi à s'associer, sous une forme ou une autre, à la mise à sac du pays, particulièrement une masse d'éleveurs non liés à l'industrie de congélation et d'exportation de la viande et à la banque. La forte contraction du marché de la viande a rendu difficile le maintien de leurs "haciendas", les soumettant encore plus à la politique agressive de ceux qui détiennent le monopole des installations de congélation de la viande et qui contrôlent l'exportation, sans pour autant les exempter du payement d'impôts relativement élevé. Leurs accrochages avec le gouvernement ont conduit à l'incarcération du président de la fédération rurale et d'un autre de leurs principaux dirigeants.

Les projets du gouvernement

Les programmes du gouvernement répondent à un objectif spécifique : faire bénéficier au maximum l'impérialisme et ses alliés mineurs indigènes. Il est nécessaire pour cela de restructurer l'économie uruguayenne, de modifier partiellement le rôle d'exportateur de viande et de laine qui lui était assigné dans la division mondiale du travail et aussi d'ajuster l'appareil d'Etat à ces nouvelles fonctions et possibilités. L'objectif central des banquiers américains dont le ministre Vegh Villegas était un fonctionnaire avant d'assumer le portefeuille de l'économie, est la transformation de Montevideo en centre financier de leurs activités dans le "cône Sud". Une sorte de Bahamas ou de Hong-Kong ... possédant,en plus des vaches,et que l'on peut utiliser aussi pour implanter des filiales industrielles, complémentaires ou distinctes de celles que les grandes et tentaculaires entreprises nord-américaines possèdent par exemple en Argentine ou au Brésil. Il est indispensable pour réaliser ces projets, en plus de l'écrasement du mouvement ouvrier, de prendre deux premières mesures décisives : instaurer le libre échange et abolir le contrôle des changes, introduire une loi sur les investissements mettant le pays à la merci de l'impérialisme.

Un des objectifs prioritaires du plan est le développement de l'industrie d'exportation visant à en canaliser la plus grande partie, la rendant complémentaire de celle de la "Cuenca del Plata" . Cette politique se base d'une part sur l'extrême faiblesse du marché uruguayen, et d'autre part sur les grands bénéfices que réaliseraient les monopoles au pouvoir, qui pourraient librement choisir et centraliser leur production ou partiellement la diversifier, à moindre coût. Ceci, indépendamment du fait que cette politique intéresse non seulement l'impérialisme mais aussi certains secteurs de la bourgeoisie nationale des différents pays. L'Uruguay est doublement favorisé pour mener cette politique : sa situation géographique dans le Plateau et ses salaires (bien que la crise en Argentine rélativise sérieusement le dernier aspect), mais rencontre d'autre part un puissant inconvénient : la pauvreté de ses ressources naturelles (la quasi-inexistence de minéraux et jusqu'à présent d'hydrocarbures).

Le développement de nouveaux secteurs industriels n'en est qu'à son début. Les deux branches définies comme prioritaires, la pêche et le pétrole, ont commencé récemment. Les exportations de poisson pour l'année passée n'ont pas atteint les 4 millions de dollars, et l'exploitation du pétrole, que l'on tente de localiser depuis peu exige encore une longue préparation (pour autant que les recherches soient positives). Les autres deux grands problèmes auxquels le plan tente de faire face sont l'inflation et le déficit du budget national dû au coût extrêmement élevé de la machine bureaucratico-militaire de l'Etat (80 % du budget étant destiné au paiement des salaires).

La partie du plan dont la réalisation est la plus avancée est celle visant à transformer Montévidéo en une place financière, centre d'usure et de spéculation pour le "cône Sud". On peut mentionner quelques éléments partiels mais illustratifs : les dépôts en devises étrangères ont augmenté de 600 % pour les banques privées et l'Etat a doublé la vente des bons du Trésor en devises étrangères par rapport aux prévisions initiales (sans changer les dépôts en monnaie nationale). Ceci et l'implantation de nouvelles succursales de banques étrangères ne sont que la face la plus visible et la plus honnête du processus.

La loi sur les investissements qualifiée de "particulièrement attrayante" par la presse impérialiste a encouragé la pénétration de capitaux d'origine diverse (nord-américain, japonais, italien et autres), qui en général se sont orientés vers l'achat de vieilles usines afin de les renouveler ou de les adapter à de nouveaux usages.

Pour ce qui est des plans de développement industriel, leur application est extrêmement lente et difficile. Par exemple, les ventes à l'Argentine n'ont constitué que le 10 % des demandes d'exportation acceptées par le gouvernement uruguayen. L'explication en est simple. Bien que cette politique favorise les monopoles impérialistes et un secteur des bourgeoisies nationales, elle porte atteinte simultanément aux intérêts d'une autre fraction qui résiste et met des bâtons dans les roues. A partir de cette caractérisation générale - l'impossibilité pour les bourgeoisies régionales d'arriver à une harmonisation plus ou moins profonde de leurs intérêts - il s'agira d'analyser si le rythme d'application des accords commerciaux reste lent, comme cela semble être le cas, ou s'il existe une certaine accélération.

Quand au problème de l'inflation, le gouvernement a connu un succès assez considérable en faisant passer le taux d'inflation de 107,26 en 1974 à 66,80 en 1975 (soit 20 % de plus que les prévisions initiales). Il n'y est pas parvenu au moyen d'une augmentation substantielle de la production, mais par la contraction du marché interne, grâce à l'émigration et aux bas salaires, ce qui lui a permis de retirer une partie de la masse monétaire en circulation.

Pour ce qui est du budget, le résultat est tout autre. Faute d'avoir les résultats définitifs de l'année, nous avons cependant ceux du troisième trimestre et le déficit prévu, de 14 %, atteint déjà 27,1 % et accuse une forte tendance à la croissance, ce qui provoquera probablement en fin d'exercice, un déficit près de trois fois supérieur à celui prévu initialement. L'explication en est claire : les militaires n'ont pas accepté de coupure dans leur budget (55 % du total) et le gouvernement ne peut pas faire des économies sur le reste sans procéder à des licenciements massifs de fonctionnaires. Avec un secteur privé actuellement incapable d'absorber l'armée de réserve existante, prendre une telle mesure aboutirait à créer un dangereux foyer de tension sociale que le régime semble vouloir éviter pour le moment. Il nous paraît, contrairement à ce que pense toute la gauche, que le régime est en voie de connaître un certain redressement économique; soulagement qui, pour le moment, signifie seulement que la crise profonde est un peu moins forte, mais en aucun cas qu'elle est résolue ou en voie de l'être. L'aiguisement du caractère déformé et dépendant de l'économie, la surexploitation des travailleurs, l'expulsion d'environ un cinquième de la population, ainsi

que l'emprise totale de l'impérialisme, représente le prix payé pour cette légère relance. L'année en cours sera cruciale pour déterminer la tendance générale de l'économie. Alors, l'aspect décisif sera à nouveau, comme dans la période antérieure avec Vegh Villegas, la possibilité de vendre la viande et la laine à des prix favorables.

La situation du mouvement ouvrier et étudiant

Nous avons cité auparavant les raisons fondamentales de la difficile réorganisation des forces du mouvement ouvrier (défaite, crise économique, émigration, répression). Il faut ajouter à cela une autre raison de caractère subjectif : un scepticisme, s'enracinant dans la conscience confuse et embryonnaire, que la lutte n'a pas été menée de façon adéquate antérieurement, et qu'aujourd'hui on en paie les conséquences. Les travailleurs, en 1964 votèrent en faveur d'une grève générale en cas de coup d'Etat. Cette résolution fut votée à mille reprises. Ils écoutèrent les dirigeants staliniens leur répondre, quand ils exigeaient de préparer la grève générale, que tout était prêt, que ce serait une grève "insurrectionnelle", que leur Parti possédait toutes les armes nécessaires. Dès lors ils ne pouvaient qu'être désorientés, démoralisés, d'autant plus qu'une grande partie d'entre eux ont crû les déclarations trompeuses des staliniens. La politique du PC après la grève n'a fait que compliquer encore plus la situation. Incapable de dire la vérité aux masses et de caractériser la défaite subie par les travailleurs, il s'enferma dans le mensonge, affirmant que le mouvement ouvrier n'avait pas subi de défaite, que la direction de la CNT avait agi comme les Vietnamiens ordonnant un repli tactique afin d'affaiblir l'ennemi et de revenir à l'attaque. (Bilan officiel de la grève par la direction de la CNT).

En 1974 la Révolution portugaise lui permit de représenter dans de meilleures conditions de propagande sa vieille aspiration de porter les militaires "progressistes" au pouvoir. Montévidéo se couvrit d'inscriptions du PC telles que : "Faire comme au Portugal - Pour un gouvernement patriotique et démocratique". Mais il ne s'arrêta pas à la propagande. Il décida d'appeler à nouveau les travailleurs au sacrifice. En août 1974, il lança seul dans la lutte un des syndicats les plus forts et les plus combatifs qui s'était maintenu intact. Les ouvriers de la construction furent brutalement réprimés. Les patrouilles militaires intervinrent chantier par chantier, armées de listes de militants pour les incarcérer; malgré les coups très durs, les ouvriers ont maintenu la grève pendant 24 heures. Cette aventure se solda par l'affaiblissement radicale de l'organisation syndicale du secteur de la construction. Ainsi fut liquidée la possibilité que ce syndicat devienne l'axe de la réorganisation des forces de la classe ouvrière.

Actuellement, à l'exception de quelques escarmouches isolées comme celle des ouvriers de la "Represa de Salto Grande", le mouvement ouvrier demeure passif et désorganisé. Dans quelques syndicats un certain fonctionnement militant se maintient, supporté en grande partie par les militants du PC, pour autant que la dernière vague de répression n'ait pas d'effets désastreux aussi sur ces formes embryonnaires d'organisation.

Face à un mouvement ouvrier défait, démoralisé, ayant le PC (ou ce qu'il en reste) à sa tête, et manquant d'un programme ou d'une politique lui offrant des débouchés clairs, la tâche centrale des révolutionnaires - quelle qu'en soit l'ampleur et la difficulté de la lutte - ne peut être autre que le combat pour modifier cette situation, pour présenter des alternatives claires aux travailleurs, pour impulser leur réorganisation, gagner leur estime et leur confiance et diriger toutes leurs luttes, aussi petites et partielles soient-elles.

Le mouvement étudiant, et plus particulièrement le secteur universitaire, a été un peu plus actif que le mouvement ouvrier au cours de l'année passée. Néanmoins, des problèmes similaires de direction se sont aussi posés. Les secteurs les plus avancés - telle la médecine - se sont lancés dans des actions isolées, mal conçues et encore plus mal organisées. Une de ces actions s'est terminée par l'emprisonnement de 300 camarades.

C'est que le PC avec sa politique ultra-gauche-opportuniste avait entraîné la majorité des autres courants, aidant ainsi à décapiter tous les secteurs d'avant-garde qui résistaient ou surgissaient. En Uruguay, ce n'est pas le stalinisme qui prendra l'initiative d'une ample lutte défensive où chaque position aussi restreinte soit-elle devra être précisément défendue et transformée en point d'appui pour de nouvelles et petites avances. Ainsi, lentement, la force de l'organisation indépendante des travailleurs devra se développer; cela seul nous permettra d'affronter les luttes, même les plus difficiles. Une lutte ainsi menée, même si elle débouche sur une défaite, montre le chemin à suivre. Un spontanéisme à résonnance anarchiste, ironie de l'histoire, fut développé en Uruguay par le stalinisme.

Néanmoins, ce n'est pas par ignorance que les vieux bonzes du PC appliquent cette politique. Ils montent isolés en première ligne, conduisent au massacre les meilleurs éléments de la classe ouvrière pour atteindre cet objectif politique : faire pression et frapper à la porte des casernes pour tenter de sortir les officiers "progressistes" de leur long sommeil.

Les répercussions de la défaite sur les différentes organisations et militants furent sans doute distinctes. Il nous semble que, même en simplifiant la réalité, nous pourrions dis-

tinguer quatre phénomènes dans le mouvement ouvrier organisé :

- La frange large de militants et de sympathisants de presque toute la gauche - et particulièrement du PC et de la guérilla - démoralisés, ont abandonné la lutte politique.

- Le PC, organisation la plus liée au prolétariat, et ayant une forte cohésion interne jusqu'au dernier coup d'Etat, était l'une des rares organisations qui échappa à un processus de discussions et de luttes politiques internes, ou du moins cela ne s'exprima pas publiquement.

- Dans les organisations de la guérilla et de l'extrême-gauche, la discussion donna lieu non seulement à des ruptures (le cas du MLN), mais aussi à une auto-critique sur leur passé terroristes qui, au lieu de les conduire au marxisme (dans les faits et non en paroles), les conduisit à des positions de collaboration de classe (front populiste). Dans une certaine mesure, ils se retrouvent au point de départ, le Front ou le Mouvement de Libération Nationale.

- De petits groupes ou fractions de courants numériquement très réduits se multiplièrent, tentant de tirer des conclusions fondamentales de l'expérience passée.

Nous voulons particulièrement analyser les problèmes du "front populiste". Son importance n'est pas liée au seul fait que les tupamaros, les autres partis ou organisations minoritaires développent une telle stratégie, mais parce que cette conception est commune à toute la gauche, à l'exception des trotskystes. Toute cette politique est destinée, consciemment ou non, - cela importe peu en pratique - à préparer une alliance avec les opposants bourgeois (leurs fantômes ou leurs agents petits-bourgeois). C'est ce noeud coulant démocratique qui étrangle le prolétariat une fois que celui-ci, par sa lutte a renversé la dictature. La bourgeoisie prend des mesures stupéfiantes afin de se garantir contre une situation à la portugaise, une fois la dictature renversée. D'autant plus que cela ne lui coûte pas beaucoup. Elle souscrit même à des déclarations appelant au renversement de la dictature, promettant des changements "structurels". Elle va jusqu'à publier diverses revues, espérant que les masses renverseront la dictature pour que les opposants bourgeois la remplacent grâce à leur alliance ou à leurs excellentes relations diplomatiques avec "la gauche".

Il est évident que les "fronts" mentionnés tiennent beaucoup plus du pacte que du front, étant donné qu'il est aujourd'hui impossible de constituer un front quelque peu crédible sans la participation du PC et de personnalités représentatives de la bourgeoisie. Néanmoins, des groupes d'extrême-gauche et centristes interviennent, par exemple dans l'UAL (Union artiguista de Liberation), avec des personnalités bourgeoises - certainement mal vues par beaucoup de bourgeois - tels Michellini et Erro. Cette politique de front avec la bourgeoisie, qui englobe la quasi-totalité de la gauche, est le meilleur service que l'on puisse rendre au capitalisme. Il s'agit, en utilisant "la gauche", de préparer le mécanisme de retour de la bourgeoisie, au cas ou la dictature devrait s'effondrer ou être liquidée par les masses.

Les divergences existant actuellement entre le PC et la majorité de l'extrême-gauche sont de pure forme : elles s'articulent sur le fait de savoir vers quel secteur on doit rechercher des alliés. Pour le PC actuellement, il ne peut s'agir que des forces armées, et c'est vers ces dernières qu'il développe ses efforts (sans négliger pour autant les civils). La majorité de l'extrême-gauche et des centristes - avec raison - ne peuvent oublier que ce sont les militaires "progressistes" qui torturent et tuent, qui ont détruit avec une rage bestiale la guérilla et réprimé férocement les travailleurs. Dès lors, ils s'orientent vers les secteurs civils de l'opposition bourgeoise.

Les trotskystes ne voient-ils donc pas qu'il faut rassembler toutes les forces pour détruire notre principal ennemi aujourd'hui, la dictature ? Non, nous ne négligeons pas le problème de l'unité. Mais nous proposons la création d'un Front Unique ouvrier, pour réorganiser les travailleurs et combattre la dictature. Nous ne sommes disposés à travailler au sein d'aucun front avec la bourgeoisie, ni à souscrire à aucun programme commun avec les exploiteurs "démocratiques", mais nous sommes les plus ardents défenseurs de la nécessité de lutter côte à côte dans des actions concrètes communes (par exemple, une manifestation pour la liberté de presse ou de réunion, ou pour la libération des prisonniers.) Nous voulons arracher le masque dictatorial de la bourgeoisie, mais certainement pas pour le remplacer par un masque démocratique. Nous voulons et nous devons aiguiser les contradictions de nos ennemis de classe, afin de stimuler la lutte pour le pouvoir ouvrier. C'est pour cela que, même si des secteurs "progressistes" acceptent de réaliser des actions communes avec les travailleurs, nous ne cesserons pas de développer nos critiques et nos attaques, parce qu'ils sont aussi nos ennemis.

Les tâches du trotskysme

L'Uruguay a connu une des expériences les plus achevées de l'aboutissement de la conception guérilléristе. Il en va de même pour ce qui est de la stratégie syndicale du PC. Divers courants ultra-gauches et opportunistes, sous de nouvelles formes, peuvent encore jouer un rôle important. Cela n'annule cependant pas la conclusion centrale de la période précédente : les possiblités subjectives de développement du trotskysme. Pour qu'elles se concrétisent, il est nécessaire que le rapport des forces entre les classes se modifie et que les trotskystes y jouent un rôle important, se tenant en première ligne pour réorganiser le mouvement ouvrier sur la base d'une politique de classe.

Le reflux actuel rend difficile l'approfondissement des expériences accomplies par les tupamaros et le PC (surtout le PC) et empêche pour les quelques militants qui s'affirment aujourd'hui, la comparaison pratique des positions des marxistes-révolutionnaires avec celle des staliniens et des ultra-gauches. C'est dans la lutte pour la réorganisation du mouvement ouvrier et le renversement de la dictature que les trotskystes devront se développer comme direction alternative. Pour atteindre ces objectifs - qui en termes généraux reviennent à mener le prolétariat au pouvoir - les trotskystes doivent tirer toutes les conclusions de ce processus, y compris celui vécu par notre propre organisation. Ils doivent tirer les leçons de la réalité et de leurs propres erreurs, partant du principe léniniste que "l'attitude d'un Parti face à ses propres erreurs est une des manières les plus importantes et les plus sûres de juger du sérieux de ce Parti, et de la manière dont il s'acquitte en pratique de ses tâches envers sa classe comme envers les travailleurs". C'est ce critère que nous avons l'intention d'appliquer, afin d'analyser le coup porté à notre parti par la répression de mars-avril de l'an passé, et à l'ensemble de notre politique.

Nous croyons que le programme et les tâches qui incombent aux trotskystes uruguayens doivent s'articuler sur l'axe suivant : réorganiser le mouvement ouvrier à partir de la lutte pour ses revendications minimales et pour renverser la dictature, préparant à travers ses combats sa propre voie vers la prise du pouvoir.

Nous estimons que pour servir ces objectifs il est nécessaire d'élaborer un programme qui, pour le moment, ne peut être utilisé que pour la diffusion propagandiste de nos positions et pour un recrutement très limité à notre parti. Ce programme pourra néanmoins servir de guide aux travailleurs lorsqu'ils entreront à nouveau en lutte. Le programme qui suit possède un caractère général et ses revendications devront être précisées en relation avec les nécessités de la réalité politique. De même, il n'intègre pas une série de revendications indispensables pour une période pré-révolutionnaire ou de lutte pour le pouvoir. C'est un programme défensif qui comprend deux mots d'ordre (sur le pouvoir et le parti), sur lesquels, pour des raisons d'éducation politique, nous insistons, même dans les conditions actuelles de notre pays. En outre, nous y introduisons un mot d'ordre anti-impérialiste général qui devra s'articuler avec des revendications de contrôle ouvrier.

- Pour une augmentation générale des salaires permettant de récupérer le pouvoir d'achat de janvier 1967. Pour un ajustement automatique à la hausse du coût de la vie. Contre le chômage : pour la répartition des heures de travail sans perte de salaire et pour la nationalisation des entreprises qui menacent de fermer. Pour l'abrogation du décret autorisant le licenciement sans compensation. Pour la garantie d'un emploi aux émigrants qui désirent revenir au pays. Pour le respect du droit de syndicalisation par usine, industrie ou centrale unique. Pour le retour à la légalité de la CNT et des syndicats placés sous tutelle. Pour l'utilisation de chaque recours légal permettant la réorganisation du mouvement ouvrier.

- Pour le rétablissement de la liberté de presse et de réunion. Pour la légalisation de tous les partis politiques et la levée des interdictions. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Amnistie sans condition permettant à tous les exilés de regagner le pays. Pour le renversement de la dictature et l'organisation d'élections libres sans bannissement ni prisonniers politiques.

- Pour l'expulsion de l'impérialisme et l'expropriation de ses biens.

- Pour le Front Unique ouvrier, afin de réorganiser les travailleurs et d'abattre la dictature. Contre tout front populaire ou démocratique. Pour l'unité dans l'action avec tous ceux qui sont prêts à agir pour les options que les travailleurs défendent.

- Pour la construction d'un parti trotskyste capable de mener le prolétariat au pouvoir.

- Pour un gouvernement ouvrier et populaire qui exproprie et détruise la dictature des exploiteurs par la voie révolutionnaire. Pour la Fédération Socialiste Latino-Américaine.

23 février 1976

PABLO RAMIREZ
(Rédacteur de la
"Revista de America")

liberté pour sabin arana!

Atteint de tuberculose pulmonaire depuis plus de 14 ans, notre camarade Sabin Arana a commencé à souffrir dans les dernières années de son séjour en prison, d'une grave maladie du rein gauche.

D'abord diagnostiquée comme une tuberculose rénale par un médecin (?) des prisons, il fut reconnu après un an et demi de traitement, qu'il souffrait de calculs rénaux. (Cela veut dire que pendant 18 longs mois, Sabin a été traité avec des produits qui, en fait, favorisaient le développement de sa maladie.

Il se trouve maintenant à l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel, depuis la fin de décembre, après avoir parcouru le long chemin d'une biographie militante exemplaire : arrêté trois fois, torturé pendant presque 18 jours au total, emprisonné depuis le 9 mars 1968 (cela fait 8 ans !). Il a participé pendant ce temps à 8 grèves de la faim, assorties de punitions qui ont atteint l'effroyable total de plus de 300 jours de cachot et de 16 années de remise de peine perdues. Condamné par le TOP (1) et les tribunaux militaires à 32 ans de prison au total, il est passé par les prisons de San Sebastian, Madrid, Santander, Burgos, Segovie et, après le 28 août 1975, jour du début du procès de Garmendia et Otaegui, il fut transféré brutalement, en pleine grève de la faim, avec 11 de ses compagnons, à Puerto de Santa Maria.

On l'a transféré à Madrid dans des conditions dramatiques : bien qu'il urinât du sang continuellement, il voyagea depuis Puerto de Santa Maria avec les pieds et les mains liés ensemble, recroquevillé en boule et jeté dans un fourgon cellulaire pendant près de 12 heures. Il arriva épuisé. Peu après, il cessa d'uriner du sang, car il cessa tout simplement d'uriner. Il fallut lui introduire une sonde.

Maintenant (1er mars), les médecins ont décidé de l'opérer. Avant tout, il faut imposer les garanties médicales indispensables, le droit pour Arana de choisir un hôpital non - pénitentiaire pour son opération et sa convalescence. Une campagne internationale commence. Sabin Arana, qui a milité 16 ans (d'abord dans la vieille ETA en 1969; ensuite à ETA-VI et à la LCR-ETA(VI)), est l'un des camarades les plus respectés et estimés par toute une génération de militants de toutes les organisations, qui ont vécu avec lui dans les six ou sept prisons où il a passé ses dernières huit années. Il faut obtenir sa libération, le sauvegarder pour qu'il puisse continuer la lutte à laquelle il a consacré sa vie.

Et avec lui, J. Antonio Garmendia, Antonio Duran, Horacio Fernancez Inguanzo, tous trois malades, doivent recouvrer immédiatement la liberté !

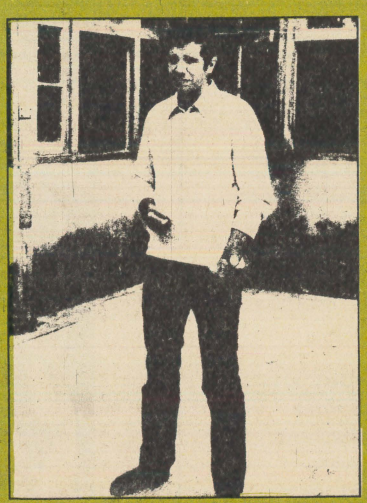
- Garanties médicales pour les prisonniers politiques !
- Liberté pour tous les prisonniers politiques !

A l'usine Chrysler, la liberté pour Antonio Duran a été incluse parmi les revendications et, le 28 février, une assemblée de mineurs de Mieres, a exigé celle de Horacio Fernandez Inguanzo.

C'EST CETTE VOIE QU'IL FAUT SUIVRE !

"Combate", Organe de la LCR-ETA(VI)

(1) TOP : Tribunal d'Ordre Public - tribunal civil pour délits politiques.



 Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb, 1040 Bruxelles